



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO — 8\$80

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 3 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS		Semestre	
As três séries	Ano 360\$	200\$	
A 1.ª série	140\$	80\$	
A 2.ª série	120\$	70\$	
A 3.ª série	120\$	70\$	

Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4\$50 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37 701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

SUMÁRIO

Presidência da República:

Resolução da Assembleia Nacional — Aprova, para ratificação, as Convenções entre os Estados Partes no Tratado do Atlântico Norte relativas ao Estatuto das suas Forças, ao Estatuto da Organização do Tratado do Atlântico Norte, dos Representantes Nacionais e Pessoal Internacional e ao Protocolo sobre o Estatuto dos Quartéis-Generais Militares Internacionais.

PRESIDENCIA DA REPÚBLICA

Resolução sobre as Convenções entre os Estados Partes no Tratado do Atlântico Norte relativas ao Estatuto das suas Forças, ao Estatuto da Organização do Tratado do Atlântico Norte, dos Representantes Nacionais e Pessoal Internacional e ao Protocolo sobre o Estatuto dos Quartéis-Generais Militares Internacionais.

Em nome da Nação, a Assembleia Nacional decreta e eu promulgo a resolução seguinte:

A Assembleia Nacional, tendo tomado conhecimento do texto das seguintes Convenções e Protocolo:

- Convenção entre os Estados Partes no Tratado do Atlântico Norte relativa ao Estatuto das suas Forças (Estatuto das Forças Armadas), assinado em Londres em 19 de Junho de 1951;
- Convenção sobre o Estatuto da Organização do Tratado do Atlântico Norte, dos Representantes Nacionais e do Pessoal Internacional (Estatuto Civil), assinado em Otava em 20 de Setembro de 1951;
- Protocolo sobre o Estatuto dos Quartéis-Generais Militares Internacionais criados em consequência do Tratado do Atlântico Norte, assinado em Paris em 28 de Agosto de 1952.

Resolve aprovar para ratificação aquelas Convenções e este Protocolo, conforme os textos oficiais já assinados, e aprovar a declaração do Governo quanto à reserva do seu direito a proceder com reciprocidade no entendimento e aplicação das disposições relativas ao Estatuto das Forças Armadas.

Publique-se.

Paços do Governo da República, 3 de Agosto de 1955. — FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — *António de Oliveira Salazar*.

Convention entre les Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord sur le Statut de leurs Forces

Les Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord, signé à Washington le 4 avril 1949,

Considérant que les forces d'une Partie peuvent, par accord, être envoyées en service sur le territoire d'une autre Partie;

Etant entendu que la décision d'envoyer ces forces et les conditions auxquelles elles seront envoyées, pour autant que ces dernières ne sont pas prévues à la présente Convention, continueront à faire l'objet d'accords particuliers entre les pays intéressés;

Désireux toutefois de déterminer le statut de la force armée de l'une des Parties lorsque cette force se trouve en service sur le territoire d'une autre Partie;

Sont convenus des dispositions suivantes:

ARTICLE 1^{er}

1. Dans la présente Convention l'expression:

- «force» signifie le personnel appartenant aux armées de terre, de mer ou de l'air de l'une des Parties Contractantes qui se trouve pour l'exécution du service sur le territoire d'une autre Partie Contractante de la région de l'Atlantique Nord, sous réserve que deux Parties Contractantes intéressées peuvent convenir de ne pas considérer certaines personnes, unités ou formations comme constituant une «force» ou en faisant partie au regard des dispositions de la présente Convention;
- «élément civil» signifie le personnel civil accompagnant la force d'une Partie Contractante et employé par l'une des armées de cette Partie Contractante, et qui n'est ni apatride, ni national d'un Etat non partie au Traité de l'Atlantique Nord, non plus que national de l'Etat sur le territoire duquel la force est en service, ni une personne qui y a sa résidence habituelle;
- «personne à charge» signifie le conjoint d'un membre d'une force ou d'un élément civil faisant partie d'une force, ou les enfants qui sont à leur charge;
- «Etat d'origine» signifie la Partie Contractante dont relève la force;
- «Etat de séjour» signifie la Partie Contractante sur le territoire de laquelle se trouve la force ou l'élément civil, soit en séjour, soit en transit;
- «autorités militaires de l'Etat d'origine» signifie les autorités de l'Etat d'origine qui, en vertu de la législation de cet Etat, sont chargées d'appliquer les lois militaires dudit Etat aux membres de ses forces ou de ses éléments civils;
- «Conseil de l'Atlantique Nord» signifie le Conseil établi par l'article 9 du Traité de

l'Atlantic Nord, ou tout organe subordonné de celui-ci autorisé à agir en son nom.

2. La présente Convention est applicable aux autorités des subdivisions politiques des Parties Contractantes, dans les limites des territoires auxquels, conformément aux dispositions de l'article xx, l'accord s'applique ou est étendu, comme il s'applique aux autorités centrales de ces Parties Contractantes, sous réserve, toutefois, que les biens appartenant aux subdivisions politiques ne seront pas considérés comme étant des biens appartenant, au sens de l'article VIII, à une Partie Contractante.

ARTICLE II

Les membres d'une force ou d'un élément civil, ainsi que les personnes à leur charge, sont tenus de respecter les lois en vigueur dans l'Etat de séjour et de s'abstenir sur le territoire de cet Etat de toute activité incompatible avec l'esprit de la présente Convention et en particulier de toute activité politique. Au surplus les autorités de l'Etat d'origine sont tenues de prendre les mesures nécessaires à cette fin.

ARTICLE III

1. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 2 du présent article, et à condition de se conformer aux formalités prescrites par l'Etat de séjour pour l'entrée et la sortie d'une force, ou des membres d'une force, ceux-ci sont dispensés des formalités de passeport et de visa, ainsi que de l'inspection par les services d'immigration à l'entrée et à la sortie du territoire d'un Etat de séjour. Ils ne sont pas davantage assujettis à la réglementation relative à l'enregistrement et au contrôle des étrangers. Toutefois, ils ne sont pas considérés comme acquérant des droits à la résidence permanente ou au domicile dans les territoires de l'Etat de séjour.

2. Les seuls documents ci-dessous seront exigés des membres d'une force. Ils doivent être produits à toute réquisition:

- (a) Carte d'identité personnelle délivrée par l'Etat d'origine munie d'une photographie et mentionnant les noms et prénoms, la date de naissance, le grade, le service et, s'il y a lieu, le numéro matricule;
- (b) Ordre de mission collectif ou individuel dans la langue de l'Etat d'origine ainsi qu'en anglais et en français, délivré par le service compétent de l'Etat d'origine ou de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et attestant le statut de la personne ou de l'unité en tant que membre ou partie d'une force ainsi que l'ordre de déplacement. L'Etat de séjour peut exiger que l'ordre de déplacement soit contresigné par un de ses représentants à ce qualifié.

3. Le passeport dont les membres d'un élément civil et les personnes à charge seront porteurs devra faire état de ladite qualité.

4. Si un membre d'une force ou d'un élément civil cesse d'être au service de l'Etat d'origine et n'est pas rapatrié, les autorités de l'Etat d'origine en informent immédiatement les autorités de l'Etat de séjour en leur donnant toutes indications utiles. Les autorités de l'Etat d'origine informent, dans les mêmes conditions, les autorités de l'Etat de séjour de toute absence illégale dépassant 21 jours.

5. Si l'Etat de séjour a demandé l'éloignement de son territoire d'un membre d'une force ou d'un élément civil, ou a pris un arrêté d'expulsion contre un ex-membre d'une force ou d'un élément civil ou contre une

personne à charge d'un membre ou d'un ex-membre, les autorités de l'Etat d'origine sont tenues de les recevoir sur leur territoire ou tout au moins de leur faire quitter le territoire de l'Etat de séjour. Ce paragraphe ne s'applique qu'aux personnes qui ne sont pas des nationaux de l'Etat de séjour et qui sont entrées dans ledit Etat en qualité de membre d'une force ou d'un élément civil ou en vue de le devenir ou de personne à charge de ceux-ci.

ARTICLE IV

L'Etat de séjour peut:

- (a) soit accepter comme valable, sans exiger ni examen ni droit ou taxe, le permis de conduire ou le permis de conduire militaire délivré par l'Etat d'origine ou par une de ses subdivisions à un membre d'une force ou d'un élément civil;
- (b) soit délivrer, sans exiger d'examen, son propre permis de conduire à tout membre d'une force ou d'un élément civil, titulaire d'un permis de conduire ou d'un permis de conduire militaire délivré par l'Etat d'origine ou une de ses subdivisions.

ARTICLE V

1. Les membres d'une force portent normalement leur uniforme. Sous réserve de tout arrangement contraire entre les autorités de l'Etat d'origine et de l'Etat de séjour, la tenue civile sera portée dans les mêmes conditions que par les forces armées des Etats de séjour. Les unités de formations militaires régulièrement constituées d'une force doivent se présenter en uniforme aux frontières qu'elles franchissent.

2. Les véhicules d'une force ou d'un élément civil immatriculés à l'armée portent, en plus de leur numéro d'immatriculation, une marque distinctive de leur nationalité.

ARTICLE VI

Les membres d'une force peuvent détenir et porter leurs armes à condition d'y être autorisés par le règlement qui leur est applicable. Les autorités de l'Etat d'origine examineront avec bienveillance les demandes que l'Etat de séjour leur présentera en la matière.

ARTICLE VII

1. Sous réserve des dispositions du présent article,

- (a) Les autorités militaires de l'Etat d'origine ont le droit d'exercer sur le territoire de l'Etat de séjour les pouvoirs de juridiction pénale et disciplinaire que leur confère la législation de l'Etat d'origine sur toutes personnes sujettes à la loi militaire de cet Etat.
- (b) Les autorités de l'Etat de séjour ont le droit d'exercer leur juridiction sur les membres d'une force ou d'un élément civil et les personnes à leur charge en ce qui concerne les infractions commises sur le territoire de l'Etat de séjour et punies par la législation de cet Etat.

2. — (a) Les autorités militaires de l'Etat d'origine ont le droit d'exercer une juridiction exclusive sur les personnes soumises aux lois militaires de cet Etat, en ce qui concerne les infractions punies par la législation de l'Etat d'origine, notamment les infractions portant atteinte à la sûreté de cet Etat mais ne tombant pas sous le coup de la législation de l'Etat de séjour;

(b) Les autorités de l'Etat de séjour ont le droit d'exercer une juridiction exclusive sur les membres

d'une force ou d'un élément civil et sur les personnes à charge en ce qui concerne les infractions punies par les lois de l'Etat de séjour, notamment les infractions portant atteinte à la sûreté de cet Etat mais ne tombant pas sous le coup de la législation de l'Etat d'origine.

(c) Au sens du présent paragraphe et du paragraphe 3 du présent article, sont considérés comme infractions portant atteinte à la sûreté d'un Etat:

- (i) la trahison,
- (ii) le sabotage, l'espionnage ou la violation de la législation relative aux secrets d'Etat ou de défense nationale.

3. Dans les cas de juridiction concurrente, les règles suivantes sont applicables:

(a) Les autorités militaires de l'Etat d'origine ont le droit d'exercer par priorité leur juridiction sur le membre d'une force ou d'un élément civil en ce qui concerne:

- (i) Les infractions portant atteinte uniquement à la sûreté ou à la propriété de cet Etat ou les infractions portant atteinte uniquement à la personne ou à la propriété d'un membre de la force, ou d'un élément civil de cet Etat ainsi que d'une personne à charge;
- (ii) Les infractions résultant de tout acte ou négligence accomplis dans l'exécution du service.

(b) Dans le cas de toute autre infraction, les autorités de l'Etat de séjour exercent par priorité leur juridiction.

(c) Si l'Etat qui a le droit d'exercer par priorité sa juridiction décide d'y renoncer, il le notifiera aussitôt que possible aux autorités de l'autre Etat. Les autorités de l'Etat qui a le droit d'exercer par priorité sa juridiction examinent avec bienveillance les demandes de renonciation à ce droit, présentées par les autorités de l'autre Etat, lorsque celles-ci estiment que des considérations particulièrement importantes le justifient.

4. Les dispositions du présent article ne comportent pour les autorités militaires de l'Etat d'origine aucun droit d'exercer une juridiction sur les nationaux de l'Etat de séjour ou sur les personnes qui y ont leur résidence habituelle, à moins que ceux-ci soient membres des forces armées de l'Etat d'origine.

5. — (a) Les autorités des Etats de séjour et d'origine se prêtent mutuellement assistance pour l'arrestation des membres d'une force de l'Etat d'origine ou d'un élément civil ou des personnes à charge sur le territoire de l'Etat de séjour et pour leur remise à l'autorité qui a à exercer sa juridiction conformément aux dispositions ci-dessus.

(b) Les autorités de l'Etat de séjour notifient dans les délais les plus brefs aux autorités militaires de l'Etat d'origine l'arrestation de tout membre d'une force ou d'un élément civil ou d'une personne à charge.

(c) La garde d'un membre d'une force ou d'un élément civil sur lequel l'Etat de séjour a à exercer son droit de juridiction et qui est entre les mains des autorités de l'Etat d'origine demeurera assurée par celles-ci jusqu'à ce que des poursuites aient été engagées contre lui par l'Etat de séjour.

6. — (a) Les autorités des Etats de séjour et d'origine se prêtent mutuellement assistance pour la conduite des enquêtes, pour la recherche de preuves, y com-

pris la saisie, et s'il y a lieu, la remise des pièces à conviction et des objets de l'infraction. La remise des pièces et objets saisis peut toutefois être subordonnée à leur restitution dans un délai déterminé par l'autorité qui procède à cette remise.

(b) Les autorités des Parties Contractantes, dans les cas où il y a juridiction concurrente, s'informent réciproquement de la suite donnée aux affaires.

7. — (a) Il ne peut être procédé par les autorités de l'Etat d'origine à l'exécution d'une condamnation capitale sur le territoire de l'Etat de séjour si la législation de ce dernier ne prévoit pas la peine de mort dans un cas analogue.

(b) Les autorités de l'Etat de séjour examinent avec bienveillance les demandes des autorités de l'Etat d'origine en vue de prêter assistance à celles-ci pour l'exécution des peines d'emprisonnement prononcées sur le territoire de l'Etat de séjour par lesdites autorités conformément aux dispositions du présent article.

8. Lorsqu'un inculpé a été jugé conformément aux dispositions de cet article par les autorités d'une Partie Contractante et a été acquitté ou, en cas de condamnation, s'il subit ou a subi sa peine ou a été gracié, il ne peut plus être jugé de nouveau sur le même territoire, du chef de la même infraction, par les autorités d'une autre Partie Contractante. Toutefois, ce paragraphe ne s'oppose en rien à ce que les autorités militaires de l'Etat d'origine jugent un membre d'une force pour toute violation des règles de discipline résultant de l'acte ou de l'omission constitutive de l'infraction pour laquelle il a été jugé.

9. Quand un membre d'une force ou d'un élément civil ou une personne à charge est poursuivi devant les juridictions de l'Etat de séjour, il a droit:

- (a) à être jugé rapidement;
- (b) à être tenu informé, avant les débats, de l'accusation ou des accusations portées contre lui;
- (c) à être confronté avec les témoins à charge;
- (d) à ce que les témoins à décharge soient contraints de se présenter si la juridiction de l'Etat de séjour a le pouvoir de les y obliger;
- (e) à être représenté selon son choix ou à être assisté dans les conditions légales en vigueur à l'époque dans l'Etat de séjour;
- (f) s'il l'estime nécessaire, au service d'un interprète compétent;
- (g) à communiquer avec un représentant du gouvernement de l'Etat d'origine, et lorsque les règles de procédure le permettent, à la présence de ce représentant aux débats.

10. — (a) Les unités ou formations militaires régulièrement constituées d'une force ont le droit de police sur tous les camps, établissements ou autres installations occupés par elles en vertu d'un accord avec l'Etat de séjour. La police militaire des unités ou formations peut prendre toutes les mesures utiles pour assurer le maintien de l'ordre et de la sécurité dans ces installations.

(b) L'emploi de ladite police militaire hors de ces installations est subordonné à un accord avec les autorités de l'Etat de séjour, se fait en liaison avec celles-ci et n'intervient que pour autant que cela est nécessaire pour maintenir l'ordre et la discipline parmi les membres de ces unités ou formations.

11. Chacune des Parties Contractantes soumettra au pouvoir législatif les projets qu'elle estime nécessaires pour permettre d'assurer sur son territoire la sécurité et la protection des installations, du matériel, des propriétés, des archives et des documents officiels des autres Parties Contractantes ainsi que la répression des infractions à cette législation.

ARTICLE VIII

1. Chaque Partie Contractante renonce à toute demande d'indemnité à l'encontre d'une autre Partie Contractante pour les dommages causés aux biens de l'Etat qui sont utilisés par ses forces armées de terre, de mer et de l'air.

- (i) si le dommage est causé par un membre des forces armées de l'autre Partie Contractante, ou par un employé de celle-ci, dans l'exercice de ses fonctions dans le cadre du Traité de l'Atlantique Nord;
- (ii) ou s'il est causé par un véhicule, un navire ou un aéronef d'une Partie Contractante et utilisé par ses forces armées, à condition, ou que le véhicule, le navire ou l'aéronef cause du dommage ait été utilisé pour des actions entreprises dans le cadre des opérations du Traité de l'Atlantique Nord, ou que le dommage ait été causé à des biens utilisés dans les mêmes conditions.

Les demandes d'indemnités pour sauvetage maritime formulées par une Partie Contractante à l'encontre d'une autre Partie Contractante font l'objet de la même renonciation, sous réserve que le navire ou la cargaison sauvés soient la propriété d'une Partie Contractante et soient utilisés par ses forces armées à l'occasion d'actions entreprises dans le cadre du Traité de l'Atlantique Nord.

2. — (a) Dans le cas de dommages autres que ceux prévus au paragraphe 1 ci-dessus qui ont été causés aux biens d'une Partie Contractante situés sur le territoire de celle-ci, et pour autant que les Parties Contractantes intéressées n'aient pas conclu d'autre accord, il sera prononcé sur la responsabilité et le montant du dommage par un arbitre unique choisi conformément aux dispositions de l'alinéa (b) ci-dessous. L'arbitre connaîtra également des demandes reconventionnelles éventuelles.

(b) L'arbitre prévu à l'alinéa (a) ci-dessus sera choisi par accord entre les Parties Contractantes intéressées parmi les nationaux de l'Etat de séjour exerçant ou ayant exercé une haute fonction judiciaire. Si les Parties Contractantes intéressées n'ont pu, à l'expiration d'un délai de deux mois, se mettre d'accord sur la désignation de cet arbitre, l'une ou l'autre pourra demander au président des Suppléants du Conseil de l'Atlantique Nord de choisir une personne répondant aux qualifications indiquées ci-dessus;

(c) Toute décision prise par l'arbitre sera définitive et liera les Parties Contractantes;

(d) Le montant de toute indemnité attribuée par l'arbitre sera réparti comme il est prévu au paragraphe 5 (e) (i), (ii) et (iii) ci-dessous;

(e) La rémunération de l'arbitre sera fixée par accord entre les Parties Contractantes intéressées et sera, ainsi que les dépenses qu'aura occasionnées l'accomplissement de ses fonctions, supportée par parts égales par lesdites Parties.

(f) Toutefois, chaque Partie Contractante renonce à demander une indemnité si le montant du dommage est inférieur aux montants suivants:

Belgique: Fr. b. 70.000.
 Canada: \$ 1.460.
 Danemark: Kr. 9.670.
 France: Fr. fr. 490.000.
 Islande: Kr. 22.800.
 Italie: Li. 850.000.
 Luxembourg: Fr. l. 70.000.
 Pays-Bas: Fl. 5.320.
 Norvège: Kr. 10.000.

Portugal: Es. 40.250.

Royaume-Uni: £ 500.

Etats-Unis: \$ 1.400.

Toute autre Partie Contractante dont les biens auraient été endommagés dans le même incident renoncera aussi à sa réclamation à concurrence des montants indiqués ci-dessus. Dans le cas de variation importante du cours des changes, les Parties Contractantes procéderont à l'ajustement des chiffres ci-dessus.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article s'appliquent à tout navire affrété en coque nue par une Partie Contractante, ou réquisitionné par elle avec un contrat d'affrètement en coque nue, ou de bonne prise (sauf en ce qui concerne la partie du risque de perte et de la responsabilité supportée par une autre personne que cette Partie Contractante):

4. Chaque Partie Contractante renonce à demander une indemnité à une autre Partie Contractante dans le cas où un membre de ses forces armées a subi des blessures ou est mort dans l'exécution du service.

5. Les demandes d'indemnité (autres que celles résultant de l'application d'un contrat et que celles auxquelles les paragraphes 6 ou 7 du présent article sont applicables) du chef d'actes ou de négligences dont un membre d'une force ou un élément civil est responsable dans l'exécution du service ou du chef de tout autre acte, négligence ou incident dont une force ou un élément civil est légalement responsable et qui ont causé sur le territoire de l'Etat de séjour des dommages à un tiers autre que l'une des Parties Contractantes, seront réglées par l'Etat de séjour conformément aux dispositions suivantes:

- (a) Les demandes d'indemnités sont introduites, instruites et les décisions prises, conformément aux lois et règlements de l'Etat de séjour applicables en la matière à ses propres forces armées;
- (b) L'Etat de séjour peut statuer sur ces dommages; il procède au paiement des indemnités allouées dans sa propre monnaie;
- (c) Ce paiement, qu'il résulte du règlement direct de l'affaire ou d'une décision de la juridiction compétente de l'Etat de séjour, ou la décision de la même juridiction déboutant le demandeur, lie définitivement les Parties Contractantes;
- (d) Toute indemnité payée par l'Etat de séjour sera portée à la connaissance des Etats d'origine intéressés qui recevront en même temps un rapport circonstancié et une proposition de répartition établie conformément aux alinéas (e) (i), (ii) et (iii) ci-dessous. A défaut de réponse dans les deux mois, la proposition sera considérée comme acceptée;
- (e) La charge des indemnités versées pour la réparation des dommages visés aux alinéas précédents et au paragraphe 2 du présent article sera répartie entre les Parties Contractantes dans les conditions suivantes:

(i) Quand un seul Etat d'origine est responsable, le montant de l'indemnité est réparti à concurrence de 25 pour cent pour l'Etat de séjour et 75 pour cent pour l'Etat d'origine;

(ii) Quand la responsabilité est encourue par plus d'un Etat, le montant de l'indemnité est réparti entre eux par parts égales; toutefois, si l'Etat de séjour n'est pas un des Etats responsables, sa part sera la

moitié de celle de chacun des États d'origine;

(iii) Si le dommage est causé par les forces armées des Parties Contractantes sans qu'il soit possible de l'attribuer d'une manière précise à l'une ou à plusieurs de ces forces armées, le montant de l'indemnité sera réparti également entre les Parties Contractantes intéressées; toutefois, si l'État de séjour n'est pas un des États dont les forces armées ont causé le dommage, sa part sera la moitié de celle de chacun des États d'origine;

(iv) Semestriellement, un état des sommes payées par l'État de séjour au cours du semestre précédent pour les affaires pour lesquelles une répartition en pourcentage a été admise, sera adressé aux États d'origine intéressés accompagné d'une demande de remboursement. Le remboursement sera fait dans les plus brefs délais, dans la monnaie de l'État de séjour;

(f) Dans le cas où, par suite de l'application des dispositions des alinéas (b) et (e) ci-dessus, une Partie Contractante se verrait imposer une charge qui l'affecterait trop lourdement, elle peut demander au Conseil de l'Atlantique Nord de procéder à un règlement de l'affaire sur une base différente;

(g) Aucune voie d'exécution ne peut être pratiquée sur un membre d'une force ou d'un élément civil lorsqu'un jugement a été prononcé contre lui dans l'État de séjour s'il s'agit d'un litige né d'un acte accompli dans l'exécution du service;

(h) Excepté dans la mesure où l'alinéa (e) du présent paragraphe s'applique aux demandes d'indemnité couvertes par le paragraphe 2 du présent article, les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas dans le cas de navigation, d'exploitation d'un navire, de chargement ou de déchargement ou de transport d'une cargaison, sauf s'il y a eu mort ou blessure d'une personne et que le paragraphe 4 ne soit pas applicable.

6. Les demandes d'indemnité contre les membres d'une force armée ou d'un élément civil fondées sur des actes dommageables ou des négligences qui n'ont pas été accomplis dans l'exécution du service sont réglées de la façon suivante:

(a) Les autorités de l'État de séjour instruisent la demande d'indemnité et fixent d'une manière juste et équitable l'indemnité due au demandeur, en tenant compte de toutes les circonstances de la cause, y compris la conduite et le comportement de la personne lésée, et elles établissent un rapport sur l'affaire;

(b) Ce rapport est envoyé aux autorités de l'État d'origine qui décident alors sans délai si elles procéderont à une indemnisation à titre gracieux, et dans ce cas, en fixant le montant;

(c) Si une offre d'indemnité à titre gracieux est faite et acceptée à titre de dédommagement intégral par le demandeur, les autorités de

l'État d'origine effectuent elles-mêmes ce paiement et font connaître aux autorités de l'État de séjour leur décision et le montant de la somme versée;

(d) Les dispositions du présent paragraphe ne s'opposent en rien à ce que la juridiction de l'État de séjour statue sur l'action qui pourrait être intentée contre un membre d'une force ou d'un élément civil pour autant toutefois qu'un paiement entièrement satisfaisant n'ait pas été effectué.

7. Les demandes d'indemnité fondées sur l'usage non autorisé de tout véhicule des forces armées d'un État d'origine seront traitées conformément aux dispositions du paragraphe 6 du présent article, sauf dans le cas où la force elle-même ou l'élément civil est légalement responsable.

8. S'il y a contestation sur le point de savoir si l'acte dommageable ou la négligence d'un membre d'une force ou d'un élément civil ont été accomplis dans l'exécution du service ou sur le point de savoir si l'utilisation d'un véhicule appartenant aux forces armées d'un État d'origine n'avait pas été autorisée, l'affaire est portée devant un arbitre désigné conformément au paragraphe 2 (b) du présent article, qui décide souverainement sur ce point.

9. Sauf dans les conditions prévues au paragraphe 5 (g) du présent article, l'État d'origine ne peut, en ce qui concerne la juridiction civile des tribunaux de l'État de séjour, se prévaloir de l'immunité de juridiction des tribunaux de l'État de séjour en faveur des membres d'une force ou d'un élément civil.

10. Les autorités de l'État d'origine et de l'État de séjour se prêtent assistance pour la recherche des preuves nécessaires à un examen équitable et à une décision en ce qui concerne les demandes d'indemnités qui intéressent les Parties Contractantes.

ARTICLE IX

1. Les membres d'une force ou d'un élément civil ainsi que les personnes à leur charge peuvent se procurer sur place les marchandises nécessaires à leur propre consommation et les services dont ils ont besoin, dans les mêmes conditions que les ressortissants de l'État de séjour.

2. Les marchandises achetées sur place destinées à la subsistance d'une force ou d'un élément civil seront normalement achetées par l'entremise des services compétents pour l'achat de telles marchandises pour les forces armées de l'État de séjour. Pour éviter que ces achats n'aient un effet dommageable pour l'économie de l'État de séjour, les autorités compétentes de ce dernier désigneront les articles qu'il conviendrait, le cas échéant, d'exclure totalement ou partiellement desdits achats.

3. Sous réserve de l'application des accords en vigueur ou qui pourront être conclus par les autorités compétentes des États de séjour et d'origine, les autorités de l'État de séjour prennent seules les mesures appropriées pour que soient mis à la disposition d'une force ou d'un élément civil, les immeubles ainsi que les services y afférents dont ceux-ci peuvent avoir besoin. Ces accords et arrangements seront dans la mesure du possible conformes aux règlements concernant le logement et le cantonnement du personnel similaire de l'État de séjour. A défaut de convention stipulant le contraire, les droits et obligations naissant de l'occupation ou de l'utilisation d'un immeuble ainsi que de l'usage des services et servitudes y afférents sont régis par les lois de l'État de séjour.

4. Les besoins locaux en main-d'œuvre civile d'une force ou d'un élément civil sont satisfaits de la même manière que ceux des services analogues de l'Etat de séjour, avec leur assistance et par l'entremise des services de la main-d'œuvre. Les conditions d'emploi et de travail, notamment les salaires et accessoires de salaires et les conditions de protection des travailleurs, sont réglées conformément à la législation en vigueur dans l'Etat de séjour. Ces travailleurs civils employés par une force ou par un élément civil ne sont considérés en aucun cas comme membres de cette force ou de cet élément civil.

5. Si les services médicaux et dentaires attachés à une force ou à un élément civil sont insuffisants, leurs membres ainsi que les personnes à leur charge peuvent recevoir les soins médicaux et dentaires, y compris l'hospitalisation, dans les mêmes conditions que le personnel correspondant de l'Etat de séjour.

6. L'Etat de séjour examinera avec bienveillance les demandes de facilités de circulation et de réductions de tarifs qu'il peut accorder aux membres d'une force armée ou d'un élément civil. Ces facilités et réductions feront l'objet de dispositions particulières entre les gouvernements intéressés.

7. Sous réserve de tout accord financier général ou particulier entre les Parties Contractantes, les paiements en monnaie locale pour les marchandises, le logement et les services prévus aux paragraphes 2, 3, 4 et si nécessaire 5 et 6 du présent article seront effectués sans délai par les autorités de la force.

8. Une force, un élément civil, leurs membres, ou les personnes à leur charge ne peuvent se prévaloir du présent article pour revendiquer une exonération d'impôts ou taxes applicables aux achats de biens et aux prestations de services en vertu de la réglementation fiscale de l'Etat de séjour.

ARTICLE X

1. Si, dans l'Etat de séjour, l'établissement d'un impôt quelconque est fonction de la résidence ou du domicile du redevable, les périodes au cours desquelles un membre d'une force ou d'un élément civil sera présent dans le territoire de cet Etat, en raison uniquement de sa qualité de membre de cette force ou de cet élément civil, ne seront pas considérées, pour l'établissement dudit impôt, comme périodes de résidence ou comme entraînant un changement de résidence ou de domicile. Les membres d'une force ou d'un élément civil seront exonérés dans l'Etat de séjour de tout impôt sur les traitements et émoluments qui leur sont payés en cette qualité par l'Etat d'origine ainsi que sur tous biens, meubles corporels leur appartenant et dont l'existence dans l'Etat de séjour est due uniquement à leur présence temporaire dans cet Etat.

2. Le présent article n'exonérera en aucune façon le **membre d'une force ou d'un élément civil** des impôts afférents aux activités génératrices de profits, autre que celles qu'il exerce en cette qualité, auxquelles il pourrait se livrer dans l'Etat de séjour. Sauf en ce qui concerne le traitement, les émoluments, ainsi que les biens meubles corporels, visés au paragraphe 1, les dispositions du présent article ne s'opposent en rien à la perception des impôts auxquels ledit membre est assujéti en vertu de la loi de l'Etat de séjour, même s'il est considéré comme ayant sa résidence ou son domicile hors du territoire de cet Etat.

3. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux *droits* tels qu'ils sont définis au paragraphe 12 de l'article XI.

4. Au regard des dispositions du présent article, l'expression «membre d'une force» ne s'applique pas à une personne ayant la nationalité de l'Etat de séjour.

ARTICLE XI

1. Sous réserve des dérogations établies par la présente Convention, les membres d'une force ou d'un élément civil ainsi que les personnes à leur charge sont soumis aux lois et règlements dont l'application est confiée à l'administration des douanes de l'Etat de séjour. Les agents de cette administration ont notamment le droit de procéder, dans les conditions générales prévues par la législation et la réglementation en vigueur dans l'Etat de séjour, à la visite des membres d'une force ou d'un élément civil ainsi que des personnes à leur charge, de leurs bagages et de leurs véhicules; ils ont également le droit de saisie conformément à cette législation et à cette réglementation.

2. — (a) L'importation temporaire et la réexportation des véhicules immatriculés à l'armée appartenant à une force ou à un élément civil circulant par leurs propres moyens sont autorisés en franchise de droits sur présentation d'un triptyque du modèle figurant en annexe à la présente Convention.

(b) L'importation temporaire de véhicules immatriculés à l'armée, ne circulant pas par leurs propres moyens, se fera dans les conditions fixées au paragraphe 4 et leur réexportation dans les conditions fixées au paragraphe 8 du présent article.

(c) Les véhicules immatriculés à l'armée appartenant à une force ou à un élément civil bénéficient également de l'exemption des taxes qui pourraient être dues en raison de la circulation des véhicules sur les routes.

3. Les documents officiels sous pli scellé d'un sceau officiel ne sont pas soumis à la visite et au contrôle de la douane. Les courriers qui en effectuent le transport doivent être munis, quelle que soit leur qualité, d'un ordre de mission individuel délivré dans les conditions indiquées à l'article III, paragraphe 2 (b). Cet ordre de mission doit mentionner le nombre de plis et certifier que ceux-ci ne contiennent que des documents officiels.

4. Une force peut importer en franchise de droits son équipement et des quantités raisonnables d'approvisionnement, matériels et autres marchandises destinés à l'usage exclusif de cette force ou, dans le cas où cela est autorisé par l'Etat de séjour, à l'usage de l'élément civil et des personnes à charge. L'admission ainsi prévue en franchise est subordonnée au dépôt, au Bureau des douanes, à l'appui des documents de douane que l'on aura convenu de fournir, d'une attestation dont la forme aura été acceptée par l'Etat de séjour et par l'Etat d'origine, signée par une personne habilitée à cet effet par l'Etat d'origine. La désignation de la personne habilitée à signer les attestations ainsi que les spécimens de sa signature et des cachets utilisés seront adressés aux administrations douanières de l'Etat de séjour.

5. Un membre d'une force ou d'un élément civil peut, à l'occasion de sa première arrivée en vue de prendre son service dans l'Etat de séjour, ou à l'occasion de la première arrivée d'une personne à sa charge venue l'y rejoindre, importer ses effets et son mobilier personnels en franchise de droits pour la durée de son séjour.

6. Les membres d'une force ou d'un élément civil peuvent bénéficier de la franchise temporaire des droits en cas d'importation temporaire de véhicules à moteur privés destinés à leur usage personnel et à celui des personnes à leur charge. Cette disposition n'entraîne pas l'obligation d'exemption des taxes qui pourraient être dues pour l'usage des routes par les véhicules privés.

7. Les importations faites par les autorités d'une force pour des fins autres que la satisfaction des besoins exclusifs de cette force ou de son élément civil, ainsi que les importations, autres que celles visées aux paragraphes 5 et 6 du présent article, effectuées par les

membres d'une force armée ou d'un élément civil, ne bénéficient, en application du présent article, d'aucune exemption de droits ni d'aucune dispense de formalités.

8. Les marchandises admises en franchise en application des dispositions des paragraphes 2 (b), 4, 5 ou 6 ci-dessus:

(a) Peuvent être réexportées librement à condition que, en ce qui concerne les marchandises importées en application du paragraphe 4, soit remise au Bureau des douanes une attestation délivrée dans les conditions prévues à ce paragraphe. Le service des douanes conserve cependant le droit de vérifier, s'il y a lieu, que les marchandises réexportées sont bien celles décrites sur l'attestation dans le cas où celle-ci est nécessaire, et ont été réellement importées dans les conditions prévues aux paragraphes 2 (b), 4, 5 ou 6, suivant le cas;

(b) Ne peuvent normalement être cédées à titre onéreux ou gratuit dans l'Etat de séjour. Cependant, dans des cas particuliers, une telle cession peut être autorisée, sous réserve des conditions imposées par les autorités compétentes de l'Etat de séjour (par exemple, paiement des droits et taxes, accomplissement des formalités inhérentes au contrôle du commerce extérieur et des changes).

9. Les exportations de marchandises achetées dans l'Etat de séjour sont soumises à la réglementation en vigueur sur le territoire dudit Etat.

10. Des facilités particulières sont accordées par les autorités douanières pour le passage des frontières par des unités ou formations régulièrement encadrées, à condition que les autorités douanières intéressées aient reçu la notification appropriée en temps utile.

11. Des dispositions spéciales seront prises par l'Etat de séjour afin que les carburants et lubrifiants destinés à l'usage des véhicules immatriculés à l'armée, des aéro-nefs et bateaux militaires d'une force ou d'un élément civil soient livrés exempts de tous droits et taxes.

12. Pour l'application des dix premiers paragraphes du présent article,

le mot «droits» s'entend des droits de douane et de tous autres droits et taxes frappant, suivant le cas, l'importation ou l'exportation, à l'exception des droits et taxes qui constituent un remboursement de frais pour service rendu. Le mot «importation» inclut l'enlèvement des marchandises placées dans un entrepôt de douanes ou sous un régime analogue, à condition qu'il s'agisse de marchandises qui n'aient été, ni récoltées, ni fabriquées, ni manufacturées dans l'Etat de séjour.

13. Les dispositions du présent article s'appliquent non seulement aux marchandises importées dans l'Etat de séjour ou exportées de cet Etat, mais aussi aux marchandises en transit à travers le territoire d'une Partie Contractante. En l'occurrence, l'expression «Etat de séjour» s'entend, dans le présent article, de toute Partie Contractante à travers le territoire de laquelle les marchandises transitent.

ARTICLE XII°

1. Toute exemption ou facilité douanière ou fiscale accordée en vertu de la présente Convention est subordonnée à l'observation des dispositions que les autorités douanières ou fiscales de l'Etat de séjour peuvent estimer nécessaires pour prévenir des abus.

2. Les mêmes autorités peuvent décider que ne bénéficieront pas des exemptions prévues par le présent accord les importations de produits récoltés, fabriqués ou manufacturés dans l'Etat de séjour et exportés au préalable en franchise ou moyennant restitution des droits et taxes qui étaient dus dans le cas où ces produits n'auraient pas été exportés. Cette disposition s'applique également à des marchandises enlevées d'un entrepôt de douane, si le dépôt dans cet entrepôt a été considéré comme une exportation.

ARTICLE XIII

1. En vue de la répression des infractions aux lois et règlements douaniers et fiscaux, les autorités des Etats de séjour et d'origine se prêtent un mutuel concours pour procéder aux enquêtes et à la recherche des preuves.

2. Les autorités d'une force donnent toute l'assistance en leur pouvoir afin que les marchandises susceptibles de saisie, par les autorités douanières ou fiscales de l'Etat de séjour ou à leur profit, soient remises à celles-ci.

3. Les autorités d'une force s'engagent à faire tout ce qui est en leur pouvoir afin que les droits, taxes et amendes dus soient acquittés par les membres de cette force ou de son élément civil, ainsi que par les personnes à leur charge.

4. Les véhicules immatriculés à l'armée et les marchandises appartenant à une force ou à son élément civil et non à un de leurs membres, et saisis par les autorités de l'Etat de séjour à l'occasion d'une infraction douanière ou fiscale, sont remis aux autorités compétentes de cette force.

ARTICLE XIV

1. Une force, un élément civil, leurs membres, ainsi que les personnes à leur charge, demeurent assujettis aux règles du contrôle des changes de l'Etat d'origine et doivent se conformer aux règlements de l'Etat de séjour.

2. Les autorités chargées du contrôle des changes des Etats d'origine et de séjour peuvent mettre en vigueur des dispositions spéciales applicables à une force, à son élément civil ou à leurs membres ainsi qu'aux personnes à leur charge.

ARTICLE XV

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 ci-dessus, la présente Convention reste en vigueur en cas d'hostilités entraînant l'application des dispositions du Traité de l'Atlantique Nord. Toutefois, les dispositions relatives au règlement des dommages contenues dans les paragraphes 2 et 5 de l'article VIII ne s'appliquent pas aux dommages de guerre et les dispositions de la présente Convention, notamment celles des articles III et VII, font immédiatement l'objet d'un nouvel examen par les Parties Contractantes intéressées. Celles-ci peuvent éventuellement convenir des modifications qui apparaîtraient désirables en ce qui concerne l'application de la Convention entre elles.

2. Dans le cas d'hostilités telles qu'elles sont définies ci-dessus, chaque Partie Contractante a le droit, en le notifiant dans un délai de 60 jours aux autres Parties Contractantes, de suspendre l'application de l'une quelconque des dispositions de la Convention pour autant que de besoin. Si ce droit est exercé, les Parties Contractantes se consultent immédiatement en vue de se mettre d'accord sur les dispositions propres à remplacer celles dont l'application est suspendue.

ARTICLE XVI

Toute contestation entre les Parties Contractantes en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la

présente Convention est réglée par négociations entre elles sans recours à une juridiction extérieure. Sauf dans les cas où la présente Convention contient une disposition contraire, les contestations qui ne peuvent pas être réglées par négociations directes seront portées devant le Conseil de l'Atlantique Nord.

ARTICLE XVII

Chaque Partie Contractante peut à tout moment demander la révision de tout article de la présente Convention. La demande sera adressée au Conseil de l'Atlantique Nord.

ARTICLE XVIII

1. La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés aussitôt que possible auprès du gouvernement des États-Unis d'Amérique qui notifiera la date de ces dépôts à chaque Etat signataire.

2. La présente Convention entrera en vigueur trente jours après le dépôt par quatre Etats signataires de leurs instruments de ratification. Elle entrera en vigueur pour chacun des autres Etats signataires trente jours après le dépôt de son instrument de ratification.

3. Après son entrée en vigueur, la présente Convention, sous réserve de l'approbation du Conseil de l'Atlantique Nord et aux conditions que ce dernier pourra fixer, sera ouverte à tout Etat adhérent au Traité de l'Atlantique Nord. L'accession deviendra effective par le dépôt d'un instrument d'accession auprès du gouvernement des États-Unis d'Amérique qui notifiera à chaque signataire et à l'Etat accédant la date de dépôt dont il s'agit. La présente Convention entrera en vigueur, au regard de tout Etat au nom duquel un instrument d'accession sera déposé, trente jours après la date de dépôt de cet instrument.

ARTICLE XIX

1. La présente Convention pourra être dénoncée par chaque Partie Contractante après l'expiration d'un délai de quatre ans à dater de son entrée en vigueur.

2. La dénonciation de la Convention par une Partie Contractante se fera par notification écrite adressée par cette Partie au gouvernement des États-Unis d'Amérique qui informera toutes les autres Parties Contractantes de cette notification et de la date de sa réception.

3. La dénonciation prendra effet un an après réception de sa notification par le gouvernement des États-Unis d'Amérique. Après l'expiration de cette période d'un an, la Convention cessera d'être en vigueur pour la Partie qui l'aura dénoncée, mais restera en vigueur entre les autres Parties Contractantes.

ARTICLE XX

1. Sous réserve des dispositions des paragraphes 2 et 3 ci-dessous, la présente Convention s'applique uniquement au territoire métropolitain d'une Partie Contractante.

2. Toutefois un Etat peut, lors du dépôt de ses instruments de ratification ou d'accession, ou ultérieurement, déclarer, par notification au gouvernement des États-Unis, que la présente Convention s'étendra à tous les territoires ou à tels des territoires dont les relations internationales sont assurées par lui dans la région de l'Atlantique Nord, sous réserve, si l'Etat qui fait la déclaration l'estime nécessaire, de la conclusion d'un accord particulier entre ledit Etat et chacun des Etats d'origine. La présente Convention sera appliquée pour le territoire ou les territoires ainsi mentionnés, 30 jours après la réception par le gouvernement des États-Unis

d'Amérique de la notification, ou 30 jours après la conclusion de l'accord particulier éventuel, ou, lors de l'entrée en vigueur de la Convention telle qu'elle est définie à l'article XVIII, si celle-ci intervient après ce délai.

3. Un Etat qui a fait la déclaration prévue au paragraphe 2 ci-dessus du présent article en vue d'étendre la Convention à un territoire dont il assure les relations internationales, peut dénoncer la Convention dans les conditions prévues à l'article XIX en ce qui concerne ce seul territoire.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ci-dessous désignés ont signé la présente Convention.

Fait à Londres le 19 juin 1951, en anglais et en français, les deux textes faisant également foi, en un simple exemplaire qui restera déposé dans les archives du gouvernement des États-Unis d'Amérique. Le gouvernement des États-Unis d'Amérique en transmettra des copies authentiques à tous les gouvernements signataires et adhérents.

Pour le Royaume de Belgique:

Obert de Thieusies.

Pour le Canada:

L. D. Wilgress.

Pour le Royaume de Danemark:

Steensen-Leth.

Pour la France:

Hervé Alphand.

Pour l'Islande:

Gunnlauger Pétursson.

Pour l'Italie:

A. Rossi-Longhi.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg:

A. Clasen.

Pour le Royaume des Pays-Bas:

A. W. L. Tjarda van Starkenborgh-Stachouwer.

Pour le Royaume de Norvège:

Dag Bryn.

Pour le Portugal:

R. Ennes Ulrich.

Cette Convention s'applique uniquement au territoire continental de Portugal, à l'exclusion des Iles Adjacentes et des Provinces d'Outre-mer.

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Herbert Morrison.

Pour les États-Unis d'Amérique:

Charles M. Spofford.

ANNEXE

Pays Ministère ou Service

TRIPTYQUE *

valable du au
pour l'entrée temporaire
du véhicule suivant
Marque

Numéro d'immatriculation Numéro du moteur

Pneumatique de rechange
Matériel de transmission fixé à demeure

Nom et signature du titulaire du triptyque

Délivré le

Par ordre de

SORTIES ET ENTREES TEMPORAIRES

Désignation du Bureau des douanes	Date	Visa et cachet de la douane
Sortie		
Entrée		
Sortie		
Entrée		
Sortie		
Entrée		
Sortie		
Entrée		

* Ce document est établi dans la langue de l'Etat d'origine, et également en anglais et en français.

Agreement between the Parties to the North Atlantic Treaty regarding the Status of their Forces

The Parties to the North Atlantic Treaty signed in Washington on 4th April, 1949,

Considering that the forces of one Party may be sent, by arrangement, to serve in the territory of another Party;

Bearing in mind that the decision to send them and the conditions under which they will be sent, in so far as such conditions are not laid down by the present Agreement, will continue to be the subject of separate arrangements between the Parties concerned;

Desiring, however, to define the status of such forces while in the territory of another Party;

Have agreed as follows:

ARTICLE I

1. In this Agreement the expression:

- (a) «force» means the personnel belonging to the land, sea or air armed services of one Contracting Party when in the territory of another Contracting Party in the North Atlantic Treaty area in connexion with their official duties, provided that the two Con-

tracting Parties concerned may agree that certain individuals, units or formations shall not be regarded as constituting or included in a «force» for the purposes of the present Agreement;

- (b) «civilian component» means the civilian personnel accompanying a force of a Contracting Party who are in the employ of an armed service of that Contracting Party, and who are not stateless persons, nor nationals of any State which is not a Party to the North Atlantic Treaty, nor nationals of, nor ordinarily resident in, the State in which the force is located;
- (c) «dependent» means the spouse of a member of a force or of a civilian component, or a child of such member depending on him or her for support;
- (d) «sending State» means the Contracting Party to which the force belongs;
- (e) «receiving State» means the Contracting Party in the territory of which the force or civilian component is located, whether it be stationed there or passing in transit;
- (f) «military authorities of the sending State» means those authorities of a sending State who are empowered by its law to enforce the military law of that State with respect to members of its forces or civilian components;
- (g) «North Atlantic Council» means the Council established by Article 9 of the North Atlantic Treaty or any of its subsidiary bodies authorised to act on its behalf.

2. This Agreement shall apply to the authorities of political sub-divisions of the Contracting Parties, within their territories to which the Agreement applies or extends in accordance with article xx, as it applies to the central authorities of those Contracting Parties, provided, however, that property owned by political sub-divisions shall not be considered to be property owned by a Contracting Party within the meaning of article VIII.

ARTICLE II

It is the duty of a force and its civilian component and the members thereof as well as their dependents to respect the law of the receiving State, and to abstain from any activity inconsistent with the spirit of the present Agreement, and, in particular, from any political activity in the receiving State. It is also the duty of the sending State to take necessary measures to that end.

ARTICLE III

1. On the conditions specified in paragraph 2 of this Article and subject to compliance with the formalities established by the receiving State relating to entry and departure of a force or the members thereof, such members shall be exempt from passport and visa regulations and immigration inspection on entering or leaving the territory of a receiving State. They shall also be exempt from the regulations of the receiving State on the registration and control of aliens, but shall not be considered as acquiring any right to permanent residence or domicile in the territories of the receiving State.

2. The following documents only will be required in respect of members of a force. They must be presented on demand:

- (a) personal identity card issued by the sending State showing names, date of birth, rank

and number (if any), service, and photograph;

- (b) individual or collective movement order, in the language of the sending State and in the English and French languages, issued by an appropriate agency of the sending State or of the North Atlantic Treaty Organisation and certifying to the status of the individual or group as a member or members of a force and to the movement ordered. The receiving State may require a movement order to be countersigned by its appropriate representative.

3. Members of a civilian component and dependents shall be so described in their passports.

4. If a member of a force or of a civilian component leaves the employ of the sending State and is not repatriated, the authorities of the sending State shall immediately inform the authorities of the receiving State, giving such particulars as may be required. The authorities of the sending State shall similarly inform the authorities of the receiving State of any member who has absented himself for more than twenty-one days.

5. If the receiving State has requested the removal from its territory of a member of a force or civilian component or has made an expulsion order against an ~~ex-member~~ member of a force or of a civilian component or against a dependent of a member or ex-member, the authorities of the sending State shall be responsible for receiving the person concerned within their own territory or otherwise disposing of him outside the receiving State. This paragraph shall apply only to persons who are not nationals of the receiving State and have entered the receiving State as members of a force or civilian component or for the purpose of becoming such members, and to the dependents of such persons.

ARTICLE IV

The receiving State shall either:

- (a) accept as valid, without a driving test or fee, the driving permit or licence or military driving permit issued by the sending State or a sub-division thereof to a member of a force or of a civilian component; or
- (b) issue its own driving permit or licence to any member of a force or civilian component who holds a driving permit or licence or military driving permit issued by the sending State or a sub-division thereof, provided that no driving test shall be required.

ARTICLE V

1. Members of a force shall normally wear uniform. Subject to any arrangement to the contrary between the authorities of the sending and receiving States, the wearing of civilian dress shall be on the same conditions as for members of the forces of the receiving State. Regularly constituted units or formations of a force shall be in uniform when crossing a frontier.

2. Service vehicles of a force or civilian component shall carry, in addition to their registration number, a distinctive nationality mark.

ARTICLE VI

Members of a force may possess and carry arms, on condition that they are authorised to do so by their orders. The authorities of the sending State shall give

sympathetic consideration to requests from the receiving State concerning this matter.

ARTICLE VII

1. Subject to the provisions of this Article,

- (a) the military authorities of the sending State shall have the right to exercise within the receiving State all criminal and disciplinary jurisdiction conferred on them by the law of the sending State over all persons subject to the military law of that State;
- (b) the authorities of the receiving State shall have jurisdiction over the members of a force or civilian component and their dependents with respect to offences committed within the territory of the receiving State and punishable by the law of that State.

2. — (a) The military authorities of the sending State shall have the right to exercise exclusive jurisdiction over persons subject to the military law of that State with respect to offences, including offences relating to its security, punishable by the law of the sending State, but not by the law of the receiving State.

(b) The authorities of the receiving State shall have the right to exercise exclusive jurisdiction over members of a force or civilian component and their dependents with respect to offences, including offences relating to the security of that State, punishable by its law but not by the law of the sending State.

(c) For the purposes of this paragraph and of paragraph 3 of this Article a security offence against a State shall include:

- (i) treason against the State;
- (ii) sabotage, espionage or violation of any law relating to official secrets of that State, or secrets relating to the national defence of that State.

3. In cases where the right to exercise jurisdiction is concurrent the following rules shall apply:

- (a) The military authorities of the sending State shall have the primary right to exercise jurisdiction over a member of a force or of a civilian component in relation to
- (i) offences solely against the property or security of that State, or offences solely against the person or property of another member of the force or civilian component of that State or of a dependent;
- (ii) offences arising out of any act or omission done in the performance of official duty.

(b) In the case of any other offence the authorities of the receiving State shall have the primary right to exercise jurisdiction.

(c) If the State having the primary right decides not to exercise jurisdiction, it shall notify the authorities of the other State as soon as practicable. The authorities of the State having the primary right shall give sympathetic consideration to a request from the authorities of the other State for a waiver of its right in cases where that other State considers such waiver to be of particular importance.

4. The foregoing provisions of this Article shall not imply any right for the military authorities of the sending State to exercise jurisdiction over persons who are nationals of or ordinarily resident in the receiving State, unless they are members of the force of the sending State.

5. — (a) The authorities of the receiving and sending States shall assist each other in the arrest of members of a force or civilian component or their dependents in the territory of the receiving State and in handing them over to the authority which is to exercise jurisdiction in accordance with the above provisions.

(b) The authorities of the receiving State shall notify promptly the military authorities of the sending State of the arrest of any member of a force or civilian component or a dependent.

(c) The custody of an accused member of a force or civilian component over whom the receiving State is to exercise jurisdiction shall, if he is in the hands of the sending State, remain with that State until he is charged by the receiving State.

6. — (a) The authorities of the receiving and sending States shall assist each other in the carrying out of all necessary investigations into offences, and in the collection and production of evidence, including the seizure and, in proper cases, the handing over of objects connected with an offence. The handing over of such objects may, however, be made subject to their return within the time specified by the authority delivering them.

(b) The authorities of the Contracting Parties shall notify one another of the disposition of all cases in which there are concurrent rights to exercise jurisdiction.

7. — (a) A death sentence shall not be carried out in the receiving State by the authorities of the sending State if the legislation of the receiving State does not provide for such punishment in a similar case.

(b) The authorities of the receiving State shall give sympathetic consideration to a request from the authorities of the sending State for assistance in carrying out a sentence of imprisonment pronounced by the authorities of the sending State under the provision of this Article within the territory of the receiving State.

8. Where an accused has been tried in accordance with the provisions of this Article by the authorities of one Contracting Party and has been acquitted, or has been convicted and is serving, or has served, his sentence or has been pardoned, he may not be tried again for the same offence within the same territory by the authorities of another Contracting Party. However, nothing in this paragraph shall prevent the military authorities of the sending State from trying a member of its force for any violation of rules of discipline arising from an act or omission which constituted an offence for which he was tried by the authorities of another Contracting Party.

9. Whenever a member of a force or civilian component or a dependent is prosecuted under the jurisdiction of a receiving State he shall be entitled:

- (a) to a prompt and speedy trial;
- (b) to be informed, in advance of trial, of the specific charge or charges made against him;
- (c) to be confronted with the witnesses against him;
- (d) to have compulsory process for obtaining witnesses in his favour, if they are within the jurisdiction of the receiving State;
- (e) to have legal representation of his own choice for his defence or to have free or assisted legal representation under the conditions

prevailing for the time being in the receiving State;

- (f) if he considers it necessary, to have the services of a competent interpreter; and
- (g) to communicate with a representative of the Government of the sending State and, when the rules of the court permit, to have such a representative present at his trial.

10. — (a) Regularly constituted military units or formations of a force shall have the right to police any camps, establishments or other premises which they occupy as the result of an agreement with the receiving State. The military police of the force may take all appropriate measures to ensure the maintenance of order and security on such premises.

(b) Outside these premises, such military police shall be employed only subject to arrangements with the authorities of the receiving State and in liaison with those authorities, and in so far as such employment is necessary to maintain discipline and order among the members of the force.

11. Each Contracting Party shall seek such legislation as it deems necessary to ensure the adequate security and protection within its territory of installations, equipment, property, records and official information of other Contracting Parties, and the punishment of persons who may contravene laws enacted for that purpose.

ARTICLE VIII

1. Each Contracting Party waives all its claims against any other Contracting Party for damage to any property owned by it and used by its land, sea or air armed services, if such damage:

- (i) was caused by a member or an employee of the armed services of the other Contracting Party in the execution of his duties in connexion with the operation of the North Atlantic Treaty; or
- (ii) arose from the use of any vehicle, vessel or aircraft owned by the other Contracting Party and used by its armed services, provided either that the vehicle, vessel or aircraft causing the damage was being used in connexion with the operation of the North Atlantic Treaty, or that the damage was caused to property being so used.

Claims for maritime salvage by one Contracting Party against any other Contracting Party shall be waived, provided that the vessel or cargo salvaged was owned by a Contracting Party and being used by its armed services in connexion with the operation of the North Atlantic Treaty.

2. — (a) In the case of damage caused or arising as stated in paragraph 1 to other property owned by a Contracting Party and located in its territory, the issue of the liability of any other Contracting Party shall be determined and the amount of damage shall be assessed, unless the Contracting Parties concerned agree otherwise, by a sole arbitrator selected in accordance with sub-paragraph (b) of this paragraph. The arbitrator shall also decide any counter-claims arising out of the same incident.

(b) The arbitrator referred to in sub-paragraph (a) above shall be selected by agreement between the Contracting Parties concerned from amongst the nationals of the receiving State who hold or have held high judicial office. If the Contracting Parties concerned are unable, within two months, to agree upon the arbitrator, either may request the Chairman of the North Atlantic

Council Deputies to select a person with the aforesaid qualifications.

(c) Any decision taken by the arbitrator shall be binding and conclusive upon the Contracting Parties.

(d) The amount of any compensation awarded by the arbitrator shall be distributed in accordance with the provisions of paragraph 5 (e) (i), (ii) and (iii) of this Article.

(e) The compensation of the arbitrator shall be fixed by agreement between the Contracting Parties concerned and shall, together with the necessary expenses incidental to the performance of his duties, be defrayed in equal proportions by them.

(f) Nevertheless, each Contracting Party waives its claim in any such case where the damage is less than:

Belgium: B. fr. 70,000.
 Canada: \$ 1,460.
 Denmark: Kr. 9,670.
 France: F. fr. 490,000.
 Iceland: Kr. 22,800.
 Italy: Li. 850,000.
 Luxembourg: L. fr. 70,000.
 Netherlands: Fl. 5,320.
 Norway: Kr. 10,000.
 Portugal: Es. 40,250.
 United Kingdom: £ 500.
 United States: \$ 1,400.

Any other Contracting Party whose property has been damaged in the same incident shall also waive its claim up to the above amount. In the case of considerable variation in the rates of exchange between these currencies the Contracting Parties shall agree on the appropriate adjustments of these amounts.

3. For the purposes of paragraphs 1 and 2 of this Article the expression «owned by a Contracting Party» in the case of a vessel includes a vessel on bare boat charter to that Contracting Party or requisitioned by it on bare boat terms or seized by it in prize (except to the extent that the risk of loss or liability is borne by some person other than such Contracting Party).

4. Each Contracting Party waives all its claims against any other Contracting Party for injury or death suffered by any member of its armed services while such member was engaged in the performance of his official duties.

5. Claims (other than contractual claims and those to which paragraphs 6 or 7 of this Article apply) arising out of acts or omissions of members of a force or civilian component done in the performance of official duty, or out of any other act, omission or occurrence for which a force or civilian component is legally responsible, and causing damage in the territory of the receiving State to third parties, other than any of the Contracting Parties, shall be dealt with by the receiving State in accordance with the following provisions:

- (a) Claims shall be filed, considered and settled or adjudicated in accordance with the laws and regulations of the receiving State with respect to claims arising from the activities of its own armed forces.
- (b) The receiving State may settle any such claims, and payment of the amount agreed upon or determined by adjudication shall be made by the receiving State in its currency.
- (c) Such payment, whether made pursuant to a settlement or to adjudication of the case by a competent tribunal of the receiving State, or the final adjudication by such a tribunal denying payment, shall be binding and conclusive upon the Contracting Parties.

(d) Every claim paid by the receiving State shall be communicated to the sending States concerned together with full particulars and a proposed distribution in conformity with sub-paragraphs (e) (i), (ii) and (iii) below. In default of a reply within two months, the proposed distribution shall be regarded as accepted.

(e) The cost incurred in satisfying claims pursuant to the preceding sub-paragraphs and paragraph 2 of this Article shall be distributed between the Contracting Parties, as follows:

(i) Where one sending State alone is responsible, the amount awarded or adjudged shall be distributed in the proportion of 25 per cent. chargeable to the receiving State and 75 per cent. chargeable to the sending State.

(ii) Where more than one State is responsible for the damage, the amount awarded or adjudged shall be distributed equally among them: however, if the receiving State is not one of the States responsible, its contribution shall be half that of each of the sending States.

(iii) Where the damage was caused by the armed services of the Contracting Parties and it is not possible to attribute it specifically to one or more of those armed services, the amount awarded or adjudged shall be distributed equally among the Contracting Parties concerned: however, if the receiving State is not one of the States by whose armed services the damage was caused, its contribution shall be half that of each of the sending States concerned.

(iv) Every half-year, a statement of the sums paid by the receiving State in the course of the half-yearly period in respect of every case regarding which the proposed distribution on a percentage basis has been accepted, shall be sent to the sending States concerned, together with a request for reimbursement. Such reimbursement shall be made within the shortest possible time, in the currency of the receiving State.

(f) In cases where the application of the provisions of sub-paragraphs (b) and (e) of this paragraph would cause a Contracting Party serious hardship, it may request the North Atlantic Council to arrange a settlement of a different nature.

(g) A member of a force or civilian component shall not be subject to any proceedings for the enforcement of any judgment given against him in the receiving State in a matter arising from the performance of his official duties.

(h) Except in so far as sub-paragraph (e) of this paragraph applies to claims covered by paragraph 2 of this Article, the provisions of this paragraph shall not apply to any claim

arising out of or in connexion with the navigation or operation of a ship or the loading, carriage, or discharge of a cargo, other than claims for death or personal injury to which paragraph 4 of this Article does not apply.

6. Claims against members of a force or civilian component arising out of tortious acts or omissions in the receiving State not done in the performance of official duty shall be dealt with in the following manner:

- (a) The authorities of the receiving State shall consider the claim and assess compensation to the claimant in a fair and just manner, taking into account all the circumstances of the cause, including the conduct of the injured person, and shall prepare a report on the matter.
- (b) The report shall be delivered to the authorities of the sending State, who shall then decide without delay whether they will offer an *ex gratia* payment, and if so, of what amount.
- (c) If an offer of *ex gratia* payment is made, and accepted by the claimant in full satisfaction of his claim, the authorities of the sending State shall make the payment themselves and inform the authorities of the receiving State of their decision and of the sum paid.
- (d) Nothing in this paragraph shall affect the jurisdiction of the courts of the receiving State to entertain an action against a member of a force or of a civilian component unless and until there has been payment in full satisfaction of the claim.

7. Claims arising out of the unauthorised use of any vehicle of the armed services of a sending State shall be dealt with in accordance with paragraph 6 of this Article, except in so far as the force or civilian component is legally responsible.

8. If a dispute arises as to whether a tortious act or omission of a member of a force or civilian component was done in the performance of official duty or as to whether the use of any vehicle of the armed services of a sending State was unauthorised, the question shall be submitted to an arbitrator appointed in accordance with paragraph 2 (b) of this Article, whose decision on this point shall be final and conclusive.

9. The sending State shall not claim immunity from the jurisdiction of the courts of the receiving State for members of a force or civilian component in respect of the civil jurisdiction of the courts of the receiving State except to the extent provided in paragraph 5 (g) of this Article.

10. The authorities of the sending State and of the receiving State shall co-operate in the procurement of evidence for a fair hearing and disposal of claims in regard to which the Contracting Parties are concerned.

ARTICLE IX

1. Members of a force or of a civilian component and their dependents may purchase locally goods necessary for their own consumption, and such services as they need, under the same conditions as the nationals of the receiving State.

2. Goods which are required from local sources for the subsistence of a force or civilian component shall normally be purchased through the authorities which purchase such goods for the armed services of the receiving State. In order to avoid such purchases having

any adverse effect on the economy of the receiving State, the competent authorities of that State shall indicate, when necessary, any articles the purchase of which should be restricted or forbidden.

3. Subject to agreements already in force or which may hereafter be made between the authorised representatives of the sending and receiving States, the authorities of the receiving State shall assume sole responsibility for making suitable arrangements to make available to a force or a civilian component the buildings and grounds which it requires, as well as facilities and services connected therewith. These agreements and arrangements shall be, as far as possible, in accordance with the regulations governing the accommodation and billeting of similar personnel of the receiving State. In the absence of a specific contract to the contrary, the laws of the receiving State shall determine the rights and obligations arising out of the occupation or use of the buildings, grounds, facilities or services.

4. Local civilian labour requirements of a force or civilian component shall be satisfied in the same way as the comparable requirements of the receiving State and with the assistance of the authorities of the receiving State through the employment exchanges. The conditions of employment and work, in particular wages, supplementary payments and conditions for the protection of workers, shall be those laid down by the legislation of the receiving State. Such civilian workers employed by a force or civilian component shall not be regarded for any purpose as being members of that force or civilian component.

5. When a force or a civilian component has at the place where it is stationed inadequate medical or dental facilities, its members and their dependents may receive medical and dental care, including hospitalisation, under the same conditions as comparable personnel of the receiving State.

6. The receiving State shall give the most favourable consideration to requests for the grant to members of a force or of a civilian component of travelling facilities and concessions with regard to fares. These facilities and concessions will be the subject of special arrangements to be made between the Governments concerned.

7. Subject to any general or particular financial arrangements between the Contracting Parties, payment in local currency for goods, accommodation and services furnished under paragraphs 2, 3, 4 and, if necessary, 5 and 6, of this Article shall be made promptly by the authorities of the force.

8. Neither a force, nor a civilian component, nor the members thereof, nor their dependents, shall by reason of this Article enjoy any exemption from taxes or duties relating to purchases and services chargeable under the fiscal regulations of the receiving State.

ARTICLE X

1. Where the legal incidence of any form of taxation in the receiving State depends upon residence or domicile, periods during which a member of a force or civilian component is in the territory of that State by reason solely of his being a member of such force or civilian component shall not be considered as periods of residence therein, or as creating a change of residence or domicile, for the purposes of such taxation. Members of a force or civilian component shall be exempt from taxation in the receiving State on the salary and emoluments paid to them as such members by the sending State or on any tangible movable property the presence of which in the receiving State is due solely to their temporary presence there.

2. Nothing in this Article shall prevent taxation of a member of a force or civilian component with respect

to any profitable enterprise, other than his employment as such member, in which he may engage in the receiving State, and, except as regards his salary and emoluments and the tangible movable property referred to in paragraph 1, nothing in this Article shall prevent taxation to which, even if regarded as having his residence or domicile outside the territory of the receiving State, such a member is liable under the law of that State.

3. Nothing in this Article shall apply to «duty» as defined in paragraph 12 of Article XI.

4. For the purposes of this Article the term «member of a force» shall not include any person who is a national of the receiving State.

ARTICLE XI

1. Save as provided expressly to the contrary in this Agreement, members of a force and of a civilian component as well as their dependents shall be subject to the laws and regulations administered by the customs authorities of the receiving State. In particular the customs authorities of the receiving State shall have the right, under the general conditions laid down by the laws and regulations of the receiving State, to search members of a force or civilian component and their dependents and to examine their luggage and vehicles, and to seize articles pursuant to such laws and regulations.

2. — (a) The temporary importation and the re-exportation of service vehicles of a force or civilian component under their own power shall be authorised free of duty on presentation of a triptyque in the form shown in the Appendix to this Agreement.

(b) The temporary importation of such vehicles not under their own power shall be governed by paragraph 4 of this Article and the re-exportation thereof by paragraph 8.

(c) Service vehicles of a force or civilian component shall be exempt from any tax payable in respect of the use of vehicles on the roads.

3. Official documents under official seal shall not be subject to customs inspection. Couriers, whatever their status, carrying these documents must be in possession of an individual movement order, issued in accordance with paragraph 2 (b) of Article III. This movement order shall show the number of despatches carried and certify that they contain only official documents.

4. A force may import free of duty the equipment for the force and reasonable quantities of provisions, supplies and other goods for the exclusive use of the force and, in cases where such use is permitted by the receiving State, its civilian component and dependents. This duty-free importation shall be subject to the deposit, at the customs office for the place of entry, together with such customs documents as shall be agreed, of a certificate in a form agreed between the receiving State and the sending State signed by a person authorised by the sending State for that purpose. The designation of the person authorised to sign the certificates as well as specimens of the signatures and stamps to be used, shall be sent to the customs administration of the receiving State.

5. A member of a force or civilian component may, at the time of his first arrival to take up service in the receiving State or at the time of the first arrival of any dependent to join him, import his personal effects and furniture free of duty for the term of such service.

6. Members of a force or civilian component may import temporarily free of duty their private motor vehicles for the personal use of themselves and their depen-

dents. There is no obligation under this Article to grant exemption from taxes payable in respect of the use of roads by private vehicles.

7. Imports made by the authorities of a force other than for the exclusive use of that force and its civilian component, and imports, other than those dealt with in paragraphs 5 and 6 of this Article, effected by members of a force or civilian component are not, by reason of this Article, entitled to any exemption from duty or other conditions.

8. Goods which have been imported duty-free under paragraphs 2 (b), 4, 5 or 6 above:

(a) may be re-exported freely, provided that, in the case of goods imported under paragraph 4, a certificate, issued in accordance with that paragraph, is presented to the customs office: the customs authorities, however, may verify that goods re-exported are as described in the certificate, if any, and have in fact been imported under the conditions of paragraphs 2 (b), 4, 5 or 6 as the case may be;

(b) shall not normally be disposed of in the receiving State by way of either sale or gift: however, in particular cases such disposal may be authorised on conditions imposed by the authorities concerned of the receiving State (for instance, on payment of duty and tax and compliance with the requirements of the controls of trade and exchange).

9. Goods purchased in the receiving State shall be exported therefrom only in accordance with the regulations in force in the receiving State.

10. Special arrangements for crossing frontiers shall be granted by the customs authorities to regularly constituted units or formations, provided that the customs authorities concerned have been duly notified in advance.

11. Special arrangements shall be made by the receiving State so that fuel, oil and lubricants for use in service vehicles, aircraft and vessels of a force or civilian component, may be delivered free of all duties and taxes.

12. In paragraphs 1-10 of this Article:

«duty» means customs duties and all other duties and taxes payable on importation or exportation, as the case may be, except dues and taxes which are no more than charges for services rendered; «importation» includes withdrawal from customs warehouses or continuous customs custody, provided that the goods concerned have not been grown, produced or manufactured in the receiving State.

13. The provisions of this Article shall apply to the goods concerned not only when they are imported into or exported from the receiving State, but also when they are in transit through the territory of a Contracting Party, and for this purpose the expression «receiving State» in this Article shall be regarded as including any Contracting Party through whose territory the goods are passing in transit.

ARTICLE XII

1. The customs or fiscal authorities of the receiving State may, as a condition of the grant of any customs or fiscal exemption or concession provided for in this

Agreement, require such conditions to be observed as they may deem necessary to prevent abuse.

2. These authorities may refuse any exemption provided for by this Agreement in respect of the importation into the receiving State of articles grown, produced or manufactured in that State which have been exported therefrom without payment of, or upon repayment of, taxes or duties which would have been chargeable but for such exportation. Goods removed from a customs warehouse shall be deemed to be imported if they were regarded as having been exported by reason of being deposited in the warehouse.

ARTICLE XIII

1. In order to prevent offences against customs and fiscal laws and regulations, the authorities of the receiving and of the sending States shall assist each other in the conduct of enquiries and the collection of evidence.

2. The authorities of a force shall render all assistance within their power to ensure that articles liable to seizure by, or on behalf of, the customs or fiscal authorities of the receiving State are handed to those authorities.

3. The authorities of a force shall render all assistance within their power to ensure the payment of duties, taxes and penalties payable by members of the force or civilian component or their dependents.

4. Service vehicles and articles belonging to a force or to its civilian component, and not to a member of such force or civilian component, seized by the authorities of the receiving State in connexion with an offence against its customs or fiscal laws or regulations shall be handed over to the appropriate authorities of the force concerned.

ARTICLE XIV

1. A force, a civilian component and the members thereof, as well as their dependents, shall remain subject to the foreign exchange regulations of the sending State and shall also be subject to the regulations of the receiving State.

2. The foreign exchange authorities of the sending and the receiving States may issue special regulations applicable to a force or civilian component or the members thereof as well as to their dependents.

ARTICLE XV

1. Subject to paragraph 2 of this Article, this Agreement shall remain in force in the event of hostilities to which the North Atlantic Treaty applies, except that the provisions for settling claims in paragraphs 2 and 5 of Article VIII shall not apply to war damage, and that the provisions of the Agreement, and, in particular of Articles III and VII, shall immediately be reviewed by the Contracting Parties concerned, who may agree to such modifications as they may consider desirable regarding the application of the Agreement between them.

2. In the event of such hostilities, each of the Contracting Parties shall have the right, by giving 60 days' notice to the other Contracting Parties, to suspend the application of any of the provisions of this Agreement so far as it is concerned. If this right is exercised, the Contracting Parties shall immediately consult with a view to agreeing on suitable provisions to replace the provisions suspended.

ARTICLE XVI

All differences between the Contracting Parties relating to the interpretation or application of this Agree-

ment shall be settled by negotiation between them without recourse to any outside jurisdiction. Except where express provision is made to the contrary in this Agreement, differences which cannot be settled by direct negotiation shall be referred to the North Atlantic Council.

ARTICLE XVII

Any Contracting Party may at any time request the revision of any Article of this Agreement. The request shall be addressed to the North Atlantic Council.

ARTICLE XVIII

1. The present Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be deposited as soon as possible with the Government of the United States of America, which shall notify each signatory State of the date of deposit thereof.

2. Thirty days after four signatory States have deposited their instruments of ratification the present Agreement shall come into force between them. It shall come into force for each other signatory State thirty days after the deposit of its instrument of ratification.

3. After it has come into force, the present Agreement shall, subject to the approval of the North Atlantic Council and to such conditions as it may decide, be open to accession on behalf of any State which accedes to the North Atlantic Treaty. Accession shall be effected by the deposit of an instrument of accession with the Government of the United States of America, which shall notify each signatory and acceding State of the date of deposit thereof. In respect of any State on behalf of which an instrument of accession is deposited, the present Agreement shall come into force thirty days after the date of the deposit of such instrument.

ARTICLE XIX

1. The present Agreement may be denounced by any Contracting Party after the expiration of a period of four years from the date on which the Agreement comes into force.

2. The denunciation of the Agreement by any Contracting Party shall be effected by a written notification addressed by that Contracting Party to the Government of the United States of America which shall notify all the other Contracting Parties of each such notification and the date of receipt thereof.

3. The denunciation shall take effect one year after the receipt of the notification by the Government of the United States of America. After the expiration of this period of one year, the Agreement shall cease to be in force as regards the Contracting Party which denounces it, but shall continue in force for the remaining Contracting Parties.

ARTICLE XX

1. Subject to the provisions of paragraphs 2 and 3 of this Article, the present Agreement shall apply only to the metropolitan territory of a Contracting Party.

2. Any State may, however, at the time of the deposit of its instrument of ratification or accession or at any time thereafter, declare by notification given to the Government of the United States of America that the present Agreement shall extend (subject, if the State making the declaration considers it to be necessary, to the conclusion of a special agreement between that State and each of the sending States concerned), to all or any of the territories for whose international relations it is responsible in the North Atlantic Treaty area. The present Agreement shall then extend to the

territory or territories named therein thirty days after the receipt by the Government of the United States of America of the notification, or thirty days after the conclusion of the special agreements if required, or when it has come into force under Article XVIII, whichever is the later.

3. A State which has made a declaration under paragraph 2 of this Article extending the present Agreement to any territory for whose international relations it is responsible may denounce the Agreement separately in respect of that territory in accordance with the provisions of Article XIX.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Done in London this nineteenth day of June, 1951, in the English and French languages, both texts being equally authoritative, in a single original which shall be deposited in the archives of the Government of the United States of America. The Government of the United States of America shall transmit certified copies thereof to all the signatory and acceding States.

For the Kingdom of Belgium:

Obert de Thieusies.

For Canada:

L. D. Wilgress.

For the Kingdom of Denmark:

Steensen-Leth.

For France:

Hervé Alphand.

For Iceland:

Gunnlauger Pétursson.

For Italy:

A. Rossi-Longhi.

For the Grand Duchy of Luxembourg:

A. Clasen.

For the Kingdom of the Netherlands:

A. W. L. Tjarda van Starkenborgh-Stachouwer.

For the Kingdom of Norway:

Dag Bryn.

For Portugal:

R. Ennes Ulrich.

The Agreement is only applicable to the territory of Continental Portugal, with the exclusion of the Adjacent Islands and the Overseas Provinces.

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

Herbert Morrison.

For the United States of America:

Charles M. Spofford.

APPENDIX

Country Ministry or Service

TRIPTYQUE *

valid from to
for temporary importation to
of the following service vehicle: —
Type

Registration Number Engine Number

Spare tyres

Fixed Communication Equipment

Name and signature of the holder of the triptyque

Date of issue

By order of

TEMPORARY EXITS AND ENTRIES

Name of Port or Customs Station	Date	Signature and Stamp of Customs Officer
Exit		
Entry		
Exit		
Entry		
Exit		
Entry		
Exit		
Entry		

* This document shall be in the language of the sending State and in the English and French languages.

Convenção entre os Estados Partes no Tratado do Atlântico Norte relativa ao Estatuto das suas Forças

Os Estados Partes no Tratado do Atlântico Norte, assinado em Washington em 4 de Abril de 1949,

Considerando que as forças duma das Partes podem, em consequência de um acordo, ser deslocadas para prestar serviço no território de outra Parte;

Tendo em atenção que a decisão de deslocar essas forças e as condições em que serão deslocadas, na medida em que essas condições não estejam previstas na presente Convenção, continuarão a ser objecto de acordos particulares entre os países interessados;

Desejando, no entanto, determinar o estatuto da força armada de uma das Partes quando essa força se encontre em serviço no território de outra Parte;

Concordam nas disposições seguintes:

ARTIGO I

1. Na presente Convenção a expressão:

a) «Força» significa o pessoal pertencente aos exércitos de terra, mar e ar duma das Partes Contratantes que se encontre em serviço no território de outra Parte Contratante situado

na área do Atlântico Norte, com a reserva de que duas Partes Contratantes interessadas podem convir em não considerar determinadas pessoas, unidades ou formações como constituindo ou fazendo parte duma «força» para os fins da presente Convenção;

- b) «Elemento civil» significa o pessoal civil que acompanhe a força de uma Parte Contratante e que seja empregado pelas respectivas forças armadas, uma vez que não se trate de apátridas, nem nacionais dum Estado não Parte no Tratado do Atlântico Norte, nem de nacionais do Estado em cujo território a força se encontre em serviço, nem ainda de pessoas que aí tenham a sua residência habitual;
- c) «Pessoa a cargo» significa o cônjuge dum membro duma força ou dum elemento civil que faça parte duma força, ou os filhos que estejam a seu cargo;
- d) «Estado de origem» significa a Parte Contratante a que a força pertence;
- e) «Estado local» significa a Parte Contratante em cujo território se encontra a força ou o elemento civil, quer estacionados, quer em trânsito;
- f) «Autoridades militares do Estado de origem» significa as autoridades do Estado de origem que, por virtude da legislação desse Estado, estão encarregadas de aplicar as leis militares do dito Estado aos membros das suas forças ou aos seus elementos civis;
- g) «Conselho do Atlântico Norte» significa o Conselho estabelecido pelo artigo 9 do Tratado do Atlântico Norte ou qualquer órgão que lhe esteja subordinado e autorizado a agir em seu nome.

2. A presente Convenção é aplicável às autoridades das circunscricções políticas dependentes dos Governos das Partes Contratantes, nos territórios a que, em conformidade com as disposições do artigo xx, o Acordo se aplica ou é extensivo, da mesma forma que se aplica às autoridades centrais dessas Partes Contratantes, com a reserva, porém, de que os bens pertencentes àquelas circunscricções não serão considerados como propriedade duma Parte Contratante nos termos do artigo VIII.

ARTIGO II

Os membros duma força ou dum elemento civil, assim como as pessoas a seu cargo, têm obrigação de respeitar as leis vigentes no Estado local e de se abster, no território desse Estado, de qualquer actividade incompatível com o espírito da presente Convenção e em especial de toda a actividade política. Ao Estado de origem compete também o dever de tomar as medidas necessárias para esse efeito.

ARTIGO III

1. Sem prejuízo das disposições do parágrafo 2 do presente artigo, e sob condição de se conformarem com as formalidades prescritas pelo Estado local para a entrada e a saída duma força ou dos seus membros, consideram-se estes dispensados das formalidades de passaporte e de visto, assim como da inspecção pelos serviços de imigração à entrada e saída do território do Estado local. Tais membros não ficam também submetidos aos regulamentos respeitantes ao registo e fiscalização de estrangeiros. Todavia, não se considera que adquiram direito a residência permanente ou domicílio nos territórios do Estado local.

2. Os documentos seguintes, que devem ser apresentados sempre que solicitados, são os únicos que podem ser exigidos aos membros de uma força:

- a) Bilhete de identidade pessoal, emitido pelo Estado de origem, donde conste fotografia, nome e apelido, data do nascimento, patente, serviço a que o membro pertence e, se for caso disso, número de matrícula;
- b) Guia de marcha colectiva ou individual, na língua do Estado de origem, bem como em inglês e em francês, emitida pelos serviços competentes do Estado de origem ou da Organização do Tratado do Atlântico Norte, certificando, além da ordem de marcha, o estatuto do indivíduo ou da unidade, enquanto membro ou parte duma força. O Estado local pode exigir que a ordem de marcha seja igualmente assinada por um representante seu para tanto qualificado.

3. Quando os membros de um elemento civil ou pessoas a cargo sejam portadores de passaporte, este deverá mencionar essa sua qualidade.

4. Se um membro de uma força ou de um elemento civil deixar de estar ao serviço do Estado de origem e não for repatriado, as autoridades do Estado de origem comunicarão imediatamente o facto às autoridades do Estado local, fornecendo-lhe todas as indicações úteis. As autoridades do Estado de origem informarão igualmente as autoridades do Estado local da ausência ilegal, por período superior a vinte e um dias, de qualquer membro.

5. Se o Estado local pedir a saída do seu território de um membro de uma força ou de um elemento civil ou ordenar a expulsão de um ex-membro de uma força ou de um elemento civil ou de uma pessoa a cargo de qualquer deles, as autoridades do Estado de origem têm obrigação de os receber no seu território ou, pelo menos, de os fazer sair do Estado local. Este parágrafo apenas se aplica aos indivíduos que não sejam nacionais do Estado local e que tenham entrado no mesmo Estado na qualidade de membros de uma força ou de um elemento civil ou com o fim de adquirirem essa qualidade, bem como às pessoas a seu cargo.

ARTIGO IV

O Estado local pode:

- a) Ou aceitar como válida, sem exigir exame de condução ou pagamento de imposto ou taxa, a carta de condutor ou a licença de condução militar emitidas pelo Estado de origem ou por uma das suas autoridades a favor do membro de uma força ou de um elemento civil;
- b) Ou conceder, sem exigir exame, carta de condutor a qualquer membro de uma força ou de um elemento civil titular de uma carta de condutor ou de uma licença de condução militar emitida pelo Estado de origem ou por uma das suas autoridades.

ARTIGO V

1. Os membros de uma força usarão normalmente uniforme. Salvo qualquer acordo contrário entre as autoridades do Estado de origem e do Estado local, o traje civil será usado nas mesmas condições estabelecidas para as forças armadas do Estado local. As unidades ou formações militares de uma força regularmente

constituídas devem apresentar-se uniformizadas nas fronteiras que atravessarem.

2. As viaturas militares de uma força ou de um elemento civil deverão trazer, além do seu número de matrícula, uma marca distintiva da sua nacionalidade.

ARTIGO VI

Os membros de uma força podem possuir e ser portadores das suas armas, desde que estejam autorizados pelo regulamento que lhes seja aplicável. As autoridades do Estado de origem considerarão com espírito de boa vontade os pedidos que sobre o assunto lhes sejam apresentados pelo Estado local.

ARTIGO VII

1. Sob reserva das disposições do presente artigo:

- a) As autoridades militares do Estado de origem têm o direito de exercer, sobre todas as pessoas sujeitas às suas leis militares no território do Estado local, os poderes de jurisdição penal e disciplinar que lhes sejam conferidos pela sua própria legislação;
- b) As autoridades do Estado local têm jurisdição sobre os membros de uma força ou de um elemento civil e pessoas a seu cargo, no que respeita às infracções cometidas no território do Estado local e punidas pela legislação desse Estado.

2. a) As autoridades militares do Estado de origem têm o direito de exercer exclusiva jurisdição sobre as pessoas submetidas às leis militares desse Estado no que respeita a infracções, designadamente às infracções contra a segurança desse Estado, punidas pela sua legislação, mas não pela legislação do Estado local.

b) As autoridades do Estado local têm o direito de exercer exclusiva jurisdição sobre os membros de uma força ou de um elemento civil, e sobre as pessoas a seu cargo, no que respeita a infracções, designadamente às infracções contra a segurança desse Estado, punidas pelas leis do Estado local, mas não pela legislação do Estado de origem.

c) Para os fins deste parágrafo e do parágrafo 3 do presente artigo, são consideradas como infracções contra a segurança de um Estado:

- 1) A traição;
- 2) A sabotagem, a espionagem e a violação das leis relativas aos segredos do Estado ou da defesa nacional.

3. Nos casos de conflito de jurisdição, aplicar-se-ão as regras seguintes:

a) As autoridades militares do Estado de origem têm o direito de prioridade no exercício de jurisdição sobre o membro de uma força ou de um elemento civil no que respeita:

- 1) As infracções dirigidas unicamente contra a segurança ou a prioridade desse Estado, ou dirigidas unicamente contra a pessoa ou a propriedade do membro de uma força ou de um elemento civil desse Estado ou de uma pessoa a seu cargo;
- 2) As infracções resultantes de qualquer acto ou negligência verificadas no desempenho do serviço oficial.

b) No caso de qualquer outra infracção, as autoridades do Estado local têm o direito de prioridade no exercício de jurisdição;

c) Se o Estado que tem direito de prioridade no exercício de jurisdição decidir renunciar a esse direito, notificará tal renúncia, logo que possível, às autoridades do outro Estado. As autoridades do Estado que tem direito de prioridade no exercício de jurisdição examinarão com espírito de boa vontade os pedidos de renúncia a esse direito apresentados pelas autoridades do outro Estado, quando reputem essa renúncia justificada por considerações de particular importância.

4. As disposições do presente artigo não atribuem às autoridades militares do Estado de origem qualquer direito de exercer jurisdição sobre os nacionais do Estado local ou sobre as pessoas que aí tenham a sua residência habitual, salvo se forem membros das forças armadas do Estado de origem.

5. a) As autoridades do Estado local e do Estado de origem prestar-se-ão mútua assistência para a captura dos membros de uma força ou de um elemento civil do Estado de origem, ou de pessoas a seu cargo, no território do Estado local, e para a sua entrega à autoridade a que competir a jurisdição, nos termos das disposições anteriores.

b) As autoridades do Estado local notificarão com a maior brevidade as autoridades militares do Estado de origem da captura de qualquer membro de uma força ou elemento civil ou de qualquer pessoa a seu cargo.

c) A detenção de um membro de uma força ou de um elemento civil, sobre o qual o Estado local é competente para exercer direitos de jurisdição e que se encontre em poder das autoridades do Estado de origem, será assegurada por estas até que aquele membro seja incriminado pelo Estado local.

6. a) As autoridades do Estado local e do Estado de origem assistir-se-ão mutuamente na condução de quaisquer investigações, na obtenção de provas, incluindo a apreensão e, quando for caso disso, a entrega dos objectos relacionados com a infracção. A entrega de peças e objectos apreendidos pode, no entanto, ser subordinada à restituição dos mesmos, num prazo determinado pela autoridade que procedeu a essa entrega.

b) As autoridades das Partes Contratantes, nos casos em que haja conflito de jurisdição, informar-se-ão reciprocamente do andamento dado a todos os assuntos.

7. a) As autoridades do Estado de origem não podem proceder à execução de uma condenação a pena de morte no território do Estado local, se na legislação deste último não estiver prevista a aplicação da mesma pena para um caso análogo.

b) As autoridades do Estado local examinarão com espírito de boa vontade os pedidos das autoridades do Estado de origem que tenham por fim auxiliar estas últimas na execução de penas de prisão impostas no território do Estado local pelas referidas autoridades, em conformidade com as disposições do presente artigo.

8. Quando um arguido tiver sido julgado em conformidade com as disposições deste artigo pelas autoridades duma das Partes Contratantes e haja sido absolvido, ou, em caso de condenação, estiver cumprido ou tenha cumprido a penalidade imposta ou houver sido amnistiado, não poderá ser julgado de novo no mesmo território, com fundamento na mesma infracção, pelas autoridades de uma outra Parte Contratante. Todavia, este parágrafo não exclui o julgamento de um membro de uma força pelas autoridades militares do Estado de origem, com base em qualquer violação dos preceitos disciplinares resultante do acto ou

omissão constitutivo da infracção pela qual tenha sido julgado.

9. Quando um membro de uma força ou de um elemento civil ou uma pessoa a cargo forem demandados perante a jurisdição do Estado local, têm direito:

- a) A um julgamento imediato e breve;
- b) A serem informados, antes do julgamento, da acusação ou das acusações deduzidas contra eles;
- c) A serem acareados com as testemunhas de acusação;
- d) A que as testemunhas de defesa sejam compelidas a depor, se a jurisdição do Estado local concede a este poderes para tanto;
- e) A escolherem o seu defensor ou a serem assistidos nas condições legais vigentes, no momento, no Estado local;
- f) Ao serviço de um intérprete competente, se o julgarem necessário;
- g) A comunicarem com um representante do Governo do Estado de origem e, se as normas processuais o permitirem, à presença desse representante no julgamento.

10. a) As unidades ou formações militares de uma força, regularmente constituídas, têm o direito de polícia sobre todos os acampamentos, estabelecimentos ou outras instalações que ocupem por virtude de acordo com o Estado local. A polícia militar dessas unidades ou formações pode tomar todas as medidas adequadas para assegurar a manutenção da ordem e da segurança nessas instalações.

b) A intervenção da referida polícia militar fora dessas instalações está subordinada a acordo com as autoridades do Estado local, devendo fazer-se a ligação com estas e apenas na medida do necessário para manter a ordem e a disciplina entre os membros dessas unidades ou formações.

11. Cada uma das Partes Contratantes submeterá ao poder legislativo os projectos de lei julgados indispensáveis para ser possível assegurar, sobre o seu território, a segurança e a protecção das instalações, do material, das propriedades, dos arquivos e documentos oficiais das outras Partes Contratantes, assim como a repressão das infracções a essa legislação.

ARTIGO VIII

1. Cada Parte Contratante renunciará a qualquer pedido de indemnização, contra outra Parte Contratante, em relação aos danos causados aos bens do Estado que sejam utilizados pelas suas forças da terra, mar e ar:

- 1) Se o dano é causado por um membro das forças armadas da outra Parte Contratante, ou por um empregado desta, no exercício das suas funções no quadro do Tratado do Atlântico Norte;
- 2) Ou se é causado por um veículo, navio ou aeronave pertencente à outra Parte Contratante e utilizado pelas suas forças armadas, sob condição de que o veículo, o navio ou a aeronave causadores do dano, tenham sido utilizados em acções empreendidas no quadro das operações do Tratado do Atlântico Norte ou que o dano haja sido infligido a bens utilizados nas mesmas condições.

Haverá renúncia aos pedidos de indemnizações por salvamentos marítimos, formulados por uma Parte Contratante a outra Parte Contratante, sob reserva de que o navio ou carga que hajam sido salvos constituam propriedade de uma Parte Contratante e tenham

sido utilizados pelas suas forças armadas por ocasião de acções empreendidas no quadro do Tratado do Atlântico Norte.

2. a) Se outros danos, além dos previstos no parágrafo 1, forem causados aos bens de uma Parte Contratante situados sobre o seu território, e na medida em que as Partes Contratantes interessadas não hajam concluído um acordo especial, a decisão sobre a responsabilidade e o montante da indemnização será tomada por um único árbitro, escolhido em conformidade com a alínea b) abaixo. O árbitro tomará igualmente conhecimento de quaisquer reclamações eventuais da parte contrária, provenientes do mesmo incidente.

b) O árbitro indicado na alínea a) acima será escolhido, por acordo das Partes Contratantes interessadas, entre os nacionais do Estado local que exerçam ou tenham exercido uma alta função judiciária. Se as Partes Contratantes interessadas, decorridos dois meses, não tiverem chegado a acordo sobre a nomeação desse árbitro, qualquer delas poderá solicitar ao Presidente dos Suplentes do Conselho do Atlântico Norte a escolha de uma entidade com as habilitações acima indicadas.

c) Qualquer decisão tomada pelo árbitro será definitiva e vinculatória para as Partes Contratantes.

d) O montante de qualquer indemnização atribuída pelo árbitro será distribuído conforme o previsto nos n.ºs 1), 2) e 3) do parágrafo 5 (e) deste artigo.

e) A remuneração do árbitro será fixada por acordo entre as Partes Contratantes e rateada em proporções iguais pelas mesmas, assim como as despesas ocasionadas pelo desempenho das funções do referido árbitro.

f) No entanto, todas as Partes Contratantes renunciarão a pedir qualquer indemnização, se o montante dos danos causados for inferior às somas seguintes:

Bélgica:	Fr. b. 70 000.
Canadá:	\$ 1460.
Dinamarca:	Cr. 9670.
França:	Fr. fr. 400 000.
Islândia:	Cr. 22 800.
Itália:	Li. 850 000.
Luxemburgo:	Fr. l. 70 000.
Países Baixos:	Fl. 5320.
Noruega:	Cr. 10 000.
Portugal:	Esc. 40 250.
Reino Unido:	£ 500.
Estados Unidos:	\$ 1400.

Qualquer outra Parte Contratante cujos bens tenham sido danificados no mesmo incidente renunciará também a qualquer reclamação até à concorrência dos totais acima indicados. Em caso de alteração importante no valor cambial entre as várias moedas, as Partes Contratantes procederão ao ajustamento daqueles números.

3. As disposições dos parágrafos 1 e 2 do presente artigo aplicam-se a qualquer navio fretado ou casco nu por uma Parte Contratante, ou por esta requisitado em virtude de um contrato de fretamento em casco nu, ou tomado como boa presa (excepto no que respeita ao risco de perda e à responsabilidade suportada por outra entidade que não seja aquela Parte Contratante).

4. Todas as Partes Contratantes renunciam a pedir qualquer indemnização a outra Parte Contratante sempre que um membro das suas forças armadas tenha sido ferido ou morto em cumprimento dos seus deveres oficiais.

5. Os pedidos de indemnização (que não sejam os resultantes da aplicação de um contrato, nem aqueles a que se aplicam os parágrafos 6 e 7 do presente ar-

tigo) derivados de actos ou omissões no desempenho de funções oficiais, de que seja responsável um membro de uma força ou de um elemento civil, ou derivados de qualquer outro acto, omissão ou incidente de que uma força ou um elemento civil sejam legalmente responsáveis e que tenham causado no território do Estado local prejuízo a terceiros não Partes Contratantes, serão considerados pelo Estado local de harmonia com as disposições seguintes:

- a) Os pedidos de indemnizações serão apresentados, instruídos e decididos em conformidade com as leis e regulamentos do Estado local aplicáveis às reclamações resultantes de actividades das suas próprias forças armadas;
- b) O Estado local poderá liquidar qualquer dessas reclamações, devendo proceder ao pagamento das indemnizações aprovadas na sua própria moeda;
- c) Esse pagamento, quer provenha da solução directa do assunto, quer da decisão da jurisdição competente do Estado local, bem como a decisão dessa mesma jurisdição negando o pedido de indemnização, vinculam definitivamente as Partes Contratantes.
- d) O pagamento de qualquer indemnização pelo Estado local será comunicado aos Estados de origem interessados, aos quais será remetido ao mesmo tempo um relatório pormenorizado de uma proposta de rateio em conformidade com a alínea e), 1), 2) e 3) seguinte. Na falta de resposta dentro de dois meses, a proposta será considerada como aceite;
- e) O custo das indemnizações pagas como reparação dos prejuízos previstos nas alíneas anteriores e no parágrafo 2 do presente artigo será rateado entre as Partes Contratantes nas condições seguintes:
 - 1) Quando a responsabilidade pertença a um único Estado de origem, o montante da indemnização é rateado na proporção de 25 por cento para o Estado local e de 75 por cento para o Estado de origem;
 - 2) Quando vários Estados sejam responsáveis pelos prejuízos, o montante da indemnização é rateado entre eles em partes iguais; todavia, se o Estado local não é um dos Estados responsáveis, a sua contribuição será de metade da de cada um dos Estados de origem;
 - 3) Se o prejuízo tiver sido causado pelas forças armadas das Partes Contratantes, sem que seja possível atribuí-lo com precisão a uma ou mais forças armadas, o montante da indemnização será rateado em proporções iguais pelas Partes Contratantes interessadas; todavia, se o Estado local não for um dos Estados cujas forças armadas tenham causado o prejuízo, a sua contribuição será de metade em relação à de cada um dos Estados de origem;
 - 4) Uma conta das somas pagas pelo Estado local no semestre anterior, relativas aos casos em que tenha sido aceite um rateio proporcional, será apresentada semestralmente aos Es-

tados de origem interessados, acompanhada de um pedido de reembolso. O reembolso será feito no mais curto prazo possível, em moeda do Estado local.

- f) Sempre que, por força da aplicação das alíneas b) e e) anteriores, uma Parte Contratante venha a suportar excessivos encargos, poderá solicitar ao Conselho do Atlântico Norte que proceda à solução do assunto em termos diferentes;
- g) Não poderá ser instaurado processo executório contra um membro de uma força ou de um elemento civil, no caso de litígio originado por acto praticado no exercício das suas funções, quando contra qualquer deles haja sido pronunciada sentença no Estado local;
- h) Com excepção das hipóteses em que a alínea e) se aplica aos pedidos de indemnização previstos no parágrafo 2 deste artigo, as disposições do presente parágrafo não se aplicarão aos casos de navegação e exploração de um navio ou aos de carga, descarga e transporte de uma mercadoria, salvo se houver morte ou ferimento de um indivíduo e não for aplicável o parágrafo 4 deste artigo.

6. Os pedidos de indemnização contra os membros de uma força armada ou de um elemento civil, fundados em actos danosos ou em omissões que não tenham sido praticados no exercício de funções, regular-se-ão do modo seguinte:

- a) As autoridades do Estado local instruirão o pedido de indemnização, fixarão de maneira justa e equitativa, considerando todas as circunstâncias do caso, incluindo a conduta e o comportamento da pessoa lesada, a indemnização devida ao interessado e elaborarão um relatório sobre o assunto;
- b) Este relatório será enviado às autoridades do Estado de origem, as quais decidirão com brevidade se deve ser concedida uma indemnização a título gracioso, fixando, neste caso, o respectivo montante;
- c) Oferecida uma indemnização a título gracioso, e aceite pelo interessado como compensação integral, as próprias autoridades do Estado de origem procederão ao pagamento e comunicarão às autoridades do Estado local a sua decisão e o montante da soma liquidada;
- d) As disposições do presente parágrafo não serão entendidas no sentido de afectar a jurisdição do Estado local quanto à acção que possa ser interposta contra um membro de uma força ou de um elemento civil, desde que não haja sido ainda dada satisfação completa ao pedido de indemnização.

7. Os pedidos de indemnização fundados na utilização não autorizada de qualquer veículo das forças armadas de um Estado de origem serão tratados em conformidade com as disposições do parágrafo 6 do presente artigo, salvo se a própria força ou o elemento civil forem legalmente responsáveis.

8. Quando se suscitarem dúvidas sobre se um acto danoso ou uma omissão foram praticados em serviço oficial ou sobre se a utilização de um veículo pertencente às forças armadas de um Estado de origem não estava autorizada, o assunto será submetido a um árbitro nomeado de harmonia com o parágrafo 2-b) do presente

artigo, que decidirá quanto a este ponto com inteira independência.

9. O Estado de origem não poderá, no que respeita à jurisdição civil dos tribunais do Estado local, invocar imunidade de jurisdição dos tribunais do Estado local para os membros de uma força ou de um elemento civil, salvo nas condições previstas no parágrafo 5-g) do presente artigo.

10. As autoridades do Estado de origem e do Estado local prestar-se-ão assistência na reunião das provas necessárias ao exame equitativo e à decisão dos pedidos de indemnização que interessem às Partes Contratantes.

ARTIGO IX

1. Os membros de uma força ou de um elemento civil, assim como as pessoas a seu cargo, poderão obter localmente as mercadorias necessárias ao seu próprio consumo e os serviços de que precisem, nas mesmas condições dos nacionais do Estado local.

2. As mercadorias compradas localmente e destinadas à manutenção de uma força ou de um elemento civil serão normalmente adquiridas por intermédio dos serviços competentes para a compra de tais mercadorias destinadas às forças armadas do Estado local. A fim de evitar que tais compras possam ter efeito prejudicial sobre a economia do Estado local, as autoridades competentes deste último indicarão, se for caso disso, os artigos cuja compra deva ser total ou parcialmente excluída.

3. Sem prejuízo da aplicação dos acordos em vigor ou que possam vir a ser concluídos pelas autoridades competentes do Estado local e do Estado de origem, as autoridades do Estado local serão as únicas responsáveis pelas medidas apropriadas para que sejam postos à disposição de uma força ou de um elemento civil os imóveis e os serviços correspondentes de que aqueles possam ter necessidade. Estes acordos e medidas ajustar-se-ão, na medida do possível, aos regulamentos sobre o alojamento e o aboletamento do pessoal equiparado do Estado local. Salvo convenção em contrário, os direitos e obrigações emergentes da ocupação ou utilização de um imóvel, assim como do uso de serviços e instalações, serão determinados pelas leis do Estado local.

4. As necessidades locais de uma força ou de um elemento civil, no que respeita a mão-de-obra civil, serão satisfeitas de maneira idêntica às dos serviços análogos do Estado local, com a assistência destes e por intermédio dos serviços respeitantes ao emprego de mão-de-obra. As condições de emprego e de trabalho, especialmente salários, abonos suplementares e condições de protecção aos trabalhadores, serão reguladas de harmonia com a legislação em vigor no Estado local. Os trabalhadores civis empregados por uma força ou por um elemento civil em nenhum caso serão considerados como membros dessa força ou desse elemento civil.

5. No caso de os serviços médicos e dentários adstritos a uma força ou a um elemento civil serem insuficientes, os seus membros e as pessoas a cargo destes podem receber cuidados médicos e dentários, incluindo hospitalização, em condições idênticas às do pessoal equiparado do Estado local.

6. O Estado local considerará com a melhor boa vontade os pedidos de facilidades de circulação e de redução de tarifas que possa conceder aos membros de uma força armada ou de um elemento civil. Essas facilidades e reduções constituirão matéria de disposições particulares entre os Governos interessados.

7. Sem prejuízo de qualquer acordo financeiro geral ou particular entre as Partes Contratantes, os pagamentos feitos em moeda local relativos às mercadorias,

alojamento e serviços previstos nos parágrafos 2, 3, 4 e, se necessário, 5 e 6 do presente artigo, serão efectuados sem demora pelas autoridades da força.

8. Uma força, um elemento civil, os seus membros ou as pessoas a seu cargo, não poderão invocar o presente artigo para solicitar isenção de impostos ou de taxas que, por força da legislação do Estado local, incidam sobre compras ou prestações de serviço.

ARTIGO X

1. No caso de a incidência de qualquer imposto do Estado local ser função da residência ou do domicílio, os períodos em que um membro de uma força ou de um elemento civil se encontre no território desse Estado apenas na qualidade de membro dessa força ou desse elemento civil, não serão tidos, para aquele efeito, como períodos de residência ou como implicando uma mudança de residência ou de domicílio. Os membros de uma força ou de um elemento civil serão isentos, no Estado local, de qualquer imposto sobre os vencimentos e emolumentos que lhes sejam pagos, naquela qualidade, pelo Estado de origem, assim como sobre todos os bens móveis de utilização pessoal que sejam sua propriedade e cuja existência no Estado local seja devida apenas à sua estadia temporária nesse Estado.

2. O presente artigo não isenta por qualquer modo os membros de uma força ou de um elemento civil, dos impostos decorrentes das actividades lucrativas a que se entreguem no Estado local e que não sejam exercidas naquela qualidade. As disposições do presente artigo, salvo no que respeita aos vencimentos e aos emolumentos, assim como aos bens móveis materiais referidos no parágrafo 1, não obstam à percepção dos impostos a que aqueles membros estejam sujeitos pela lei do Estado local, ainda que se considere que têm a sua residência ou o seu domicílio fora do território desse Estado.

3. As disposições do presente artigo não são aplicáveis aos «direitos», tais como estes são definidos no parágrafo 12 do artigo XI.

4. Para os efeitos do presente artigo a expressão «membro de uma força» não se aplica a qualquer pessoa que seja nacional do Estado local.

ARTIGO XI

1. Os membros de uma força ou de um elemento civil, assim como as pessoas a seu cargo, ficarão submetidos, sem prejuízo das excepções estabelecidas pela Convenção, às leis e regulamentos aplicados pela administração das alfândegas do Estado local.

2.-a) Serão autorizadas, com dispensa de direitos, a importação temporária e a reexportação de veículos oficiais pertencentes a uma força ou a um elemento civil circulando pelos seus próprios meios, após apresentação de um tríptico segundo modelo anexo à presente Convenção.

b) A importação temporária dos veículos pertencentes a uma força, que não circulem pelos seus próprios meios, far-se-á nas condições estabelecidas no parágrafo 4 deste artigo, e a sua reexportação far-se-á nas condições estabelecidas no parágrafo 8.

c) Os veículos oficiais pertencentes a uma força ou a um elemento civil beneficiarão igualmente da isenção das taxas que poderiam ser devidas por motivo da sua circulação nas estradas.

3. Os documentos oficiais expedidos em sobrescritos tendo aposto um selo oficial não estão submetidos à inspecção ou fiscalização das autoridades aduaneiras. Os correios que efectuarem o transporte dos mesmos devem estar munidos, qualquer que seja a sua qualidade, de uma guia de marcha individual emitida nas condições

indicadas no artigo III, parágrafo 2-b). Esta guia de marcha deve mencionar o número de sobrescritos transportados e certificar que estes apenas contêm documentos oficiais.

4. Uma força pode importar, com dispensa de direitos, o seu equipamento e quantidades razoáveis de abastecimentos, materiais e outras mercadorias destinados ao seu uso exclusivo e, no caso de isso ser autorizado pelo Estado local, destinados ao uso do elemento civil ou das pessoas a cargo. Esta importação isenta de direitos está subordinada ao depósito no posto alfandegário, conjuntamente com os documentos que hajam sido convencionados, de um certificado cuja forma tenha sido aceite pelo Estado local e pelo Estado de origem, assinado por uma entidade competente do Estado de origem. A indicação da entidade competente para assinar os certificados assim como espécimes da sua assinatura e dos carimbos usados serão enviados às administrações alfandegárias do Estado local.

5. Um membro de uma força ou de um elemento civil pode, por ocasião da sua primeira entrada no Estado local para tomar posse das suas funções, ou quando da primeira entrada de uma pessoa a cargo que venha juntar-se-lhe, importar os seus objectos e mobiliário pessoais com isenção de direitos durante o tempo da estadia.

6. Os membros de uma força ou de um elemento civil podem beneficiar da isenção temporária de direitos em caso de importação temporária de veículos particulares a motor, desde que sejam destinados a seu uso pessoal ou ao de pessoas a seu cargo. Esta disposição não implica a concessão de isenção das taxas que possam ser devidas pelo uso das estradas por veículos particulares.

7. As importações feitas pelas autoridades de uma força e que se não destinem ao uso exclusivo dessa força ou do seu elemento civil, assim como as importações não compreendidas nos parágrafos 5 e 6 do presente artigo e efectuadas pelos membros de uma força ou de um elemento civil, não beneficiam, por virtude da aplicação das disposições do presente artigo, de qualquer isenção de direitos ou de dispensa de outras formalidades.

8. As mercadorias importadas com isenção de direitos de harmonia com os parágrafos 2-b), 4, 5 e 6 anteriores:

a) Quanto às mercadorias importadas nos termos do parágrafo 4, podem ser reexportadas livremente desde que se faça entrega aos serviços aduaneiros locais dum certificado emitido de acordo com o previsto naquele parágrafo. As autoridades alfandegárias, todavia, podem verificar, se for caso disso, se as mercadorias reexportadas são as descritas no certificado, na hipótese em que este seja necessário, e foram realmente importadas nas condições previstas nos parágrafos 2-b), 4, 5 ou 6, segundo as circunstâncias;

b) Não podem normalmente ser cedidas, no Estado local, a título oneroso ou gratuito. Em casos especiais, contudo, essa cessão pode ser autorizada, sob as condições impostas pelas autoridades competentes do Estado local (por exemplo, pagamento de direitos e taxas, cumprimento das formalidades relativas à fiscalização do comércio externo e dos câmbios).

9. As exportações de mercadorias adquiridas no Estado local estão submetidas aos regulamentos em vigor nesse Estado.

10. Serão concedidas facilidades especiais pelas autoridades alfandegárias para a passagem das fronteiras por unidades ou formações regularmente enquadradas,

sob condição de que as autoridades alfandegárias interessadas hajam sido devidamente notificadas em tempo útil.

11. O Estado local tomará medidas especiais no sentido de serem isentos do pagamento de quaisquer direitos e taxas os carburantes e lubrificantes destinados ao uso de veículos oficiais, de aeronaves e de navios militares, de uma força ou de um elemento civil.

12. Para efeitos de aplicação dos dez primeiros parágrafos do presente artigo, a palavra «direitos» significa os direitos de alfândega e quaisquer outros direitos e taxas que incidam, conforme as circunstâncias, sobre a importação ou a exportação, exceptuando-se os direitos e taxas que constituam um reembolso por serviços prestados; a palavra «importação» inclui o levantamento de mercadorias em depósito alfandegário ou regime análogo, desde que se trate de mercadorias não provenientes de colheita, fabrico ou manufactura do Estado local.

13. As disposições do presente artigo aplicam-se às mercadorias importadas no Estado local ou exportadas desse Estado e às mercadorias em trânsito pelo território de uma das Partes Contratantes. Para este efeito, a expressão «Estado local» significa, no presente artigo, qualquer Parte Contratante através de cujo território transitem as mercadorias.

ARTIGO XII

1. Qualquer isenção ou facilidade alfandegária ou fiscal concedida em virtude da presente Convenção ficará subordinada ao cumprimento das disposições que as autoridades alfandegárias ou fiscais do Estado local possam julgar necessárias para prevenir abusos.

2. Aquelas autoridades podem recusar a concessão de quaisquer isenções previstas pelo presente acordo de importações de produtos resultantes de colheita, fabrico ou manufactura do Estado local e exportados anteriormente em regime de isenção ou sujeitas à restituição dos direitos e taxas devidos se esses produtos não tivessem sido exportados. Esta disposição aplica-se igualmente às mercadorias levantadas de um entreposto alfandegário, desde que o seu depósito haja sido considerado como uma exportação.

ARTIGO XIII

1. Com o fim de reprimir as infracções às leis e regulamentos alfandegários e fiscais, as autoridades do Estado local e do Estado de origem prestar-se-ão mútua assistência na realização de inquéritos e na obtenção de provas.

2. As autoridades de uma força darão toda a assistência possível para que sejam entregues às autoridades alfandegárias ou fiscais do Estado local as mercadorias susceptíveis de serem apreendidas por aquelas autoridades, sendo ou não em seu proveito.

3. As autoridades de uma força comprometem-se a prestar toda a assistência possível para assegurar o pagamento dos direitos, taxas e multas pelos membros de uma força ou do seu elemento civil, assim como pelas pessoas a cargo dos mesmos.

4. Os veículos oficiais e mercadorias pertencentes a uma força ou ao seu elemento civil e não a um dos seus membros, quando apreendidos pelas autoridades do Estado local por virtude de uma infracção alfandegária ou fiscal, serão entregues às autoridades competentes dessa força.

ARTIGO XIV

1. As forças, os elementos civis, os seus membros e bem assim as pessoas a seu cargo, ficam subordinados aos regulamentos de câmbios do Estado de origem e devem também conformar-se com os regulamentos do Estado local.

2. As autoridades do Estado de origem e do Estado local encarregadas da fiscalização de câmbios podem promulgar disposições especiais aplicáveis a uma força, ao seu elemento civil, ou aos seus membros e às pessoas a seu cargo.

ARTIGO XV

1. Sem prejuízo das disposições contidas no parágrafo 2 deste artigo, a presente Convenção vigorará em caso de hostilidades que dêem lugar a aplicação das disposições do Tratado do Atlântico Norte. As disposições relativas à indemnização de prejuízos, contidas nos parágrafos 2 e 5 do artigo VIII, não se aplicam, contudo, aos danos de guerra; e as disposições da presente Convenção, especialmente as dos artigos III e VII, serão imediatamente revistas pelas Partes Contratantes interessadas, que podem acordar em quaisquer modificações que julguem úteis para aplicação entre si da Convenção.

2. No caso das hostilidades definidas acima, cada uma das Partes Contratantes tem o direito, após notificação às outras Partes Contratantes no prazo de sessenta dias, de se desobrigar da aplicação de qualquer das disposições da Convenção. Se este direito for exercido, as Partes Contratantes consultar-se-ão imediatamente para acordarem sobre disposições que substituam as cláusulas suspensas.

ARTIGO XVI

Quaisquer divergências entre as Partes Contratantes no que respeita à interpretação ou aplicação da presente Convenção serão solucionadas por negociações entre si, sem recurso a jurisdição exterior. Salvo disposição em contrário da presente Convenção, as divergências que não puderem sanar-se por negociações directas serão submetidas ao Conselho do Atlântico Norte.

ARTIGO XVII

Cada uma das Partes Contratantes pode, em qualquer altura, solicitar a revisão de qualquer artigo da presente Convenção. O pedido será apresentado ao Conselho do Atlântico Norte.

ARTIGO XVIII

1. A presente Convenção será ratificada e os instrumentos de ratificação serão depositados, logo que possível, junto do Governo dos Estados Unidos da América, que notificará da data desse depósito todos os Estados signatários.

2. A presente Convenção começará a vigorar trinta dias após o depósito dos instrumentos de ratificação por parte de quatro dos Estados signatários. A presente Convenção começará a vigorar em relação a cada um dos Estados signatários trinta dias após o depósito do seu instrumento de ratificação.

3. Depois da sua entrada em vigor, a presente Convenção, sob reserva da aprovação do Conselho do Atlântico Norte e nas condições que este possa estabelecer, considerar-se-á aberta à acessão de qualquer Estado que venha a aderir ao Tratado do Atlântico Norte. Essa acessão tornar-se-á efectiva pelo depósito do respectivo instrumento junto do Governo dos Estados Unidos da América, que notificará todos os signatários e o Estado acessor da data daquele depósito. A presente Convenção começará a vigorar, quanto a qualquer Estado em cujo nome seja depositado um instrumento de acessão, trinta dias após a data de depósito daquele instrumento.

ARTIGO XIX

1. A presente Convenção poderá ser denunciada por qualquer das Partes Contratantes quatro anos após a data da sua entrada em vigor.

2. A denúncia da Convenção por uma das Partes Contratantes realizar-se-á por notificação escrita, feita por essa Parte, ao Governo dos Estados Unidos da América, que informará as outras Partes Contratantes dessa notificação e da data da sua recepção.

3. A denúncia produzirá efeitos dentro de um ano após a recepção da respectiva notificação pelo Governo dos Estados Unidos da América. Decorrido esse período, a Convenção deixará de vigorar em relação à Parte que a tenha denunciado, mas continuará a vigorar entre as demais Partes Contratantes.

ARTIGO XX

1. Sem prejuízo das disposições dos parágrafos 2 e 3 deste artigo, a presente Convenção aplicar-se-á unicamente ao território metropolitano de cada Parte Contratante.

2. Qualquer Estado pode declarar, contudo, na altura do depósito dos seus instrumentos de ratificação ou de acessão, ou ainda ulteriormente por meio de notificação ao Governo dos Estados Unidos, que a presente Convenção se aplicará a todos os territórios ou a quaisquer dos territórios, cujas relações internacionais sejam por ele asseguradas, situados na região do Atlântico Norte, com ressalva, se o Estado que faz a declaração o julgar necessário, da conclusão de um acordo especial entre o referido Estado e cada um dos Estados de origem. A presente Convenção será aplicada ao território ou territórios acima mencionados trinta dias após a recepção da notificação pelo Governo dos Estados Unidos da América ou trinta dias depois da eventual conclusão de um acordo especial ou na altura da entrada em vigor da Convenção, tal como foi fixada no artigo 18.º, no caso de essa entrada em vigor se verificar depois daquele prazo.

3. Um Estado que tenha feito a declaração prevista no parágrafo 2 do presente artigo, com o fim de aplicar a Convenção a um território cujas relações internacionais assegnore, pode denunciá-la nas condições previstas no artigo 19.º, no que respeita a esse território.

Em testemunho do que os Plenipotenciários abaixo assinados firmaram a presente Convenção.

Feita em Londres aos 19 de Junho de 1951, em inglês e francês, sendo ambos os textos igualmente válidos, num exemplar único que será depositado nos arquivos do Governo dos Estados Unidos da América. O Governo dos Estados Unidos da América enviará cópias autênticas a todos os Estados signatários e acessores.

Pelo Reino da Bélgica:

Obert de Thieusies.

Pelo Canadá:

L. D. Wilgress.

Pelo Reino da Dinamarca:

Steensen-Leth.

Pela França:

Herve Alphan.

Pela Islândia:

Gunnlauger Petursson.

Pela Itália:

A. Rossi-Longhi.

Pelo Grão-Ducado do Luxemburgo:

A. Clasen.

Pelo Reino dos Países Baixos:

A. W. L. Tjarda van Starckenborgh-Stachouwer.

Pelo Reino da Noruega:

Dag Bryn.

Por Portugal:

R. Ennes Ulrich.

O Acondo é aplicável somente ao território continental de Portugal, com exclusão das Ilhas Adjacentes e Províncias Ultramarinas.

Pelo Reino Unido da Grã-Bretanha e da Irlanda do Norte:

Herbert Morrison.

Pelos Estados Unidos da América:

Charles M. Spofford.

ANEXO

País Ministério ou Serviço

TRÍPTICO *

válido de a
para importação temporária
da viatura seguinte
Marca

Número de matrícula Número do motor

Pneus sobresselentes
Material de comunicações

Nome e assinatura do titular do triptico

Data da emissão ...

Por ordem de ...

SAÍDAS E ENTRADAS TEMPORÁRIAS

Designação do posto
alfandegário Data Visto e carimbo
da alfândega

Saída

Entrada

Saída

Entrada

Saída

Entrada

Saída

Entrada

* Este documento é emitido na língua do Estado de origem e em inglês e francês.

Convention sur le Statut de l'Organisation
du Traité de l'Atlantique Nord,
des Représentants Nationaux et du Personnel International

Les Etats signataires à la présente Convention,
Considérant qu'il est nécessaire que l'Organisation
du Traité de l'Atlantique Nord, son personnel inter-
national et les représentants des Etats membres as-
sistant à ses réunions bénéficient du statut ci-après,
pour exercer leurs fonctions et remplir leur mission,
Sont convenus de ce qui suit:

TITRE I

Généralités

ARTICLE 1

Dans la présente Convention,

- (a) «l'Organisation» désigne l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord se composant du Conseil et des organismes subsidiaires;
- (b) «le Conseil» signifie le Conseil prévu à l'article 9 du Traité de l'Atlantique Nord et les Suppléants du Conseil;
- (c) «organismes subsidiaires» désigne tout autre organisme, comité ou service créé par le Conseil ou placé sous son autorité, à l'exception de ceux auxquels, en vertu des dispositions de l'article 2, la présente Convention ne s'applique pas;
- (d) «Président des Suppléants du Conseil» désigne également, en son absence, le Vice-Président agissant à sa place.

ARTICLE 2

La présente Convention ne s'applique pas aux quartiers généraux créés en exécution du Traité de l'Atlantique Nord, non plus qu'aux autres organismes militaires, à moins que le Conseil n'en décide autrement.

ARTICLE 3

L'Organisation et les Etats membres collaborent en tout temps en vue de faciliter la bonne administration de la justice, d'assurer l'observation des règlements de police et d'éviter tout abus auquel pourraient donner lieu les privilèges et immunités définis par la présente Convention. Si un Etat membre estime qu'une immunité ou un privilège conféré par la Convention a donné lieu à un abus, l'Organisation et cet Etat ou les Etats intéressés se concertent en vue de déterminer s'il y a eu effectivement abus et, dans l'affirmative, de prendre les mesures nécessaires pour en éviter le renouvellement. Nonobstant ce qui précède ou toute autre disposition de la présente Convention, tout Etat membre qui estime qu'une personne a abusé de son privilège de résidence ou de tout autre privilège ou immunité à elle conféré par la présente Convention, peut exiger que cette personne quitte son territoire.

TITRE II

L'Organisation

ARTICLE 4

L'Organisation possède la personnalité juridique; elle a la capacité de contracter, d'acquérir et aliéner des biens mobiliers et immobiliers ainsi que d'ester en justice.

ARTICLE 5

L'Organisation, ses biens et avoirs, quels que soient leur siège et leur détenteur, jouissent de l'immunité de juridiction, sauf dans la mesure où le président des Suppléants du Conseil, agissant au nom de l'Organisation, y a expressément renoncé dans un cas particulier. Il est toutefois entendu que la renonciation ne peut s'étendre à des mesures de contrainte et d'exécution.

ARTICLE 6

Les locaux de l'Organisation sont inviolables. Ses biens et avoirs, où qu'ils se trouvent et quel que soit leur détenteur, sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou de toute autre forme de contrainte.

ARTICLE 7

Les archives de l'Organisation et, d'une manière générale, tous les documents lui appartenant ou détenus par elle, sont inviolables, où qu'ils se trouvent.

ARTICLE 8

1. Sans être astreinte à aucun contrôle, réglementation ou moratoire financiers:

- (a) l'Organisation peut détenir des devises quelconques et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie;
- (b) l'Organisation peut transférer librement ses fonds, d'un pays dans un autre ou à l'intérieur d'un pays quelconque, et peut convertir toutes devises détenues par elle en toute autre monnaie, au cours officiel de change le plus favorable à la vente ou à l'achat suivant le cas.

2. Dans l'exercice des droits prévus au paragraphe 1 ci-dessus, l'Organisation tient compte de toutes représentations d'un Etat membre et y donne suite dans la mesure du possible.

ARTICLE 9

L'Organisation, ses avoirs, revenus et autres biens sont:

- (a) exonérés de tout impôt direct; toutefois, l'Organisation ne demandera pas l'exonération d'impôts qui ne constituent que la simple rémunération de services d'utilité publique;
- (b) exonérés de tous droits de douane et restrictions quantitatives à l'importation et à l'exportation sur les marchandises importées ou exportées par elle pour son usage officiel; les articles ainsi importés en franchise ne seront pas cédés à titre onéreux ou gratuit sur le territoire du pays dans lequel ils auront été introduits, à moins que ce ne soit à des conditions approuvées par le Gouvernement de ce pays;
- (c) exonérés de tous droits de douane et de toutes restrictions quantitatives à l'importation et à l'exportation en ce qui concerne ses publications.

ARTICLE 10

Bien que l'Organisation ne revendique pas, en principe, l'exonération des droits de régie et des taxes à la vente entrant dans les prix des biens mobiliers ou immobiliers, cependant, quand elle effectue pour son usage officiel des achats importants dont le prix comprend des droits et taxes de cette nature, les Etats

membres prendront, chaque fois qu'il leur sera possible, les dispositions administratives appropriées en vue de la remise ou du remboursement du montant de ces droits et taxes.

ARTICLE 11

1. La correspondance officielle et les autres communications officielles de l'Organisation ne peuvent être censurées.

2. L'Organisation a le droit d'utiliser des codes, d'expédition et de recevoir de la correspondance par courriers spéciaux ou par valises sous scellés, qui jouissent des mêmes immunités et privilèges que les courriers et valises diplomatiques.

3. Les dispositions du présent article n'empêchent pas un Etat membre et le Conseil, agissant au nom de l'Organisation, d'adopter de commun accord des mesures de sécurité appropriées.

TITRE III

Représentants des Etats Membres

ARTICLE 12

Toute personne désignée par un Etat membre comme son représentant principal permanent auprès de l'Organisation sur le territoire d'un autre Etat membre, ainsi que les personnes qui font partie de son personnel officiel résidant sur ce territoire et ayant fait l'objet d'un accord entre l'Etat dont elles relèvent et l'Organisation et entre l'Organisation et l'Etat où elles résideront, bénéficient des immunités et privilèges accordés aux représentants diplomatiques et à leur personnel officiel de rang comparable.

ARTICLE 13

1. Tout représentant d'un Etat membre auprès du Conseil ou de l'un de ses organismes subsidiaires, non visé par l'article 12, jouit, pendant sa présence sur le territoire d'un autre Etat membre pour l'exercice de ses fonctions, des privilèges et immunités suivants:

- (a) la même immunité d'arrestation ou de détention que celle qui est accordée aux agents diplomatiques de rang comparable;
- (b) immunité de juridiction en ce qui concerne les actes accomplis par lui dans sa qualité officielle (y compris ses paroles et ses écrits);
- (c) inviolabilité de tous papiers et documents;
- (d) droit de faire usage de codes, de recevoir et d'envoyer des documents ou de la correspondance par courrier ou par valises sous scellés;
- (e) la même exemption, pour lui-même et pour son conjoint, à l'égard de toutes mesures restrictives relatives à l'immigration, de toutes formalités d'enregistrement des étrangers et de toutes obligations de service national, que celle qui est accordée aux agents diplomatiques de rang comparable;
- (f) les mêmes facilités, en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change, que celles accordées aux agents diplomatiques de rang comparable;
- (g) les mêmes immunités et facilités, en ce qui concerne ses bagages personnels, que celles accordées aux agents diplomatiques de rang comparable;
- (h) le droit d'importer en franchise son mobilier et ses effets à l'occasion de sa première prise de fonctions dans le pays intéressé et le droit, à la cessation de ses fonctions dans ledit pays, de réexporter en franchise ce mo-

bilier et ces effets, sous réserve, dans l'un et l'autre cas, des conditions jugées nécessaires par le Gouvernement du pays où le droit est exercé;

- (i) le droit d'importer temporairement en franchise son automobile privée affectée à son usage personnel, et ensuite, de réexporter cette automobile en franchise, sous réserve, dans l'un et l'autre cas, des conditions jugées nécessaires par le Gouvernement du pays intéressé.

2. Lorsque l'assujettissement à un impôt quelconque dépend de la résidence, la période au cours de laquelle le représentant visé par le présent article se trouve, pour l'exercice de ses fonctions, sur le territoire d'un autre Etat membre, ne sera pas considérée comme période de résidence. En particulier, ses appointements officiels et ses émoluments seront exempts d'impôts au cours de cette période.

3. Pour l'application du présent article, le terme «représentants» comprend tous les représentants, conseillers et experts techniques des délégations. Chaque Etat membre communiquera aux autres Etats membres intéressés, si ceux-ci le demandent, les noms de leurs représentants à qui s'applique le présent article, ainsi que la durée probable de leur séjour dans le territoire desdits Etats membres.

ARTICLE 14

Le personnel officiel de secrétariat qui accompagne le représentant d'un Etat membre et qui n'est pas visé aux articles 12 et 13 bénéficie, au cours de son séjour sur le territoire d'un autre Etat membre, pour l'exercice de ses fonctions, des privilèges et immunités prévus au paragraphe 1 (b), (c), (e), (f), (h) et (i) et au paragraphe 2 de l'article 13.

ARTICLE 15

Ces privilèges et immunités sont accordés aux représentants des Etats membres et à leur personnel, non à leur propre avantage, mais en vue d'assurer en toute indépendance l'exercice de leurs fonctions en rapport avec le Traité de l'Atlantique Nord. Par conséquent, un Etat membre a non seulement le droit mais le devoir de lever l'immunité de ses représentants et des membres de leur personnel dans tous les cas où, à son avis, l'immunité empêcherait que justice soit faite et où elle peut être levée sans préjudicier aux fins pour lesquelles elle est accordée.

ARTICLE 16

Les dispositions des articles 12 et 14 ci-dessus ne peuvent obliger un Etat à accorder l'un quelconque des privilèges et immunités prévus par ces articles, à un de ses ressortissants, ou à un de ses représentants ainsi qu'à un membre du personnel officiel de ce dernier.

TITRE IV

Personnel international et experts en mission pour le compte de l'Organisation

ARTICLE 17

Les catégories de fonctionnaires auxquelles s'appliquent les articles 18 à 20 feront l'objet d'un accord entre le président des Suppléants du Conseil et chacun des Gouvernements des Etats membres intéressés. Le président des Suppléants du Conseil communiquera aux Etats membres les noms des personnes comprises dans ces catégories.

ARTICLE 18

Les fonctionnaires de l'Organisation visés à l'article 17:

- (a) jouiront de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle et dans les limites de leur autorité (y compris leurs paroles et leurs écrits);
- (b) jouiront, ainsi que leurs épouses et les membres de leur proche famille résidant avec eux ou à leur charge, quant aux dispositions limitant l'immigration et aux formalités d'enregistrement des étrangers, des mêmes privilèges que les agents diplomatiques de rang comparable;
- (c) jouiront, en ce qui concerne les réglementations monétaires de change, des mêmes privilèges que les agents diplomatiques de rang comparable;
- (d) jouiront, en période de crise internationale, ainsi que leurs épouses et les membres de leur proche famille résidant avec eux et à leur charge, des mêmes facilités de rapatriement que les agents diplomatiques de rang comparable;
- (e) jouiront du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets à l'occasion de leur première prise de fonctions dans le pays intéressé et du droit, à la cessation de leurs fonctions dans ledit pays, de réexporter en franchise ce mobilier et ces effets, sous réserve, dans l'un et l'autre cas, des conditions jugées nécessaires par le Gouvernement du pays où le droit est exercé;
- (f) jouiront du droit d'importer temporairement en franchise leurs automobiles privées affectées à leur usage personnel et ensuite de réexporter ces automobiles en franchise, sous réserve, dans l'un et l'autre cas, des conditions jugées nécessaires par le Gouvernement du pays intéressé.

ARTICLE 19

Les fonctionnaires de l'Organisation visés à l'article 17 seront exempts d'impôts sur les appointements et émoluments qui leur seront payés par l'Organisation en leur qualité de fonctionnaires de celle-ci. Toutefois, un Etat membre pourra conclure avec le Conseil, agissant au nom de l'Organisation, des arrangements permettant audit Etat membre de recruter et d'affecter à l'Organisation ses propres ressortissants (exception faite, si cet Etat membre le désire, de tout ressortissant ne résidant pas habituellement sur son territoire), devant faire partie du personnel international de l'Organisation. Il paiera dans ce cas les salaires et émoluments desdites personnes sur ses propres fonds selon un barème déterminé par lui. Ces salaires et émoluments pourront faire l'objet d'une imposition de la part de l'Etat membre en question, mais ne pourront être imposés par un autre Etat membre. Si un arrangement de cette nature conclu par un Etat membre est par la suite modifié, ou dénoncé, les Etats membres ne seront plus obligés en vertu de la première clause de cet article d'exonérer de l'impôt les salaires payés à leurs propres ressortissants.

ARTICLE 20

Outre les privilèges et immunités spécifiés aux articles 18 et 19, le secrétaire exécutif de l'Organisation, le coordonnateur de la production de défense de l'Atlantique Nord, et tout autre fonctionnaire officiel permanent de rang similaire au sujet duquel un accord est inter-

venu entre le président des Suppléants du Conseil et les Gouvernements des Etats membres, bénéficient des privilèges et immunités normalement accordés aux agents diplomatiques de rang comparable.

ARTICLE 21

1. Les experts (autres que les fonctionnaires visés aux articles 18 à 20), lorsqu'ils accomplissent des missions pour l'Organisation, jouissent, sur le territoire d'un Etat membre, pour autant que cela est nécessaire pour l'exercice efficace de leurs fonctions, des privilèges et immunités suivants:

- (a) immunité d'arrestation personnelle ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels;
- (b) immunité de juridiction en ce qui concerne les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions officielles pour l'Organisation (y compris leurs paroles et écrits);
- (c) les mêmes facilités en ce qui concerne les réglementations monétaires et de change et leurs bagages personnels, que celles accordées aux fonctionnaires des Gouvernements étrangers en missions officielles temporaires;
- (d) inviolabilité de tous papiers et documents se rapportant au travail dont ils ont été chargés par l'Organisation.

2. Le président des Suppléants du Conseil communiquera aux Etats membres intéressés le nom de tous experts à qui s'appliquera le présent article.

ARTICLE 22

Ces privilèges et immunités sont accordés aux fonctionnaires et experts dans l'intérêt de l'Organisation et non à leur avantage personnel. Le président des Suppléants du Conseil aura non seulement le droit mais le devoir de lever l'immunité accordée à ces fonctionnaires ou experts dans tous les cas où, à son avis, cette immunité empêcherait que justice soit faite et où elle pourrait être levée sans préjudicier aux intérêts de l'Organisation.

ARTICLE 23

Les dispositions des articles 18, 20 et 21 ne peuvent obliger un Etat à accorder à un de ses ressortissants l'un quelconque des privilèges et immunités prévus par ces articles, excepté:

- (a) l'immunité de juridiction en ce qui concerne les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions officielles pour l'Organisation (y compris leurs paroles et écrits);
- (b) l'inviolabilité de tous papiers et documents se rapportant au travail dont ils ont été chargés pour l'Organisation;
- (c) des facilités en ce qui concerne les règlements applicables en matière de contrôle des changes dans toute la mesure nécessaire pour l'exercice efficace de leurs fonctions.

TITRE V

Règlement des litiges

ARTICLE 24

Le Conseil prendra toutes mesures utiles pour procéder au règlement:

- (a) des litiges découlant de contrats ou de tous autres litiges de caractère privé auxquels l'Organisation est partie;

- (b) des litiges dans lesquels est impliqué l'un des fonctionnaires ou experts de l'Organisation visés au Titre IV du présent accord, qui bénéficient d'une immunité en raison de leurs fonctions officielles, pour autant que cette immunité n'ait pas été levée par application de l'article 22.

TITRE VI

Accords complémentaires

ARTICLE 25

Le Conseil agissant au nom de l'Organisation peut conclure avec un ou plusieurs Etats membres de l'Organisation des accords complémentaires, en vue d'aménager les dispositions de la présente Convention en ce qui concerne cet Etat ou ces Etats.

TITRE VII

Dispositions finales

ARTICLE 26

1. La présente Convention sera soumise à la signature des Etats membres de l'Organisation et sera sujette à ratification. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui informera tous les Etats signataires de ce dépôt.

2. Dès que six Etats signataires auront déposé leurs instruments de ratification, la présente Convention entrera en vigueur pour ces Etats. Elle entrera en vigueur pour chaque autre Etat signataire à la date du dépôt de son instrument de ratification.

ARTICLE 27

La présente Convention pourra être dénoncée par toute Partie contractante au moyen d'une notification écrite de dénonciation adressée au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui informera tous les Etats signataires de cette notification. La dénonciation prendra effet un an après réception de la notification par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord.

Fait à Ottawa, le 20 septembre 1951 en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé aux archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui en communiquera une copie certifiée conforme à tous les pays signataires.

Pour le Royaume de Belgique:

A. de Staercke.

Pour le Canada:

L. D. Wilgress.

Pour le Royaume de Danemark:

Steensen-Leth.

Pour la France:

Hervé Alphand.

Pour l'Islande:

Gunnlauger Pétursson.

Pour l'Italie:

A. Rossi-Longhi.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg:

A. Clasen.

Pour le Royaume des Pays-Bas:

A. W. L. Tjarda van Starkenborgh-Stachouwer.

Pour le Royaume de Norvège:

Dag Bryn.

Pour le Portugal:

Sous réserve de non-application de l'article 6 en cas de expropriation.

R. Ennes Ulrich.

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

F. R. Hoyer Millar.

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Charles M. Spofford.

Agreement on the Status of the North Atlantic Treaty Organisation, National Representatives and International Staff

The States signatory to the present Agreement, Considering that for the exercise of their functions and the fulfilment of their purposes it is necessary that the North Atlantic Treaty Organisation, its international staff and the representatives of Member States attending meetings thereof should have the status set out hereunder,

Have agreed as follows:

PART I

General

ARTICLE 1

In the present Agreement,

- (a) «the Organisation» means the North Atlantic Treaty Organisation consisting of the Council and its subsidiary bodies;
- (b) «the Council» means the Council established under Article 9 of the North Atlantic Treaty and the Council Deputies;
- (c) «subsidiary bodies» means any organ, committee or service established by the Council or under its authority, except those to which, in accordance with Article 2, this Agreement does not apply;
- (d) «Chairman of the Council Deputies» includes, in his absence, the Vice-Chairman acting for him.

ARTICLE 2

The present Agreement shall not apply to any military headquarters established in pursuance of the North Atlantic Treaty nor, unless the Council decides otherwise, to any other military bodies.

ARTICLE 3

The Organisation and Member States shall co-operate at all times to facilitate the proper administration of

justice, secure the observance of police regulations and prevent the occurrence of any abuse in connexion with the immunities and privileges set out in the present Agreement. If any Member State considers that there has been an abuse of any immunity or privilege conferred by this Agreement, consultations shall be held between that State and the Organisation, or between the States concerned, to determine whether any such abuse has occurred, and, if so, to attempt to ensure that no repetition occurs. Notwithstanding the foregoing or any other provisions of this Agreement, a Member State which considers that any person has abused his privilege of residence or any other privilege or immunity granted to him under this Agreement may require him to leave its territory.

PART II

The Organisation

ARTICLE 4

The Organisation shall possess juridical personality; it shall have the capacity to conclude contracts, to acquire and dispose of movable and immovable property and to institute legal proceedings.

ARTICLE 5

The Organisation, its property and assets, wheresoever located and by whomsoever held, shall enjoy immunity from every form of legal process except in so far as in any particular case the Chairman of the Council Deputies, acting on behalf of the Organisation, may expressly authorise the waiver of this immunity. It is, however, understood that no waiver of immunity shall extend to any measure of execution or detention of property.

ARTICLE 6

The premises of the Organisation shall be inviolable. Its property and assets, wheresoever located and by whomsoever held, shall be immune from search, requisition, confiscation, expropriation or any other form of interference.

ARTICLE 7

The archives of the Organisation and all documents belonging to it or held by it shall be inviolable, wherever located.

ARTICLE 8

1. Without being restricted by financial controls, regulations or moratoria of any kind,

- (a) the Organisation may hold currency of any kind and operate accounts in any currency;
- (b) the Organisation may freely transfer its funds from one country to another or within any country and convert any currency held by it into any other currency at the most favourable official rate of exchange for a sale or purchase as the case may be.

2. In exercising its rights under paragraph 1 above, the Organisation shall pay due regard to any representations made by any Member State and shall give effect to such representations in so far as it is practicable to do so.

ARTICLE 9

The Organisation, its assets, income and other property shall be exempt:

- (a) from all direct taxes; the Organisation will not, however, claim exemption from rates,

- taxes or dues which are no more than charges for public utility services;
- (b) from all customs duties and quantitative restrictions on imports and exports in respect of articles imported or exported by the Organisation for its official use; articles imported under such exemption shall not be disposed of, by way either of sale or gift, in the country into which they are imported except under conditions approved by the Government of that country;
- (c) from all customs duties and quantitative restrictions on imports and exports in respect of its publications.

ARTICLE 10

While the Organisation will not as a general rule claim exemption from excise duties and from taxes on the sale of movable and immovable property which form part of the price to be paid, nevertheless, when the Organisation is making important purchases for official use of property on which such duties and taxes have been charged or are chargeable, Member States will whenever possible make the appropriate administrative arrangements for the remission or return of the amount of duty or tax.

ARTICLE 11

1. No censorship shall be applied to the official correspondence and other official communications of the Organisation.

2. The Organisation shall have the right to use codes and to despatch and receive correspondence by courier or in sealed bags, which shall have the same immunities and privileges as diplomatic couriers and bags.

3. Nothing in this Article shall be construed to preclude the adoption of appropriate security precautions to be determined by agreement between a Member State and the Council acting on behalf of the Organisation.

PART III

Representatives of Member States

ARTICLE 12

Every person designated by a Member State as its principal permanent representative to the Organisation in the territory of another Member State, and such members of his official staff resident in that territory as may be agreed between the State which has designated them and the Organisation and between the Organisation and the State in which they will be resident, shall enjoy the immunities and privileges accorded to diplomatic representatives and their official staff of comparable rank.

ARTICLE 13

1. Any representative of a Member State to the Council or any of its subsidiary bodies who is not covered by Article 12 shall, while present in the territory of another Member State for the discharge of his duties, enjoy the following privileges and immunities:

- (a) the same immunity from personal arrest or detention as that accorded to diplomatic personnel of comparable rank;
- (b) in respect of words spoken or written and of acts done by him in his official capacity, immunity from legal process;
- (c) inviolability for all papers and documents;

- (d) the right to use codes and to receive and send papers or correspondence by courier or in sealed bags;
- (e) the same exemption in respect of himself and his spouse from immigration restrictions, aliens registration and national service obligations as that accorded to diplomatic personnel of comparable rank;
- (f) the same facilities in respect of currency or exchange restrictions as are accorded to diplomatic personnel of comparable rank;
- (g) the same immunities and facilities in respect of his personal baggage as are accorded to diplomatic personnel of comparable rank;
- (h) the right to import free of duty his furniture and effects at the time of first arrival to take up his post in the country in question, and, on the termination of his functions in that country, to re-export such furniture and effects free of duty, subject in either case to such conditions as the Government of the country in which the right is being exercised may deem necessary;
- (i) the right to import temporarily free of duty his private motor vehicle for his own personal use and subsequently to re-export such vehicle free of duty, subject in either case to such conditions as the Government of the country concerned may deem necessary.

2. Where the legal incidence of any form of taxation depends upon residence, a period during which a representative to whom this Article applies is present in the territory of another Member State for the discharge of his duties shall not be considered as a period of residence. In particular, he shall be exempt from taxation on his official salary and emoluments during such periods of duty.

3. In this Article «representative» shall be deemed to include all representatives, advisers and technical experts of delegations. Each Member State shall communicate to the other Member States concerned, if they so request, the names of its representatives to whom this Article applies and the probable duration of their stay in the territories of such other Member States.

ARTICLE 14

Official clerical staff accompanying a representative of a Member State who are not covered by Articles 12 or 13 shall, while present in the territory of another Member State for the discharge of their duties, be accorded the privileges and immunities set out in paragraph 1 (b), (c), (e), (f), (h) and (i) and paragraph 2 of Article 13.

ARTICLE 15

Privileges and immunities are accorded to the representatives of Member States and their staffs not for the personal benefit of the individuals themselves, but in order to safeguard the independent exercise of their functions in connection with the North Atlantic Treaty. Consequently, a Member State not only has the right, but is under a duty to waive the immunity of its representatives and members of their staffs in any case where, in its opinion, the immunity would impede the course of justice and can be waived without prejudice to the purposes for which the immunity is accorded.

ARTICLE 16

The provisions of Articles 12 to 14 above shall not require any State to grant any of the privileges or im-

munities referred to therein to any person who is its national or to any person as its representative or as a member of the staff of such representative.

PART IV

International Staff and Experts on Missions for the Organisation

ARTICLE 17

The categories of officials of the Organisation to which Articles 18 to 20 apply shall be agreed between the Chairman of the Council Deputies and each of the Member States concerned. The Chairman of the Council Deputies shall communicate to the Member States the names of the officials included in these categories.

ARTICLE 18

Officials of the Organisation agreed upon under Article 17 shall:

- (a) be immune from legal process in respect of words spoken or written and of acts done by them in their official capacity and within the limits of their authority;
- (b) be granted, together with their spouses and members of their immediate families residing with and dependent on them, the same immunities from immigration restrictions and aliens' registration as is accorded to diplomatic personnel of comparable rank;
- (c) be accorded the same facilities in respect of currency or exchange restrictions as are accorded to diplomatic personnel of comparable rank;
- (d) be given, together with their spouses and members of their immediate families residing with and dependent on them, the same repatriation facilities in time of international crisis as are accorded to diplomatic personnel of comparable rank;
- (e) have the right to import free of duty their furniture and effects at the time of first arrival to take up their post in the country in question, and, on the termination of their functions in that country, to re-export such furniture and effects free of duty, subject in either case to such conditions as the Government of the country in which the right is being exercised may deem necessary;
- (f) have the right to import temporarily free of duty their private motor vehicles for their own personal use and subsequently to re-export such vehicles free of duty, subject in either case to such conditions as the Government of the country concerned may deem necessary.

ARTICLE 19

Officials of the Organisation agreed under Article 17 shall be exempt from taxation on the salaries and emoluments paid to them by the Organisation in their capacity as such officials. Any Member State may, however, conclude an arrangement with the Council acting on behalf of the Organisation whereby such Member State will employ and assign to the Organisation all of its nationals (except, if such Member State so desires, any not ordinarily resident within its territory) who are to serve on the international staff of the Organisation and pay the salaries and emoluments of such persons from its own funds at a scale fixed by it. The salaries

and emoluments so paid may be taxed by such Member State but shall be exempt from taxation by any other Member State. If such an arrangement is entered into by any Member State and is subsequently modified or terminated, Member States shall no longer be bound under the first sentence of this Article to exempt from taxation the salaries and emoluments paid to their nationals.

ARTICLE 20

In addition to the immunities and privileges specified in Articles 18 and 19, the Executive Secretary of the Organisation, the Co-ordinator of North Atlantic Defence Production, and such other permanent officials of similar rank as may be agreed between the Chairman of the Council Deputies and the Governments of Member States, shall be accorded the privileges and immunities normally accorded to diplomatic personnel of comparable rank.

ARTICLE 21

1. Experts (other than officials coming within the scope of Articles 18 to 20) employed on missions on behalf of the Organisation shall be accorded the following privileges and immunities so far as is necessary for the effective exercise of their functions while present in the territory of a Member State for the discharge of their duties:

- (a) immunity from personal arrest or detention and from seizure of their personal baggage;
- (b) in respect of words spoken or written or acts done by them in the performance of their official functions for the Organisation, immunity from legal process;
- (c) the same facilities in respect of currency or exchange restrictions and in respect of their personal baggage as are accorded to officials of foreign Governments on temporary official missions;
- (d) inviolability for all papers and documents relating to the work on which they are engaged for the Organisation.

2. The Chairman of the Council Deputies shall communicate to the Member States concerned the names of any experts to whom this Article applies.

ARTICLE 22

Privileges and immunities are granted to officials and experts in the interests of the Organisation and not for the personal benefit of the individuals themselves. The Chairman of the Council Deputies shall have the right and the duty to waive the immunity of any official or expert in any case where, in his opinion, the immunity would impede the course of justice and can be waived without prejudice to the interests of the Organisation.

ARTICLE 23

The provisions of Articles 18, 20 and 21, above shall not require any State to grant any of the privileges or immunities referred to therein to any person who is its national, except:

- (a) immunity from legal process in respect of words spoken or written or acts done by him in the performance of his official functions for the Organisation;
- (b) inviolability for all papers and documents relating to the work on which he is engaged for the Organisation;
- (c) facilities in respect of currency or exchange restrictions so far as necessary for the effective exercise of his functions.

PART V

Settlement of Disputes

ARTICLE 24

The Council shall make provision for appropriate modes of settlement of:

- (a) disputes arising out of contracts or other disputes of a private character to which the Organisation is a party;
- (b) disputes involving any official or expert of the Organisation to whom Part IV of this Agreement applies who by reason of his official position enjoys immunity, if immunity has not been waived in accordance with the provisions of Article 22.

PART VI

Supplementary Agreements

ARTICLE 25

The Council acting on behalf of the Organisation may conclude with any Member State or States supplementary agreements modifying the provisions of the present Agreement, so far as that State or those States are concerned.

PART VII

Final Provisions

ARTICLE 26

1. The present Agreement shall be open for signature by Member States of the Organisation and shall be subject to ratification. Instruments of ratification shall be deposited with the Government of the United States of America, which will notify all signatory States of each such deposit.

2. As soon as six signatory States have deposited their instruments of ratification, the present Agreement shall come into force in respect of those States. It shall come into force in respect of each other signatory State, on the date of the deposit of its instrument of ratification.

ARTICLE 27

The present Agreement may be denounced by any Contracting State by giving written notification of denunciation to the Government of the United States of America, which will notify all signatory States of each such notification. The denunciation shall take effect one year after the receipt of the notification by the Government of the United States of America.

In witness whereof the undersigned plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Done in Ottawa this twentieth day of September, 1951, in French and in English, both texts being equally authoritative, in a simple copy which shall be deposited in the archives of the Government of the United States of America which will transmit a certified copy to each of the signatory States.

For the Kingdom of Belgium:

A. de Staercke.

For Canada:

L. D. Wilgress.

For the Kingdom of Denmark:

Steensen-Leth.

For France:

Hervé Alphand.

For Iceland:

Gunnlauger Pétursson.

For Italy:

A. Rossi-Longhi.

For the Grand Duchy of Luxembourg:

A. Clasen.

For the Kingdom of the Netherlands:

A. W. L. Tjarda van Starkenborgh-Stachouwer.

For the Kingdom of Norway:

Dag Bryn.

For Portugal:

Reserving the non-application of Article 6 in case of expropriation.

R. Ennes Ulrich.

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

F. R. Hoyer Millar.

For the United States of America:

Charles M. Spofford.

Convenção sobre o Estatuto da Organização do Tratado do Atlântico Norte, Representantes Nacionais e Pessoal Internacional

Os Estados signatários da presente Convenção, Considerando necessário que a Organização do Tratado do Atlântico Norte, o seu pessoal internacional e os representantes dos Estados membros que assistem às suas reuniões beneficiem do presente estatuto, para exercer a suas funções e desempenhar a sua missão, Convencionam o seguinte:

TÍTULO I

Generalidades

ARTIGO 1

Na presente Convenção,

- a) «A Organização» designa a Organização do Tratado do Atlântico Norte, constituída pelo Conselho e organismos dependentes;
- b) «O Conselho» significa o Conselho previsto no artigo 9 do Tratado do Atlântico Norte e os Suplentes do Conselho;
- c) «Organismos dependentes» designa qualquer outro organismo, comissão ou serviço criados pelo Conselho ou colocados sob a sua autoridade, com excepção daqueles a que a presente Convenção não é aplicável em virtude do disposto no artigo 2;
- d) «Presidente dos Suplentes do Conselho» designa também o Vice-Presidente, na ausência do primeiro e actuando em seu lugar.

ARTIGO 2

A presente Convenção não é aplicável aos quartéis-generais criados em execução do Tratado do Atlântico Norte, nem aos outros organismos militares, a menos que o Conselho decida em contrário.

ARTIGO 3

A Organização e os Estados membros colaborarão permanentemente para facilitar a boa administração da justiça, assegurar a observância dos regulamentos de polícia e evitar quaisquer abusos a que poderiam dar ensejo os privilégios e imunidades definidos pela presente Convenção. No caso de um Estado membro entender que as imunidades ou os privilégios conferidos pela Convenção deram lugar a abusos, a Organização e o referido Estado ou Estados interessados conjugar-se-ão com vista a determinar se houve efectivamente abuso e, em caso afirmativo, a tomar as necessárias medidas para evitar a sua repetição. Independentemente do estabelecido neste artigo ou em qualquer outra disposição da presente Convenção, quando qualquer Estado membro entenda que uma pessoa abusou do seu privilégio de residência ou qualquer outro privilégio ou imunidade conferidos por esta Convenção, pode exigir que essa pessoa se retire do seu território.

TÍTULO II

A Organização

ARTIGO 4

A Organização tem personalidade jurídica; tem capacidade para contratar, adquirir e alienar bens mobiliários e imobiliários, assim como para ser parte em juízo.

ARTIGO 5

A Organização, os seus bens e haveres, quem quer que seja o seu detentor e onde quer que se encontrem, gozam de imunidade de jurisdição, salvo na medida em que o Presidente dos Suplentes do Conselho, actuando em nome da Organização, tenha expressamente renunciado, num caso particular, a essa imunidade. No entanto, entender-se-á que a renúncia nunca poderá aplicar-se a medidas compulsórias e de execução.

ARTIGO 6

As instalações da Organização são invioláveis. Os seus bens, onde quer que se encontrem e seja quem for o seu detentor, estão isentos de busca, requisição, confisco, expropriação ou qualquer outra forma coerciva.

ARTIGO 7

São invioláveis, onde quer que se encontrem, os arquivos da Organização e, de maneira geral, todos os documentos que lhe pertençam ou estejam na sua posse.

ARTIGO 8

1. A Organização pode, sem dependência de qualquer fiscalização, regulamentação ou moratória financeiras:

- a) Estar na posse de quaisquer divisas e ter contas em qualquer espécie de moeda;
- b) Transferir livremente os seus fundos, dum país para outro ou no interior de qualquer país, e converter as divisas na sua posse em qualquer outra moeda, ao câmbio oficial mais favorável para venda ou para compra, segundo os casos.

2. No exercício dos direitos previstos no parágrafo 1 deste artigo, a Organização terá em conta todas as premissões dum Estado membro e dar-lhes-á seguimento na medida do possível.

ARTIGO 9

A Organização, os seus haveres, rendimentos e outros bens são:

- a) Isentos de qualquer imposto directo; a Organização não pedirá contudo isenção de impostos que se limitem a constituir simples remuneração de serviços de utilidade pública;
- b) Isentos de quaisquer direitos alfandegários e restrições quantitativas à importação e à exportação sobre mercadorias importadas ou exportadas por ela para seu uso oficial; as mercadorias assim importadas em regime de isenção não serão cedidas a título oneroso ou gratuito no território do país em que tiverem entrado, a menos que o sejam em condições aprovadas pelo Governo desse país;
- c) Isentos de quaisquer direitos alfandegários e de quaisquer restrições quantitativas à importação e à exportação, no que diz respeito às suas publicações.

ARTIGO 10

Embora a Organização não reivindique, em princípio, a isenção de impostos indirectos e taxas sobre a venda de bens mobiliários e imobiliários, compreendidos nos preços a pagar, quando a Organização tenha de efectuar, para seu uso oficial, aquisições importantes, cujos preços incluam impostos e taxas de tal natureza, os Estados membros tomarão, sempre que possível, as disposições administrativas apropriadas para a reposição ou o reembolso desses impostos e taxas.

ARTIGO 11

1. A correspondência e as demais comunicações oficiais da Organização não podem ser censuradas.

2. A Organização tem o direito de utilizar códigos, expedir e receber correspondência por correios especiais ou por malas seladas, que gozam das mesmas imunidades e privilégios que as malas e correios diplomáticos.

3. As disposições do presente artigo não impedem o Conselho, actuando em nome da Organização ou qualquer Estado membro, de adoptar de comum acordo medidas de segurança apropriadas.

TÍTULO III

Representantes dos Estados membros

ARTIGO 12

A pessoa designada por um Estado membro como seu representante principal permanente junto da Organização, bem como as pessoas que o acompanhem a título oficial e residam no território de outro Estado membro, beneficiam das imunidades e privilégios concedidos aos representantes diplomáticos e seu pessoal oficial de categoria equivalente, de harmonia com o acordo entre o Estado a que pertençam e a Organização e entre a Organização e o Estado em que residam.

ARTIGO 13

1. Qualquer representante dum Estado membro junto do Conselho ou de um dos seus organismos de-

pendentes, não compreendido no artigo 12, usufrui dos privilégios e imunidades seguintes, durante a sua permanência no território de outro Estado membro para o exercício das suas funções:

- a) Imunidade de prisão ou de detenção idêntica à concedida aos agentes diplomáticos de categoria comparável;
- b) Imunidade de jurisdição, no que se refere aos actos praticados na sua qualidade oficial, abrangendo a palavra escrita ou falada;
- c) Inviolabilidade de quaisquer papéis e documentos;
- d) Direito de usar códigos e de receber e enviar documentos ou correspondência por correio ou por malas seladas;
- e) Isenção, pessoal e para o respectivo cônjuge, nos termos da concedida aos agentes diplomáticos de categoria comparável, de quaisquer medidas restritivas sobre imigração, quaisquer formalidades de registo de estrangeiros e quaisquer obrigações de serviço nacional;
- f) Facilidades, no referente a regulamentações monetárias ou cambiais, idênticas às concedidas aos agentes diplomáticos de categoria comparável;
- g) Facilidades e imunidades, no referente às suas bagagens pessoais, idênticas às concedidas aos agentes diplomáticos de categoria equivalente;
- h) Autorização de importar, com isenção de direitos, mobiliário e objectos de uso pessoal, quando da sua entrada em funções no referido Estado, e autorização, ao cessar as suas funções no dito Estado, de reexportar, com isenção de direitos, o referido mobiliário e objectos de uso pessoal, sob reserva, num e noutro caso, das condições julgadas necessárias pelo Governo do país em que essa faculdade é exercida;
- i) Autorização de importar temporariamente, com isenção de direitos, o seu automóvel particular destinado a uso pessoal, e de o reexportar, livre de direitos, sob reserva, num e noutro caso, das condições julgadas necessárias pelo Governo do país onde exerce as suas funções.

2. Quando a sujeição a qualquer imposto dependa da residência, o período no decurso do qual o representante a que se refere o presente artigo se encontra no território doutro Estado membro, no exercício das suas funções, não será considerado período de residência. Designadamente, os seus vencimentos oficiais e emolumentos são isentos de impostos durante esse período.

3. Para os efeitos deste artigo, o termo «representantes» compreende todos os representantes, conselheiros e peritos técnicos das delegações. Cada Estado membro comunicará aos outros Estados membros interessados, se estes o pedirem, os nomes dos seus representantes a quem se aplica o presente artigo, assim como a duração provável da sua permanência no território dos ditos Estados.

ARTIGO 14

O pessoal oficial de secretaria, não compreendido nos artigos 12 e 13, que acompanhe o representante dum Estado membro, beneficia, no desempenho das suas funções, dos privilégios e imunidades previstos no parágrafo 1, alíneas b), c), e), f), h) e i), e no parágrafo 2 do artigo 13, durante a sua permanência no território doutro Estado membro.

ARTIGO 15

Estes privilégios e imunidades são concedidos aos representantes dos Estados membros e ao seu pessoal, não para sua própria vantagem, mas para assegurar com toda a independência o exercício das suas funções relacionadas com o Tratado do Atlântico Norte. Por consequência, um Estado membro não tem somente o direito mas também o dever de suspender a imunidade dos seus representantes e dos membros do seu pessoal em todos os casos em que, no seu parecer, a imunidade possa impedir a administração da justiça e possa ser suspensa sem prejuízo dos fins para que é concedida.

ARTIGO 16

As disposições dos artigos 12 e 14 não vinculam nenhum dos Estados a conceder qualquer dos privilégios e imunidades neles previstos a súditos seus ou aos seus representantes e respectivo pessoal oficial.

TITULO IV

Pessoal internacional e peritos ao serviço da Organização

ARTIGO 17

As categorias de funcionários a que se aplicam os artigos 18 a 20 serão objecto de acordo entre o Presidente dos Suplentes do Conselho e cada um dos Governos dos Estados membros interessados. O Presidente dos Suplentes do Conselho comunicará aos Estados membros os nomes dos funcionários incluídos nestas categorias.

ARTIGO 18

Os funcionários da Organização compreendidos no artigo 17:

- a) Gozarão de imunidade de jurisdição no que se refere aos actos praticados na sua qualidade oficial e dentro dos limites da sua autoridade, considerando-se abrangidos naqueles actos a palavra escrita e falada;
- b) Usufruirão dos mesmos privilégios que os agentes diplomáticos de categoria equivalente, quanto às disposições limitativas de imigração e às formalidades de registo de estrangeiros, assim como suas esposas e parentes próximos consigo residentes ou a seu cargo;
- c) Beneficiarão dos mesmos privilégios que os agentes diplomáticos de categoria equiparada no que se refere a regulamentações monetárias de câmbio;
- d) Gozarão, em período de crise internacional, das mesmas facilidades de repatriação que os agentes diplomáticos de categoria equiparada, assim como suas esposas e parentes próximos consigo residentes e a seu cargo;
- e) Fruirão da faculdade de importar, livres de direitos, o seu mobiliário e objectos de uso pessoal ao entrar pela primeira vez no país em que vão exercer as suas funções e, na ocasião de cessarem as suas funções no dito país, de reexportar, livres de direitos, esse mobiliário e objectos de uso pessoal, sob reserva, num e noutro caso, das condições julgadas necessárias pelo Governo do país em que essa faculdade é exercida;
- f) Gozarão do direito de importar temporariamente, livres de direitos, os seus automóveis particulares destinados a uso pessoal e de os reexportar depois, também livres de direitos, sob reserva, num e noutro caso, das condições julgadas necessárias pelo Governo do país em causa.

ARTIGO 19

Os funcionários da Organização compreendidos no artigo 17 serão isentos de impostos sobre os vencimentos e emolumentos que lhes forem pagos pela Organização na qualidade de funcionários desta. Todavia, um Estado membro e o Conselho, actuando em nome da Organização, poderão concluir acordos que permitam àquele Estado recrutar e afectar à Organização os seus próprios nacionais, que devem fazer parte do pessoal internacional desta, com excepção, se esse Estado membro o desejar, de qualquer nacional que não resida habitualmente no seu território. O referido Estado membro pagará, em tal hipótese, os salários e emolumentos das pessoas em questão pelos seus próprios fundos, conforme tabela que determinará. Estes salários e emolumentos poderão ser objecto de imposto pelo Estado membro em questão, mas não poderão sê-lo por outro Estado membro. Se um acordo desta natureza, firmado por um Estado membro, for ulteriormente alterado ou denunciado, os Estados membros não poderão ser obrigados, com base na primeira cláusula deste artigo, a isentar de imposto os salários e emolumentos pagos aos seus próprios súbditos.

ARTIGO 20

Além dos privilégios e imunidades especificadas nos artigos 18 e 19, beneficiam dos privilégios e imunidades normalmente concedidos aos agentes diplomáticos de categoria equiparada o Secretário Executivo da Organização, o Coordenador da Produção de Defesa do Atlântico Norte e qualquer outro funcionário oficial permanente de categoria idêntica, em relação ao qual se tenha firmado acordo entre o Presidente dos Suplentes do Conselho e os Governos dos Estados membros.

ARTIGO 21

Os peritos (que não sejam funcionários compreendidos nos artigos 18 a 20), no desempenho de missões da Organização, gozam, no território dum Estado membro e na medida em que tal for necessário para o exercício eficaz das suas funções, dos seguintes privilégios e imunidades:

- a) Imunidade de prisão ou de detenção e de apreensão das suas bagagens pessoais;
- b) Imunidade de jurisdição no que se refere aos actos praticados no exercício das suas funções oficiais, neles se abrangendo tanto a palavra escrita como a falada;
- c) Facilidades idênticas às concedidas aos funcionários de Governos estrangeiros em missões oficiais temporárias, no que se refere às restrições monetárias e de câmbio e às suas bagagens pessoais;
- d) Inviolabilidade de quaisquer papéis e documentos relativos a assuntos de que tenham sido encarregados pela Organização.

O Presidente dos Suplentes do Conselho comunicará aos Estados membros interessados os nomes dos peritos a quem se aplique este artigo.

ARTIGO 22

Estes privilégios e imunidades são concedidos aos funcionários e peritos no interesse da Organização, e não para sua vantagem pessoal. O Presidente dos Suplentes do Conselho terá não só o direito mas também o dever de suspender a imunidade concedida a esses funcionários ou peritos sempre que, em seu entender, tal imunidade impeça a boa administração da justiça, sem prejuízo dos interesses da Organização.

ARTIGO 23

As disposições dos artigos 18, 20 e 21 não podem obrigar um Estado a conceder a um dos seus nacionais qualquer dos privilégios e imunidades previstos nesses artigos, excepto:

- a) Imunidade de jurisdição no que respeita aos actos praticados no exercício das suas funções oficiais, neles se abrangendo tanto a palavra escrita como falada;
- b) Inviolabilidade de quaisquer papéis e documentos relativos a assuntos de que tenham sido encarregados pela Organização;
- c) Facilidades no que se refere a regulamentos aplicáveis em matéria de fiscalização de câmbios, na medida necessária para o exercício eficaz das suas funções.

TÍTULO V

Solução de litígios

ARTIGO 24

O Conselho tomará todas as medidas convenientes para proceder à solução:

- a) Dos litígios decorrentes de contratos ou quaisquer outros litígios de carácter privado em que a Organização seja parte;
- b) Dos litígios em que estiver implicado um dos funcionários ou peritos da Organização compreendidos no Título IV do presente Acordo, que beneficiem dumã imunidade em razão das suas funções oficiais, salvo se esta imunidade tiver sido suspensa nos termos do artigo 22.

TÍTULO VI

Acordos complementares

ARTIGO 25

O Conselho, agindo em nome da Organização, pode firmar com um ou vários Estados membros da Organização acordos complementares, adaptando as disposições da presente Convenção às particularidades desse ou desses Estados.

TÍTULO VII

Disposições finais

ARTIGO 26

1. A presente Convenção, uma vez submetida à assinatura dos Estados membros da Organização, ficará sujeita a ratificação. Os instrumentos de ratificação serão depositados junto do Governo dos Estados Unidos da América, que informará desse depósito todos os Estados signatários.

2. Logo que seis Estados signatários tenham depositado os seus instrumentos de ratificação, a presente Convenção entrará em vigor quanto a esses Estados. Em relação a cada um dos outros Estados signatários, começará a vigorar a partir da data do depósito do respectivo instrumento de ratificação.

ARTIGO 27

A presente Convenção poderá ser denunciada por qualquer Parte Contratante por meio de notificação escrita de denúncia dirigida ao Governo dos Estados Unidos da América, que informará todos os Estados signatários dessa notificação. A denúncia produzirá

efeitos um ano depois de o Governo dos Estados Unidos da América ter recebido a respectiva notificação.

Em fé do que os Plenipotenciários abaixo designados, devidamente autorizados para esse efeito, assinaram o presente Acordo.

Feito em Ottawa, aos 20 de Setembro de 1951, em francês e em inglês, fazendo os dois textos igualmente fé, num único exemplar, que será depositado nos arquivos do Governo dos Estados Unidos da América, que enviará cópias devidamente autenticadas a todos os países signatários.

Pelo Reino da Bélgica:

A. de Staercke.

Pelo Canadá:

L. D. Wilgress.

Pelo Reino da Dinamarca:

Steenzen-Leth.

Pela França:

Hervé Alphand.

Pela Islândia:

Gunnlauger Petursson.

Pela Itália:

A. Rossi Longhi.

Pelo Grão-Ducado do Luxemburgo:

A. Clasen.

Pelo Reino da Holanda:

A. W. L. Tjarda van Starckenborgh-Stachouwer.

Pelo Reino da Noruega:

Dag Bryn.

Por Portugal:

Sob reserva de não aplicação do artigo 6 em caso de expropriação.

R. Ennes Ulrich.

Pelo Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte:

F. R. Hoysr Millar.

Pelos Estados Unidos da América:

Charles M. Spofford.

Protocole sur le Statut des Quartiers Généraux Militaires Internationaux créés en vertu du Traité de l'Atlantique Nord

Les Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord signé à Washington le 4 avril 1949,

Considérant que des Quartiers Généraux militaires internationaux pourront être établis sur leurs territoires par accords particuliers conclus en vertu du Traité de l'Atlantique Nord,

Désireux de définir le statut de ces Quartiers Généraux et du personnel y appartenant, lorsqu'ils se trouvent dans la région du Traité de l'Atlantique Nord,

Sont convenus du présent Protocole à la Convention sur le statut de leurs forces, signée à Londres le 19 juin 1951:

ARTICLE 1

Dans le présent Protocole:

- (a) Par «Convention», on entend la Convention signée à Londres le 19 juin 1951 par les Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces;
- (b) Par «Quartier Général Suprême», on entend le Quartier Général Suprême des Forces Alliées en Europe, le Quartier Général Suprême des Forces Alliées de l'Atlantique et tout autre Quartier Général équivalent institué en vertu du Traité de l'Atlantique Nord;
- (c) Par «Quartier Général Interallié», on entend tout Quartier Général Suprême et tout Quartier Général militaire international créé en vertu du Traité de l'Atlantique Nord et directement subordonné à un Quartier Général Suprême;
- (d) Par «Conseil de l'Atlantique Nord», on entend le Conseil institué en vertu de l'article 9 du Traité de l'Atlantique Nord, ou chacun des organismes subsidiaires autorisés à agir en son nom.

ARTICLE 2

Sous réserve des dispositions ci-après du présent Protocole, la Convention s'appliquera aux Quartiers Généraux Interalliés établis sur le territoire d'un Etat Partie au présent Protocole dans la zone du Traité de l'Atlantique Nord, ainsi qu'au personnel militaire et civil de ces Quartiers Généraux et aux personnes à charge de ce personnel, compris dans les définitions des alinéas (a), (b) et (c) du paragraphe 1 de l'article 3 du présent Protocole, lorsque ce personnel se trouve sur l'un des territoires visés ci-dessus pour l'exécution du service ou, dans le cas des personnes à charge, pour les besoins du service du conjoint ou du parent.

ARTICLE 3

1. Pour l'application de la Convention à un Quartier Général Interallié, les expressions «force», «élément civil» et «personne à charge», chaque fois qu'elles figurent dans la Convention, ont la signification suivante:

- (a) Par «force», on entend le personnel affecté à un Quartier Général Interallié et qui appartient aux Armées de terre, de mer ou de l'air de tout Etat Partie au Traité de l'Atlantique Nord;
- (b) Par «élément civil», on entend le personnel civil qui n'est ni apatride, ni national d'un Etat non Partie au Traité de l'Atlantique Nord, non plus que national de l'Etat de séjour, ni une personne qui a sa résidence habituelle dans cet Etat, et (i) qui est affecté au Quartier Général Interallié et employé par l'une des Forces armées de l'un des Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord, ou (ii) qui appartient à certaines catégories de personnel civil employé par le Quartier Général Interallié arrêtées par le Conseil de l'Atlantique Nord;
- (c) Par «personne à charge», on entend le conjoint d'un membre d'une force ou d'un élément civil définis aux alinéas (a) et (b) du

présent paragraphe ou les enfants qui sont à leur charge.

2. Un Quartier Général Interallié est considéré comme une force pour l'application de l'article II, du paragraphe 2 de l'article V, du paragraphe 10 de l'article VII, des paragraphes 2, 3, 4, 7 et 8 de l'article IX, et de l'article XIII de la Convention.

ARTICLE 4

Les droits et obligations que la Convention confère ou impose à un Etat d'origine ou à ses autorités au sujet de ses forces, de ses éléments civils ou de leurs personnes à charge, seront, en ce qui concerne les Quartiers Généraux Interalliés, leur personnel et les personnes à charge de ce personnel auxquels s'applique la Convention en vertu de l'article 2 du présent Protocole, conférés ou dévolus au Quartier Général Suprême approprié et aux autorités qui en relèvent, sous les réserves ci-après:

- (a) le droit qui est donné par l'article VII de la Convention aux autorités militaires de l'Etat d'origine d'exercer les pouvoirs de juridiction pénale et disciplinaire est conféré aux autorités militaires de l'Etat dont la loi militaire s'applique éventuellement à la personne intéressée;
- (b) les obligations imposées à l'Etat d'origine ou à ses autorités par l'article II, par le paragraphe 4 de l'article III, par les paragraphes 5 (a) et 6 (a) de l'article VII, par les paragraphes 9 et 10 de l'article VIII et par l'article XIII de la Convention incombent à la fois au Quartier Général Interallié et à l'Etat dont les forces armées, ou tout membre ou employé de ces forces armées, ou la personne à charge de ce membre ou employé sont en cause;
- (c) pour l'application des paragraphes 2 (a) et 5 de l'article III et de l'article XIV de la Convention, et dans le cas des membres d'une force ou des personnes à leur charge, l'Etat d'origine est l'Etat aux forces armées duquel ce membre appartient, ou, dans le cas de membres d'un élément civil ou de personnes à leur charge, l'Etat par les forces armées duquel ce membre est employé;
- (d) les obligations imposées à l'Etat d'origine en vertu des paragraphes 6 et 7 de l'article VIII de la Convention incombent à l'Etat aux forces armées duquel appartient la personne dont l'acte ou la négligence a été à l'origine de la demande d'indemnité, ou, dans le cas d'un membre d'un élément civil, à l'Etat par les forces armées duquel il est employé, ou, à défaut d'un tel Etat, au Quartier Général Interallié auquel la personne en question appartient.

Pour la désignation d'un arbitre, en application du paragraphe 8 de l'article VIII, les droits de l'Etat d'origine sont exercés à la fois par le Quartier Général Interallié intéressé, et par l'Etat auquel incombent, le cas échéant, les obligations définies par le présent paragraphe.

ARTICLE 5

Tout membre d'un Quartier Général Interallié doit être porteur d'une carte d'identité personnelle, délivrée par ce Quartier Général, munie d'une photographie et

mentionnant les nom, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité, rang ou grade, numéro matricule s'il y a lieu, et la durée de validité de la carte. Cette carte doit être produite à toute réquisition.

ARTICLE 6

1. L'obligation de renoncer à toute demande d'indemnité imposée aux Parties Contractantes en vertu de l'article VIII de la Convention s'applique à la fois aux Quartiers Généraux Interalliés et à tout Etat Partie au présent Protocole intéressés.

2. Pour l'application des paragraphes 1 et 2 de l'article VIII de la Convention:

- (a) Sont considérés comme biens appartenant à la Partie Contractante et utilisés par ses forces armées tous biens appartenant à un Quartier Général Interallié ou tous biens d'un Etat Partie au présent Protocole utilisés par un Quartier Général Interallié;
- (b) Est considéré comme dommage causé par un membre des forces armées de la Partie Contractante ou par un employé de ces forces, tout dommage causé par un membre d'une force ou d'un élément civil, tels qu'ils sont définis au paragraphe 1 de l'article 3 du présent Protocole, ou par tout autre employé d'un Quartier Général Interallié;
- (c) Les dispositions du paragraphe 3 de l'article VIII de la Convention s'appliquent à un Quartier Général Interallié considéré comme «Partie Contractante» aux termes dudit paragraphe.

3. Les demandes d'indemnités visées au paragraphe 5 de l'article VIII de la Convention comprendront les demandes d'indemnité (autres que celles résultant de l'application d'un contrat et que celles auxquelles les paragraphes 6 et 7 de cet article sont applicables) du chef d'actes ou de négligences d'un employé du Quartier Général Interallié, ou de tout autre acte, négligence ou incident dont un Quartier Général Interallié est légalement responsable et qui ont causé, sur le territoire d'un Etat de séjour, des dommages à un tiers autre que l'une des Parties au présent Protocole.

ARTICLE 7

1. L'exonération d'impôts accordée en vertu de l'article X de la Convention aux membres d'une force ou d'un élément civil en ce qui concerne leurs traitements et émoluments s'applique, dans le cas du personnel d'un Quartier Général Interallié répondant aux définitions données dans les paragraphes 1 (a) et (b) (i) de l'article 3 du présent Protocole, aux traitements et émoluments qui leur sont payés en cette qualité par la force armée à laquelle ils appartiennent ou par laquelle ils sont employés, sous réserve toutefois que l'exonération accordée en vertu de ce paragraphe aux membres ou employés en question ne s'applique pas à l'impôt mis en recouvrement par le pays dont ils ont la nationalité.

2. Les employés d'un Quartier Général Interallié appartenant aux catégories arrêtées par le Conseil de l'Atlantique Nord sont exonérés de l'impôt sur les traitements et émoluments qui leur sont versés en cette qualité par le Quartier Général Interallié. Toutefois, une Partie au présent Protocole pourra conclure avec le Quartier Général intéressé des arrangements permettant à ladite Partie de recruter et d'affecter au Quartier Général intéressé ses propres ressortissants (exception faite, si cette Partie le désire, de tout ressortissant ne résidant pas habituellement sur son territoire), devant faire partie du personnel du Quartier Général. Elle

paiera dans ce cas les traitements et émoluments des dites personnes sur ses propres fonds, selon un barème déterminé par elle. Ces traitements et émoluments pourront faire l'objet d'une imposition de la part de la Partie en question mais ne pourront être imposés par une autre Partie. Si un arrangement de cette nature conclu par une des Parties au présent Protocole est par la suite modifié ou dénoncé, les Parties au présent Protocole ne seront plus obligées, en vertu de la première clause du présent paragraphe, d'exonérer de l'impôt les traitements et émoluments payés à leurs propres ressortissants.

ARTICLE 8

1. En vue de faciliter l'établissement, la construction, l'entretien et le fonctionnement des Quartiers Généraux Interalliés, ces Quartiers Généraux sont exonérés, dans toute la mesure du possible, des droits et taxes afférents aux dépenses supportées par eux dans l'intérêt de la défense commune et pour leur avantage officiel et exclusif, et chaque Partie au présent Protocole procédera à des négociations avec les Quartiers Généraux établis sur son territoire en vue de conclure un accord à cet effet.

2. Tout Quartier Général Interallié jouit des droits accordés à une force en vertu de l'article XI de la Convention et ce, dans les mêmes conditions.

3. Les dispositions prévues aux paragraphes 5 et 6 de l'article XI de la Convention ne s'appliquent pas aux nationaux de l'Etat de séjour, à moins que ces nationaux n'appartiennent aux forces armées d'un Etat Partie au présent Protocole autre que l'Etat de séjour.

4. L'expression «droits et taxes» employée dans cet article ne comprend pas les taxes perçues en rémunération de services rendus.

ARTICLE 9

Sauf en cas de décision contraire du Conseil de l'Atlantique Nord:

(a) Les avoirs acquis au moyen des fonds internationaux d'un Quartier Général Interallié sur son budget en capital qui cessent d'être nécessaires à ce Quartier Général seront liquidés dans le cadre d'arrangements approuvés par le Conseil de l'Atlantique Nord et le produit de cette liquidation sera réparti entre les Parties au Traité de l'Atlantique Nord ou porté à leur crédit au prorata de leurs contributions aux dépenses en capital de ce Quartier Général. L'Etat de séjour aura priorité pour acquérir toute propriété immobilière ainsi liquidée sur son territoire, à condition qu'il n'offre pas des conditions moins avantageuses que celles proposées par un tiers;

(b) Les terrains, bâtiments ou installations fixes mis à la disposition d'un Quartier Général Interallié par l'Etat de séjour sans aucune charge pour le Quartier Général (autre qu'une charge nominale) et cessant d'être nécessaires à ce Quartier Général, seront rendus à l'Etat de séjour, et toute plus ou moins-value des biens immobiliers fournis par l'Etat de séjour résultant de leur utilisation par ce Quartier Général sera déterminée par le Conseil de l'Atlantique Nord (prenant en considération toute loi de l'Etat de séjour applicable en l'occurrence) et répartie entre les Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord ou portée, soit à leur crédit, soit à leur débit, au prorata de leurs contributions aux dépenses en capital de ce Quartier Général.

ARTICLE 10

Chaque Quartier Général Suprême a la capacité juridique. Il a la capacité de contracter, d'acquérir et d'aliéner. Toutefois, l'Etat de séjour peut soumettre l'exercice de cette capacité à des accords particuliers entre lui-même et le Quartier Général Suprême ou tout Quartier Général subordonné agissant au nom du Quartier Général Suprême.

ARTICLE 11

1. Sous réserve des dispositions de l'article VIII de la Convention, un Quartier Général Suprême peut ester en justice, tant en demandant qu'en défendant. Toutefois, il pourra être convenu entre le Quartier Général Suprême ou tout Quartier Général Interallié subordonné autorisé par lui, d'une part, et l'Etat de séjour, d'autre part, que ce dernier lui sera subrogé devant les tribunaux de cet Etat pour l'exercice des actions auxquelles le Quartier Général sera Partie.

2. Aucune mesure d'exécution ou tendant soit à l'appréhension, soit à la description de biens ou fonds, ne peut être prise contre un Quartier Général Interallié, si ce n'est aux fins définies au paragraphe 6 (a) de l'article VII et à l'article XIII de la Convention.

ARTICLE 12

1. Pour le fonctionnement de son budget international, un Quartier Général Interallié peut détenir des devises quelconques et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie.

2. Les Parties au présent Protocole, à la demande d'un Quartier Général Interallié, faciliteront les transferts entre les pays des fonds de ce Quartier Général et la conversion de toute devise détenue par un Quartier Général Interallié en une autre devise quelconque lorsque ces opérations seront nécessaires pour répondre aux besoins d'un Quartier Général Interallié.

ARTICLE 13

Les archives et autres documents officiels d'un Quartier Général Interallié conservés dans les locaux affectés à ce Quartier Général ou détenus par tout membre de ce Quartier Général dûment autorisé sont inviolables sauf au cas où le Quartier Général aurait renoncé à cette immunité. A la demande de l'Etat de séjour et en présence d'un Représentant de cet Etat, le Quartier Général vérifiera la nature des documents, afin de constater s'ils sont couverts par l'immunité visée au présent article.

ARTICLE 14

1. Tout ou partie du présent Protocole ou de la Convention peut, par décision du Conseil de l'Atlantique Nord, être appliqué à tout Quartier Général militaire international ou à toute organisation militaire internationale (n'entrant pas dans les définitions figurant aux paragraphes (b) et (c) de l'article 1 du présent Protocole) institués en vertu du Traité de l'Atlantique Nord.

2. Lorsque la Communauté Européenne de Défense sera créée, le présent Protocole pourra être appliqué aux membres du personnel des Forces Européennes de Défense attachés à un Quartier Général Interallié et à leurs personnes à charge, dans des conditions à fixer par le Conseil de l'Atlantique Nord.

ARTICLE 15

Toute contestation entre les Parties à ce Protocole ou entre elles et un Quartier Général Interallié sur l'interprétation ou l'application du présent Protocole est réglée par négociations entre les Parties intéressées sans

recours à une juridiction extérieure. Sauf dans les cas où le présent Protocole ou la Convention contiennent une disposition contraire, les contestations qui ne peuvent pas être réglées par négociations directes sont portées devant le Conseil de l'Atlantique Nord.

ARTICLE 16

1. Les articles xv et xvii à xx de la Convention sont applicables dans le cas du présent Protocole comme s'ils en faisaient partie intégrante, mais dans des conditions telles que le présent Protocole pourra être révisé, suspendu, ratifié, signé, dénoncé ou reconduit conformément à ces dispositions indépendamment de la Convention.

2. Le présent Protocole pourra être complété par des accords bilatéraux entre l'État de séjour et un Quartier Général Suprême; les autorités d'un État de séjour et un Quartier Général Suprême pourront convenir de donner effet par des dispositions administratives, avant la ratification, à toute disposition du présent Protocole ou de la Convention que l'État de séjour aura décidé d'appliquer.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont signé le présent Protocole.

Fait à Paris, le 28 août 1952, en anglais et en français, les deux textes faisant également foi, en un simple exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des États-Unis d'Amérique. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en transmettra des copies authentiques à tous les États signataires et adhérents.

Pour le Royaume de Belgique:

André de Staercke.

Pour le Canada:

A. D. P. Heeney.

Pour le Royaume de Danemark:

Sandager Jeppesen.

Pour les États-Unis d'Amérique:

William H. Draper, Jr.

Pour la France:

Hervé Alphand.

Pour le Royaume de Grèce:

P. Pipinelis.

Pour l'Islande:

Gunnlaugur Petursson.

Pour l'Italie:

A. Rossi-Longhi.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg:

G. Heisbourg.

Pour le Royaume de Norvège:

S. Chr. Sommerfelt.

Pour le Royaume des Pays-Bas:

A. W. L. Tjarda van Starkenborgh Stachouwer.

Pour le Portugal:

H. Caldeira Queiroz.

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Fr. Hoyer Millar.

Pour la Turquie:

Taha Carin.

Protocol on the Status of International Military Headquarters set up pursuant to the North Atlantic Treaty

The Parties to the North Atlantic Treaty signed in Washington on 4th April, 1949,

Considering that international military Headquarters may be established in their territories, by separate arrangement, under the North Atlantic Treaty, and

Desiring to define the status of such Headquarters and of the personnel thereof within the North Atlantic Treaty area,

Have agreed to the present Protocol to the Agreement signed in London on 19th June, 1951, regarding the Status of their Forces:

ARTICLE 1

In the present Protocol the expression:

- (a) «the Agreement» means the Agreement signed in London on 19th June, 1951, by the Parties to the North Atlantic Treaty regarding the Status of their Forces;
- (b) «Supreme Headquarters» means Supreme Headquarters Allied Powers in Europe, Headquarters of the Supreme Allied Commander Atlantic and any equivalent international military Headquarters set up pursuant to the North Atlantic Treaty;
- (c) «Allied Headquarters» means any Supreme Headquarters and any international military Headquarters set up pursuant to the North Atlantic Treaty which is immediately subordinate to a Supreme Headquarters;
- (d) «North Atlantic Council» means the Council established by Article 9 of the North Atlantic Treaty or any of its subsidiary bodies authorised to act on its behalf.

ARTICLE 2

Subject to the following provisions of this Protocol, the Agreement shall apply to Allied Headquarters in the territory of a Party to the present Protocol in the North Atlantic Treaty area, and to the military and civilian personnel of such Headquarters and their dependents included in the definitions in sub-paragraphs (a), (b) and (c) of paragraph 1 of Article 3 of this Protocol, when such personnel are present in any such territory in connection with their official duties or, in the case of dependents, the official duties of their spouse or parent.

ARTICLE 3

1. For the purpose of applying the Agreement to an Allied Headquarters the expressions «force», «civilian component» and «dependent», wherever they occur in the Agreement, shall have the meanings set out below:

- (a) «force» means the personnel attached to the Allied Headquarters who belong to the land, sea or air armed services of any Party to the North Atlantic Treaty;

- (b) «civilian component» means civilian personnel who are not stateless persons, nor nationals of any State which is not a Party to the Treaty, nor nationals of, nor ordinarily resident in the receiving State, and who are (i) attached to the Allied Headquarters and in the employ of an armed service of a Party to the North Atlantic Treaty or (ii) in such categories of civilian personnel in the employ of the Allied Headquarters as the North Atlantic Council shall decide;
- (c) «dependent» means the spouse of a member of a force or civilian component, as defined in sub-paragraphs (a) and (b) of this paragraph, or a child of such member depending on him or her for support.

2. An Allied Headquarters shall be considered to be a force for the purposes of Article II, paragraph 2 of Article V, paragraph 10 of Article VII, paragraphs 2, 3, 4, 7 and 8 of Article IX, and Article XIII, of the Agreement.

ARTICLE 4

The rights and obligations which the Agreements gives to or imposes upon the sending State or its authorities in respect of its forces or their civilian components or dependents shall, in respect of an Allied Headquarters and its personnel and their dependents to whom the Agreement applies in accordance with Article 2 of the present Protocol, be vested in or attach to the appropriate Supreme Headquarters and the authorities responsible under it, except that

- (a) the right which is given by Article VII of the Agreement to the military authorities of the sending State to exercise criminal and disciplinary jurisdiction shall be vested in the military authorities of the State, if any, to whose military law the person concerned is subject;
- (b) the obligations imposed upon the sending State or its authorities by Article II, paragraph 4 of Article III, paragraphs 5 (a) and 6 (a) of Article VII, paragraphs 9 and 10 of Article VIII, and Article XIII, of the Agreement, shall attach both to the Allied Headquarters and to any State whose armed service, or any member or employee of whose armed service, or the dependent of such member or employee, is concerned;
- (c) for the purposes of paragraphs 2 (a) and 5 of Article III, and Article XIV, of the Agreement, the sending State shall be, in the case of members of a force and their dependents, the State to whose armed service the member belongs, or, in the case of members of a civilian component and their dependents, the State, if any, by whose armed service the member is employed;
- (d) the obligations imposed on the sending State by virtue of paragraphs 6 and 7 of Article VIII of the Agreement shall attach to the State to whose armed service the person belongs whose act or omission has given rise to the claim or, in the case of a member of a civilian component, to the State by whose armed service he is employed or, if there is no such State, to the Allied Headquarters of which the person concerned is a member.

Both the State, if any, to which obligations attach under this paragraph and the

Allied Headquarters concerned shall have the rights of the sending State in connection with the appointment of an arbitrator under paragraph 8 of Article VIII.

ARTICLE 5

Every member of an Allied Headquarters shall have a personal identity card issued by the Headquarters showing names, date and place of birth, nationality, rank or grade, number (if any), photograph and period of validity. This card must be presented on demand.

ARTICLE 6

1. The obligations to waive claims imposed on the Contracting Parties by Article VIII of the Agreement shall attach both to the Allied Headquarters and to any Party to this Protocol concerned.

2. For the purposes of paragraphs 1 and 2 of Article VIII of the Agreement,

- (a) property owned by an Allied Headquarters or by a Party to this Protocol and used by an Allied Headquarters shall be deemed to be property owned by a Contracting Party and used by its armed services;
- (b) damage caused by a member of a force or civilian component as defined in paragraph 1 of Article 3 of this Protocol or by any other employee of an Allied Headquarters shall be deemed to be damage caused by a member or employee of the armed services of a Contracting Party;
- (c) the definition of the expression «owned by a Contracting Party» in paragraph 3 of Article VIII shall apply in respect of an Allied Headquarters.

3. The claims to which paragraph 5 of Article VIII of the Agreement applies shall include claims (other than contractual claims and claims to which paragraphs 6 or 7 of that Article apply) arising out of acts or omissions of any employees of an Allied Headquarters, or out of any other act, omission or occurrence for which an Allied Headquarters is legally responsible, and causing damage in the territory of a receiving State to third parties, other than any of the Parties to this Protocol.

ARTICLE 7

1. The exemption from taxation accorded under Article X of the Agreement to members of a force or civilian component in respect of their salaries and emoluments shall apply, as regards personnel of an Allied Headquarters within the definitions in paragraph 1 (a) and (b) (i) of Article 3 of this Protocol, to salaries and emoluments paid to them as such personnel by the armed service to which they belong or by which they are employed, except that this paragraph shall not exempt any such member or employee from taxation imposed by a State of which he is a national.

2. Employees of an Allied Headquarters of categories agreed by the North Atlantic Council, shall be exempted from taxation on the salaries and emoluments paid to them by the Allied Headquarters in their capacity as such employees. Any Party to the present Protocol may, however, conclude an arrangement with the Allied Headquarters whereby such Party will employ and assign to the Allied Headquarters all of its nationals (except, if such Party so desires, any not ordinarily resident within its territory) who are to serve on the staff of the Allied Headquarters and pay the salaries and emoluments of such persons from its own funds,

at a scale fixed by it. The salaries and emoluments so paid may be taxed by the Party concerned but shall be exempted from taxation by any other Party. If such an arrangement is entered into by any Party to the present Protocol and is subsequently modified or terminated, Parties to the present Protocol shall no longer be bound under the first sentence of this paragraph to exempt from taxation the salaries and emoluments paid to their nationals.

ARTICLE 8

1. For the purpose of facilitating the establishment, construction, maintenance and operation of Allied Headquarters, these Headquarters shall be relieved, so far as practicable, from duties and taxes, affecting expenditures by them in the interest of common defense and for their official and exclusive benefit, and each Party to the present Protocol shall enter into negotiations with any Allied Headquarters operating in its territory for the purpose of concluding an agreement to give effect to this provision.

2. An Allied Headquarters shall have the rights granted to a force under Article XI of the Agreement subject to the same conditions.

3. The provisions in paragraphs 5 and 6 of Article XI of the Agreement shall not apply to nationals of the receiving States, unless such nationals belong to the armed services of a Party to this Protocol other than the receiving State.

4. The expression «duties and taxes» in this Article does not include charges for services rendered.

ARTICLE 9

Except in so far as the North Atlantic Council may decide otherwise,

- (a) any assets acquired from the international funds of an Allied Headquarters under its capital budget and no longer required by the Headquarters shall be disposed of under arrangements approved by the North Atlantic Council and the proceeds shall be distributed among or credited to the Parties to the North Atlantic Treaty in the proportions in which they have contributed to the capital costs of the Headquarters. The receiving State shall have the prior right to acquire any immovable property so disposed of in its territory, provided that it offers terms no less favourable than those offered by any third party;
- (b) any land, buildings or fixed installations provided for the use of an Allied Headquarters by the receiving State without charge to the Headquarters (other than a nominal charge) and no longer required by the Headquarters shall be handed back to the receiving State, and any increase or loss in the value of the property provided by the receiving State resulting from its use by the Headquarters shall be determined by the North Atlantic Council (taking into consideration any applicable law of the receiving State) and distributed among or credited or debited to the Parties to the North Atlantic Treaty in the proportions in which they have contributed to the capital costs of the Headquarters.

ARTICLE 10

Each Supreme Headquarters shall possess juridical personality; it shall have the capacity to conclude contracts and to acquire and dispose of property. The re-

ceiving State may, however, make the exercise of such capacity subject to special arrangements between it and the Supreme Headquarters or any subordinate Allied Headquarters acting on behalf of the Supreme Headquarters.

ARTICLE 11

1. Subject to the provisions of Article VIII of the Agreement, a Supreme Headquarters may engage in legal proceedings as claimant or defendant. However, the receiving State and the Supreme Headquarters or any subordinate Allied Headquarters authorised by it may agree that the receiving State shall act on behalf of the Supreme Headquarters in any legal proceedings to which that Headquarters is a party before the courts of the receiving State.

2. No measure of execution or measure directed to the seizure or attachment of its property or funds shall be taken against any Allied Headquarters, except for the purposes of paragraph 6 (a) of Article VII and Article XIII of the Agreement.

ARTICLE 12

1. To enable it to operate its international budget, an Allied Headquarters may hold currency of any kind and operate accounts in any currency.

2. The Parties to the present Protocol shall, at the request of an Allied Headquarters, facilitate transfers of the funds of such Headquarters from one country to another and the conversion of any currency held by an Allied Headquarters into any other currency, when necessary to meet the requirements of any Allied Headquarters.

ARTICLE 13

The archives and other official documents of an Allied Headquarters kept in premises used by those Headquarters or in the possession of any properly authorised member of the Headquarters shall be inviolable, unless the Headquarters has waived this immunity. The Headquarters shall, at the request of the receiving State and in the presence of a representative of that State, verify the nature of any documents to confirm that they are entitled to immunity under this Article.

ARTICLE 14

1. The whole or any part of the present Protocol or of the Agreement may be applied, by decision of the North Atlantic Council, to any international military Headquarters or organisation (not included in the definitions in paragraphs (b) and (c) of Article 1 of this Protocol) which is established pursuant to the North Atlantic Treaty.

2. When the European Defence Community comes into being, the present Protocol may be applied to the personnel of the European Defence Forces attached to an Allied Headquarters and their dependents at such time and in such manner as may be determined by the North Atlantic Council.

ARTICLE 15

All differences between the Parties to the present Protocol or between any such Parties and any Allied Headquarters relating to the interpretation or application of the Protocol shall be settled by negotiation between the parties in dispute without recourse to any outside jurisdiction. Except where express provision is made to the contrary in the present Protocol or in the Agreement, differences which cannot be settled by direct negotiation shall be referred to the North Atlantic Council.

ARTICLE 16

1. Articles XV and XVII to XX of the Agreement shall apply as regards the present Protocol as if they were an integral part thereof, but so that the Protocol may be reviewed, suspended, ratified, acceded to, denounced or extended in accordance with those provisions independently from the Agreement.

2. The present Protocol may be supplemented by bilateral agreement between the receiving State and a Supreme Headquarters, and the authorities of a receiving State and a Supreme Headquarters may agree to give effect, by administrative means in advance of ratification, to any provisions of this Protocol or of the Agreement as applied by it.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done in Paris this 28th day of August 1952, in the English and French languages, both texts being equally authoritative, in a single original which shall be deposited in the archives of the Government of the United States of America. The Government of the United States of America shall transmit certified copies thereof to all the signatory and acceding States.

For the Kingdom of Belgium:

André de Staercke.

For Canada:

A. D. P. Heeney.

For the Kingdom of Denmark:

Sandager Jeppesen.

For the United States of America:

William H. Draper, Jr.

For France:

Hervé Alphand.

For the Kingdom of Greece:

P. Pipinelis.

For Iceland:

Gunnlaugur Petursson.

For Italy:

A. Rossi-Longhi.

For the Grand Duchy of Luxembourg:

G. Heisbourg.

For the Kingdom of Norway:

S. Chr. Sommerfelt.

For the Kingdom of the Netherlands:

A. W. L. Tjarda van Starckenborgh Stachouwer.

For Portugal:

H. Caldeira Queiroz.

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

Fr. Hoyer Millar.

For Turkey:

Taha Carin.

Protocolo sobre o Estatuto
dos Quartéis-Generais Militares Internacionais
criados por força do Tratado do Atlântico Norte

Os Estados Partes no Tratado do Atlântico Norte, assinado em Washington aos 4 de Abril de 1949,

Considerando que poderão ser estabelecidos nos seus territórios Quartéis-Generais Militares Internacionais, mediante acordos particulares concluídos por força do Tratado do Atlântico Norte,

Desejando definir o Estatuto desses Quartéis-Generais e do pessoal a eles pertencente, quando se encontrem na região do Tratado do Atlântico Norte,

Acordaram no presente Protocolo à Convenção sobre o Estatuto das suas forças, assinada em Londres em 19 de Junho de 1951:

ARTIGO 1

No presente Protocolo:

- a) Por «Convenção», entende-se a Convenção assinada em Londres, em 19 de Junho de 1951, pelos Estados Partes no Tratado do Atlântico Norte sobre o Estatuto das suas forças;
- b) Por «Quartel-General Supremo», entende-se o Quartel-General Supremo das Forças Aliadas na Europa, o Quartel-General Supremo das Forças Aliadas do Atlântico e qualquer outro Quartel-General equivalente, criado por força do Tratado do Atlântico Norte;
- c) Por «Quartel-General Interaliado», entende-se qualquer Quartel-General Supremo e qualquer Quartel-General Militar internacional criado por força do Tratado do Atlântico Norte e directamente subordinado a um Quartel-General Supremo;
- d) Por «Conselho do Atlântico Norte», entende-se o Conselho instituído em execução do artigo 9 do Tratado do Atlântico Norte, ou cada um dos organismos dependentes autorizados a actuar em seu nome.

ARTIGO 2

Com a reserva das disposições seguintes do presente Protocolo, a Convenção aplicar-se-á aos Quartéis-Generais Interaliados estabelecidos no território dum Estado Parte no presente Protocolo, na zona do Tratado do Atlântico Norte, bem como ao pessoal militar e civil desses Quartéis-Generais e às pessoas a cargo desse pessoal compreendidos nas definições das alíneas a), b) e c) do parágrafo 1 do artigo 3 do presente Protocolo, quando no desempenho das suas funções, ou, no caso das pessoas a cargo, das funções do cônjuge ou do progenitor, o mesmo pessoal se encontre num dos territórios acima referidos.

ARTIGO 3

1. Para efeitos de aplicação da Convenção a um Quartel-General Interaliado, sempre que as expressões «força», «elemento civil» e «pessoa a cargo» figurem na Convenção terão o seguinte significado:

- a) Por «força», entende-se o pessoal afecto a um Quartel-General Interaliado e pertencente aos exércitos de terra, do mar ou do ar de qualquer Estado Parte no Tratado do Atlântico Norte;
- b) Por «elemento civil», entende-se o pessoal civil que não seja apátrida, nem nacional dum Estado não Parte no Tratado do Atlântico Norte, nem tão-pouco nacional do Estado lo-

cal, nem pessoa que tenha a sua residência habitual neste último Estado, e

- i) Que esteja affecta ao Quartel-General Interaliado e seja empregada por qualquer das forças armadas dum dos Estados Partes no Tratado do Atlântico Norte, ou
 - ii) Que pertença a certas categorias, estabelecidas pelo Conselho do Atlântico Norte, de pessoal civil empregado pelo Quartel-General Interaliado;
- c) Por «pessoa a cargo», entende-se o cônjuge dum membro dum força ou dum elemento civil definidos nas alíneas a) e b) do presente parágrafo ou os filhos a seu cargo.

2. Considera-se um Quartel-General Interaliado como uma força, para efeitos da aplicação do artigo II, do parágrafo 2 do artigo V, do parágrafo 10 do artigo VII, dos parágrafos 2, 3, 4, 7 e 8 do artigo IX e do artigo XIII da Convenção.

ARTIGO 4

Os direitos e obrigações que a Convenção confere ou impõe a um Estado de origem ou às respectivas autoridades acerca das suas forças, dos seus elementos civis ou das pessoas a cargo, no que respeita aos Quartéis-Generais Interaliados, ao seu pessoal e às pessoas a cargo deste pessoal aos quais se aplique a Convenção por força do artigo 2 do presente Protocolo, serão concedidos ou impostos ao Quartel-General Supremo competente e às autoridades dele dependentes, com as seguintes reservas:

- a) O direito atribuído pelo artigo VII da Convenção às autoridades militares do Estado de origem para exercer os poderes de jurisdição penal e disciplinar é conferido às autoridades militares do Estado cuja lei militar se aplique eventualmente à pessoa interessada;
- b) As obrigações impostas ao Estado de origem ou às suas autoridades pelo artigo II, pelo parágrafo 4 do artigo III, pelos parágrafos 5 (a) e 6 (a) do artigo VII, pelos parágrafos 9 e 10 do artigo VIII e pelo artigo XIII da Convenção incumbem simultaneamente ao Quartel-General Interaliado e ao Estado a que respeitem as forças armadas, qualquer membro ou empregado das mesmas, ou a pessoa a cargo do referido membro ou empregado;
- c) Para aplicação dos parágrafos 2 (a) e 5 do artigo III e do artigo XIV da Convenção, e no caso dos membros dum força ou das pessoas a seu cargo, constitui Estado de origem o Estado a cujas forças armadas pertence esse membro, ou, no caso de membro dum elemento civil ou de pessoa a seu cargo, o Estado por cujas forças armadas esse membro é empregado;
- d) As obrigações impostas ao Estado de origem pelos parágrafos 6 e 7 do artigo VIII da Convenção incumbem ao Estado a que pertencem as forças armadas de que é membro a pessoa cujo acto ou negligência deu origem ao pedido de indemnização ou, no caso dum membro dum elemento civil, ao Estado por cujas forças armadas é empregado, ou, na falta de tal Estado, ao Quartel-General Interaliado a que pertence a referida pessoa.

Os direitos do Estado de origem serão exercidos, para efeitos de designação dum árbitro, em conformidade com o parágrafo 8 do artigo VIII, simultaneamente pelo Quartel-General Interaliado e, se necessário, pelo Estado ao qual incumbem as obrigações definidas pelo presente parágrafo.

ARTIGO 5

Todos os membros dum Quartel-General Interaliado devem ser portadores dum cartão de identidade pessoal, passado por esse Quartel-General e do qual conste fotografia, nome e apelido, data e lugar de nascimento, nacionalidade, categoria ou posto, número de matrícula (se existir) e prazo de validade. Este cartão deve ser exibido sempre que solicitado.

ARTIGO 6

1. A obrigação de renunciar a qualquer pedido de indemnização imposto às Partes Contratantes em virtude do artigo VIII da Convenção aplica-se simultaneamente aos Quartéis-Generais Interaliados e aos Estados Partes interessados no presente Protocolo.

2. Para aplicação dos parágrafos 1 e 2 do artigo VIII da Convenção:

- a) São considerados como bens pertencentes a uma Parte Contratante e utilizados pelas suas forças armadas todos os bens pertencentes a um Quartel-General Interaliado ou todos os bens dum Estado Parte no presente protocolo utilizados por um Quartel-General Interaliado;
- b) Considera-se dano causado por um membro das forças armadas de uma Parte Contratante ou por um elemento civil destas forças todo o dano causado por algum desses membros ou elementos, tais como estão definidos no parágrafo 1 do artigo 3 do presente Protocolo, ou por qualquer outro membro dum Quartel-General Interaliado;
- c) As disposições do parágrafo 3 do artigo VIII da Convenção aplicam-se a um Quartel-General Interaliado considerado como «Parte Contratante» nos termos do dito parágrafo.

3. Os pedidos de indemnização previstos no parágrafo 5 do artigo VIII da Convenção compreenderão os pedidos de indemnização (que não sejam resultantes da aplicação dum contrato nem aqueles a que se apliquem os parágrafos 5 e 7 deste artigo) motivados por actos ou negligências dum funcionário do Quartel-General Interaliado, ou por qualquer outro acto, negligência ou incidente de que um Quartel-General Interaliado seja legalmente responsável e que tenha causado, no território dum Estado local, danos a terceiros que não sejam Partes no presente Protocolo.

ARTIGO 7

1. A isenção de impostos concedida em virtude do artigo X da Convenção aos membros dum força ou dum elemento civil no que respeita aos seus vencimentos e emolumentos aplica-se, no caso do pessoal dos Quartéis-Generais Interaliados abrangidos pelas definições dadas nos parágrafos 1, (a) e (b), (i) do artigo 3 do presente Protocolo, aos vencimentos e emolumentos que lhes são pagos nessa qualidade pela força armada a que pertencem ou pela qual são empregados, com a reserva todavia de que a isenção concedida em virtude deste parágrafo aos referidos membros ou empregados não se aplica ao imposto cobrado pelo país cuja nacionalidade têm.

2. Os empregados dum Quartel-General Interaliado que pertencem às categorias estabelecidas pelo Conselho do Atlântico Norte são isentos de imposto sobre os vencimentos e emolumentos que lhes são pagos nessa qualidade pelo Quartel-General Interaliado. Todavia, qualquer Parte no presente Protocolo poderá concluir com o Quartel-General interessado acordos que lhe permitam recrutar e afectar ao Quartel-General interessado os seus próprios nacionais que devam pertencer ao pessoal do Quartel-General (excepção feita, se a Parte o desejar, de qualquer nacional que não resida habitualmente no seu território). A referida Parte pagará neste caso os vencimentos e emolumentos das ditas pessoas pelos seus próprios fundos, segundo uma tabela pela mesma Parte determinada. Esses vencimentos e emolumentos poderão ser sujeitos a imposto pela Parte em questão, mas não poderão sê-lo por outra. Se um acordo desta natureza, concluído por uma das Partes no presente Protocolo, for depois modificado ou denunciado, as Partes no presente Protocolo deixarão de estar obrigadas, em virtude da primeira cláusula do presente parágrafo, a isentar de imposto os vencimentos e emolumentos pagos aos seus próprios cidadãos.

ARTIGO 8

1. A fim de facilitar o estabelecimento, a construção, a manutenção e o funcionamento dos Quartéis-Generais Interaliados, ficam os mesmos isentos, na medida do possível, dos direitos e taxas que affectam as despesas por eles suportadas com vista à defesa comum e para seu interesse oficial e exclusivo. Cada Parte no presente Protocolo procederá a negociações com os Quartéis-Generais instalados no seu território a fim de concluir acordos para esse efeito.

2. Os Quartéis-Generais Interaliados gozam dos direitos concedidos a uma força por virtude do artigo XI da Convenção e em idênticas condições.

3. As disposições previstas nos parágrafos 5 e 6 do artigo XI da Convenção não se aplicam aos nacionais do Estado local, a não ser que os mesmos pertençam às forças armadas dum Estado Parte no presente Protocolo que não seja o Estado local.

4. A expressão «direitos e taxas», usada neste artigo, não compreende as taxas cobradas como remuneração de serviços prestados.

ARTIGO 9

Salvo em caso de decisão em contrário do Conselho do Atlântico Norte:

- a) Os bens adquiridos por meio dos fundos internacionais dum Quartel-General Interaliado, por força do seu orçamento de instalação e de que esse Quartel-General já não necessite, serão liquidados de harmonia com acordos aprovados pelo Conselho do Atlântico Norte, e o produto desta liquidação será repartido entre as Partes no Tratado do Atlântico Norte ou ser-lhes-á creditado na proporção das suas contribuições para as despesas de instalação desse Quartel-General. O Estado local terá prioridade para adquirir qualquer propriedade imobiliária assim liquidada no seu território, desde que não ofereça condições menos vantajosas que as propostas por terceiros;
- b) Os terrenos, edifícios ou instalações fixas postos à disposição dum Quartel-General Interaliado pelo Estado local, sem qualquer encargo que não seja nominal para o Quartel-General e que deixem de ser necessários a esse Quartel-General, serão restituídos ao Estado local.

Qualquer valorização ou desvalorização dos bens imobiliários fornecidos pelo Estado local e resultante da sua utilização por aquele Quartel-General será determinada pelo Conselho do Atlântico Norte, que tomará em consideração qualquer lei do Estado local eventualmente aplicável, e repartida entre os Estados Partes no Tratado do Atlântico Norte ou lançada, quer a seu crédito, quer a seu débito, na proporção das suas contribuições para as despesas de instalação daquele Quartel-General.

ARTIGO 10

Todos os Quartéis-Generais Supremos têm personalidade jurídica. Têm capacidade para contratar e adquirir e alienar bens. Todavia, o Estado local pode condicionar o exercício dessa capacidade a acordos particulares celebrados com o Quartel-General Supremo ou qualquer Quartel-General subordinado agindo em nome do Quartel-General Supremo.

ARTIGO 11

1. Salvo o disposto no artigo VIII da Convenção, qualquer Quartel-General Supremo pode estar em juízo, quer como autor, quer como réu. Todavia, poderá acordar-se, por um lado entre o Quartel-General Supremo ou Quartel-General Interaliado subordinado autorizado por ele e o Estado local por outro lado, que este último o representará perante os seus tribunais, para o exercício das acções nas quais o Quartel-General for parte.

2. Nenhuma medida executória ou tendente, quer ao arresto, quer ao inventário de bens ou fundos, pode ser tomada contra um Quartel-General Interaliado, excepto para os fins definidos no parágrafo 6 (a) do artigo VII e no artigo XIII da Convenção.

ARTIGO 12

1. Para ocorrer aos seus orçamentos internacionais, podem os Quartéis-Generais Interaliados possuir quaisquer divisas e movimentar contas em qualquer espécie de moeda.

2. As Partes no presente Protocolo, a pedido dum Quartel-General Interaliado, facilitarão entre os países as transferências dos fundos desse Quartel-General e a conversão, noutras, de quaisquer divisas na posse dum Quartel-General Interaliado, sempre que tais operações forem necessárias para satisfação das respectivas necessidades.

ARTIGO 13

Os arquivos e outros documentos oficiais dum Quartel-General Interaliado, conservados nas instalações affectas a esse Quartel-General ou na posse de qualquer membro do mesmo Quartel-General para isso devidamente autorizado, são invioláveis, salvo se o Quartel-General tiver renunciado a essa imunidade. O Quartel-General examinará, a pedido do Estado local e na presença dum representante deste Estado, a natureza dos documentos, a fim de verificar se estão abrangidos pelas imunidades referidas no presente artigo.

ARTIGO 14

1. O presente Protocolo ou a Convenção podem ser aplicados, no todo ou em parte, por decisão do Conselho do Atlântico Norte, a qualquer Quartel-General militar internacional ou a qualquer organização militar internacional criados pelo Tratado do Atlântico Norte e não compreendidos nas definições constantes dos parágrafos b) e c) do artigo 1 do presente Protocolo.

2. Logo que constituída a Comunidade Europeia de Defesa, o presente Protocolo poderá ser aplicado aos membros do pessoal das Forças Europeias de Defesa afectos a qualquer Quartel-General Interaliado e às pessoas a seu cargo, nas condições a determinar pelo Conselho do Atlântico Norte.

ARTIGO 15

As divergências entre as Partes neste Protocolo ou entre elas e um Quartel-General Interaliado sobre a interpretação ou aplicação do presente Protocolo serão resolvidas por negociações entre as partes interessadas, sem recurso a jurisdição exterior. Salvo nos casos em que o presente Protocolo ou a Convenção contenham disposição em contrário, as divergências que não possam ser resolvidas por negociações directas serão levadas perante o Conselho do Atlântico Norte.

ARTIGO 16

1. Os artigos xv e xvii a xx da Convenção são aplicáveis, no caso do presente Protocolo, como se dele fizessem parte integrante, mas em tais condições que o Protocolo poderá ser revisto, suspenso, ratificado, assinado, denunciado ou prorrogado em conformidade com essas disposições, independentemente da Convenção.

2. O presente Protocolo poderá ser completado por acordos bilaterais celebrados entre o Estado local e um Quartel-General Supremo; as autoridades dum Estado local e um Quartel-General Supremo poderão acordar em dar execução, através de disposições administrativas e antes da ratificação, a qualquer disposição do presente Protocolo ou da Convenção que o Estado local decida aplicar.

Em fé do que os Plenipotenciários abaixo indicados assinaram o presente Protocolo.

Feito em Paris, aos 28 de Agosto de 1952, em inglês e francês, fazendo fé igualmente os dois textos, num único exemplar, que ficará depositado nos arquivos do Governo dos Estados Unidos da América, o qual transmitirá cópias autênticas a todos os Estados signatários e aderentes.

Pelo Reino da Bélgica:

André de Staercke.

Pelo Canadá:

A. D. P. Heeney.

Pelo Reino da Dinamarca:

Sandager Jeppesen.

Pelos Estados Unidos da América:

William H. Draper, Jr.

Pela França:

Hervé Alphand.

Pelo Reino da Grécia:

P. Pipinelis.

Pela Islândia:

Gunnlaugur Petursson.

Pela Itália:

A. Rossi-Longhi.

Pelo Grã-Ducado do Luxemburgo:

G. Heisbourg.

Pelo Reino da Noruega:

S. Chr. Sommerfelt.

Pelos Países Baixos:

A. W. L. Tjarda van Starckenborgh Stachouwer.

Por Portugal:

H. Caldeira Queiroz.

Pelo Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte:

Fr. Hoyer Millar.

Pela Turquia:

Taha Carin.

Paços do Governo da República, 3 de Agosto de 1955. — FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — *António de Oliveira Salazar.*